Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VIENNE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS SPÉCIAL N°86-2017-006

PUBLIÉ LE 16 JANVIER 2017

Sommaire

Direction départementale des territoires

86-2017-01-10-001 - Arrêté n° 2017.15/DDT/SH/C - REFUSANT la dérogation de M. GUILLON Eric - Syndicat des copropriétaires Plan Sainte Croix - 6 Place Sainte Croix à POITIERS (2 pages) Page 4

86-2017-01-10-002 - Arrêté n° 2017.16/DDT/SHLC - ACCORDANT la dérogation de Mme GIRAUD Corrine - Salon esthétique Corrine - 10 Place du Commerce à BONNEUIL MATOURS (2 pages) Page 7

86-2017-01-10-003 - Arrêté n° 2017.17/DDT/SHLC - ACCORDANT la dérogation de M. BARON Jean-François - Cabinet Médical Résidence Hermès - 34 Rue de l' Angelarde à CHATELLERAULT (2 pages) Page 10

86-2017-01-10-004 - Arrêté n° 2017.18/DDT/SHLC - ACCORDANT la dérogation de Mme SELOSSE Dolorès - Institut Ambelie - 12 Rue Pierre Pestureau à CIVRAY (2 pages) Page 13

86-2017-01-10-005 - Arrêté n° 2017.19/DDT/SHLC - ACCORDANT la dérogation de M. GALLET Raymond - La Chapelle du Pin à COULONGES LES HEROLLES (2 pages) Page 16

86-2017-01-10-006 - Arrêté n° 2017.20/DDT/SHLC - ACCORDANT la dérogation de Mme DU MESNIL-ADELEE Florence - Institut de Beauté Florence - 45 Rue Saint Avertin à MONTS SUR GUESNES (2 pages) Page 19

86-2017-01-10-007 - Arrêté n° 2017.21/DDT/SHLC - ACCORDANT la dérogation de M. MORAND François - Local de Bureau "L'Agence" - 9 Bis Place de la Liberté à POITIERS (2 pages) Page 22

86-2017-01-10-008 - Arrêté n° 2017.22/DDT/SHLC - ACCORDANT la dérogation de M. MOREAU Christophe - Agence Immobilière SQUARE HABITAT - 63 Grand'Rue - VIVONNE (2 pages) Page 25

86-2017-01-09-005 - Décision n° 2017 DDT 02 donnant subdélégation de signature - pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses et pour l'exercice des attributions de la personne responsable des marchés et du pouvoir adjudicateur. (10 pages) Page 28

DRFIP

86-2017-01-13-003 - Transfert biens immobiliers - commune de Beaumont St Cyr N°1 (10 pages) Page 39

86-2017-01-13-004 - Transfert biens immobiliers - commune de Beaumont St Cyr N°2 (22 pages) Page 50

86-2017-01-13-005 - Transfert biens immobiliers - commune de Beaumont St Cyr N°3 (26 pages) Page 73

86-2017-01-13-001 - Transfert biens immobiliers- commune de St Martin la Pallu (20 pages) Page 100

86-2017-01-13-002 - Transferts biens immobiliers- commune de Jaunay-Marigny (24 pages) Page 121

PREFECTURE de la VIENNE

86-2016-12-30-004 - 2016-063 30 décembre 2016 portant fin de compétence de la communauté de communes du Pays Chauvinois (2 pages) Page 146

86-2016-12-30-005 - 2016-064 30 décembre 2016 portant fin de compétence de la Communauté de Communes des Vals de Gartempe et Creuse (2 pages) Page 149

86-2017-01-13-006 - Arrêté préfectoral n°2016-SIDPC-102 relatif aux mesures de police applicables sur l'aéroport de Poitiers-Biard (32 pages) Page 152

Tribunal administratif 86

86-2017-01-02-004 - délégation de pouvoirs aux premiers conseillers (1 page) Page 185

86-2017-01-02-005 - Délégation de pouvoirs aux premiers conseillers (1 page) Page 187

Direction départementale des territoires

86-2017-01-10-001

Arrêté n° 2017.15/DDT/SH/C - REFUSANT la dérogation de M. GUILLON Eric - Syndicat des copropriétaires Plan Sainte Croix - 6 Place Sainte Croix à POITIERS

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA VIENNE

ARRÊTE N° 2017-DDT-15
en date du 10 JAN. 2017

Direction Départementale des Territoires de la Vienne

Refusant la dérogation aux règles d'accessibilité sollicitée par Monsieur GUILLON Eric, dans le cadre de la mise en accessibilité du Syndicat des copropriétaires Plan Sainte Croix, situé 6 Place Sainte Croix à POITIERS (86 000).

La Préfète de la Vienne
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R 111-19 et R-111-19-1 à R 111-19-51;

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

Vu l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées

Vu le décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation ;

Vu le décret n° 2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

Vu l'arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public

Vu la demande d'autorisation de travaux AT 086 194 16 X0205, déposée par Monsieur GUILLON Eric, dans le cadre de la mise en accessibilité du Syndicat des copropriétaires Plan Sainte Croix, situé 6 Place Sainte Croix à POITIERS (86 000), en date du 05 décembre 2016 ;

Vu la demande de dérogation associée à la demande d'autorisation de travaux présentée devant la Sous-commission départementale d'Accessibilité du 05 janvier 2017 ;

Considérant L111-7-3 du code de la construction et de l'habitation concernant l'obligation pour les établissements existants recevant du public d'être tels que toute personne handicapée puisse y accéder, y circuler et y recevoir les informations qui y sont diffusées, dans les parties ouvertes au public ;

Considérant que la demande de dérogation associée à la demande d'autorisation de travaux n'est pas justifiée et ne respecte pas l'article R111-19-10 du code de la construction et de l'habitation. En effet, l'impossibilité technique de réalisation d'une rampe n'est pas démontrée. De plus, un aménagement de la place est envisagée par la ville de Poitiers, la création d'une rampe pourra s'intégrer dans le cadre de cet aménagement.

Vu l'avis défavorable de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité émis le 05 janvier 2017 à la demande de dérogation aux règles d'accessibilité ;

Arrête

Article 1 : La dérogation aux règles d'accessibilité, sollicitée par Monsieur GUILLON Eric, dans le cadre de la mise en accessibilité du Syndicat des copropriétaires Plan Sainte Croix, situé 6 Place Sainte Croix à POITIERS (86 000) est refusée.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Vienne et un exemplaire sera notifié au secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne, au Chef du SIDPC, au Directeur départemental des Territoires, au Maire de Poitiers et au pétitionnaire.

Article 3 : Cet acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers dans le délai de deux mois à compter de sa notification conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative.

Article 4 : Le secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne, le Chef du SIDPC, le Directeur départemental des Territoires, le Maire de Poitiers et le pétitionnaire sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour la Préfète, et par délégation
Le Directeur Départemental Adjoint

Gilles LEROUX

Direction départementale des territoires

86-2017-01-10-002

Arrêté n° 2017.16/DDT/SHLC - ACCORDANT la dérogation de Mme GIRAUD Corrine - Salon esthétique Corrine - 10 Place du Commerce à BONNEUIL MATOURS

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA VIENNE

ARRETE N° 2017-DDT-16
en date du 10 JAN. 2017

Direction Départementale des Territoires de la Vienne

Accordant la dérogation aux règles d'accessibilité sollicitée par Madame GIRAUD Corrine dans le cadre des travaux de mise en accessibilité du Salon Esthetique Corrine situé 10 Place du Commerce à BONNEUIL-MATOURS (86 210).

La Préfète de la Vienne
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R 111-19 et R-111-19-1 à R 111-19-12 ;

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

Vu l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;

Vu le décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation ;

Vu le décret n° 2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public ;

Vu l'arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public ;

Vu la demande d'autorisation de travaux AT 086 032 16 H0003 déposée par Madame GIRAUD Corrine dans le cadre des travaux de mise en accessibilité du Salon Esthetique Corrine situé 10 Place du Commerce à BONNEUIL-MATOURS (86 210), en date du 24 novembre 2016 ;

Vu la demande de dérogation associée à la demande d'autorisation de travaux présentée devant la Sous-commission départementale d'Accessibilité du 05 janvier 2017 ;

Considérant L111-7-3 du code de la construction et de l'habitation concernant l'obligation pour les établissements existants recevant du public d'être tels que toute personne handicapée puisse y accéder, y circuler et y recevoir les informations qui y sont diffusées, dans les parties ouvertes au public ;

Considérant l'article 4 de l'arrêté du 8 décembre 2014 décrivant les dispositions relatives aux accès à l'établissement et notamment le fait que le niveau d'accès principal au bâtiment admis doit être accessible en continuité avec le cheminement extérieur accessible, et qu'une rampe amovible de 2 m maximum peut être mise en place si le pourcentage de pente est inférieur à 10 % ;

Considérant que l'impossibilité technique de réaliser une rampe fixe ou amovible, pour accéder à la salle de soins, respectant les dispositions de l'arrêté du 8 décembre 2014 est avérée, du fait que l'accès à cette salle de soins comporte trois marches représentant un dénivelé de 50 cm ;

Considérant le respect de l'arrêté du 8 décembre 2014 sur tous les autres points ;

Considérant l'avis favorable de la sous-commission en date du 05 janvier 2017 à la demande de dérogation aux règles d'accessibilité ;

Arrête

Article 1 : La dérogation aux règles d'accessibilité, sollicitée par Madame GIRAUD Corrine dans le cadre des travaux de mise en accessibilité du Salon Esthetique Corrine situé 10 Place du Commerce à BONNEUIL-MATOURS (86 210) est accordée. La salle de soins n'est pas accessible aux personnes circulant en fauteuil roulant, les dispositions des articles 5 à 19 de l'arrêté du 8 décembre 2014 concernant les espaces de manœuvre avec possibilité de demi-tour, les espaces de manœuvre de porte et l'espace d'usage devant les équipements ne s'appliquent pas à cette partie de l'établissement.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Vienne et un exemplaire sera notifié au secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne, au Chef du SIDPC, au Directeur départemental des Territoires, au Maire de Bonneuil-Matours et au pétitionnaire.

Article 3 : Cet acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers dans le délai de deux mois à compter de sa notification conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative.

Article 4 : Le secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne, le Chef du SIDPC, le Directeur départemental des Territoires, le Maire de Bonneuil-Matours et le pétitionnaire sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour la Préfète, et par délégation
Le Directeur Départemental Adjoint

Gilles LEROUX

Direction départementale des territoires

86-2017-01-10-003

Arrêté n° 2017.17/DDT/SHLC - ACCORDANT la dérogation de M. BARON Jean-François - Cabinet Médical Résidence Hermès - 34 Rue de l' Angelarde à CHATELLERAULT

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA VIENNE

ARRETE N° 2017-DDT-17
en date du 10 JAN. 2017

Direction Départementale des Territoires de la Vienne

Accordant la dérogation aux règles d'accessibilité sollicitée par Monsieur BARON Jean-François dans le cadre des travaux de mise en accessibilité du Cabinet Médical Résidence Hermes situé 34 Rue de l'Angelarde à CHÂTELLERAULT (86100).

La Préfète de la Vienne
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R 111-19 et R-111-19-1 à R 111-19-12 ;

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

Vu l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;

Vu le décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation ;

Vu le décret n° 2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public ;

Vu l'arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public ;

Vu la demande d'autorisation de travaux AT 086 066 16 H0081 déposée par Monsieur BARON Jean-François dans le cadre des travaux de mise en accessibilité du Cabinet Médical Résidence Hermes situé 34 Rue de l'Angelarde à CHÂTELLERAULT (86 100), en date du 24 novembre 2016 ;

Vu la demande de dérogation associée à la demande d'autorisation de travaux présentée devant la Sous-commission départementale d'Accessibilité du 05 janvier 2017 ;

Considérant L111-7-3 du code de la construction et de l'habitation concernant l'obligation pour les établissements existants recevant du public d'être tels que toute personne handicapée puisse y accéder, y circuler et y recevoir les informations qui y sont diffusées, dans les parties ouvertes au public ;

Considérant l'article 7 de l'arrêté du 8 décembre 2014 décrivant les dispositions relatives aux circulations intérieures verticales ;

Considérant la disproportion manifeste entre les améliorations apportées par la mise en œuvre d'un élévateur, d'une part, et son coût, les effets sur l'usage du bâtiment et de ses abords ou la viabilité de l'exploitation de l'établissement, d'autre part ;

Considérant le respect de l'arrêté du 8 décembre 2014 sur tous les autres points ;

Considérant l'avis favorable de la sous-commission en date du 05 janvier 2017 à la demande de dérogation aux règles d'accessibilité ;

Arrête

Article 1 : La dérogation aux règles d'accessibilité, sollicitée par Monsieur BARON Jean-François dans le cadre des travaux de mise en accessibilité du Cabinet Médical Résidence Hermes situé 34 Rue de l'Angelarde à CHÂTELLERAULT (86 100) est accordée. L'établissement n'est pas accessible aux personnes circulant en fauteuil roulant, les dispositions des articles 5 à 19 de l'arrêté du 8 décembre 2014 concernant les espaces de manœuvre avec possibilité de demi-tour, les espaces de manœuvre de porte et l'espace d'usage devant les équipements ne s'appliquent pas à cet établissement.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Vienne et un exemplaire sera notifié au secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne, au Chef du SIDPC, au Directeur départemental des Territoires, au Maire de Châtellerault et au pétitionnaire.

Article 3 : Cet acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers dans le délai de deux mois à compter de sa notification conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative.

Article 4 : Le secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne, le Chef du SIDPC, le Directeur départemental des Territoires, le Maire de Châtellerault et le pétitionnaire sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour la Préfète, et par délégation

Le Directeur Départemental Adjoint

Gilles LEROUX

Direction départementale des territoires

86-2017-01-10-004

Arrêté n° 2017.18/DDT/SHLC - ACCORDANT la dérogation de Mme SELOSSE Dolorès - Institut Ambelie - 12 Rue Pierre Pestureau à CIVRAY

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA VIENNE

ARRETE N° 2017-DDT- 18
en date du 10 JAN. 2017

Direction Départementale des Territoires de la Vienne

Accordant la dérogation aux règles d'accessibilité sollicitée par Madame SELOSSE Marie-Dolorès dans le cadre des travaux de mise en accessibilité de l'Institut Ambelie situé 12 Rue Pierre Pestureau à CIVRAY (86 400).

La Préfète de la Vienne
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R 111-19 et R-111-19-1 à R 111-19-12 ;

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

Vu l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;

Vu le décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation ;

Vu le décret n° 2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public ;

Vu l'arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public ;

Vu la demande d'autorisation de travaux AT 086 078 16 A0016 déposée par Madame SELOSSE Marie-Dolorès dans le cadre des travaux de mise en accessibilité de l'Institut Ambelie situé 12 Rue Pierre Pestureau à CIVRAY (86 400), en date du 02 décembre 2016 ;

Vu la demande de dérogation associée à la demande d'autorisation de travaux présentée devant la Sous-commission départementale d'Accessibilité du 05 janvier 2017 ;

Considérant L111-7-3 du code de la construction et de l'habitation concernant l'obligation pour les établissements existants recevant du public d'être tels que toute personne handicapée puisse y accéder, y circuler et y recevoir les informations qui y sont diffusées, dans les parties ouvertes au public ;

Considérant l'article 18 de l'arrêté du 8 décembre 2014 décrivant les dispositions relatives aux cabines et espaces à usage individuels et notamment le fait qu'une douche adaptée doit comporter un espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour ;

Considérant que l'impossibilité technique de réaliser un espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour à l'intérieur de la douche respectant les dispositions de l'arrêté du 8 décembre 2014 est avérée, du fait de la présence d'un pilier soutenant l'escalier en pierre accédant au deuxième étage ;

Considérant le respect de l'arrêté du 8 décembre 2014 sur tous les autres points ;

Considérant l'avis favorable de la sous-commission en date du 05 janvier 2017 à la demande de dérogation aux règles d'accessibilité ;

Arrête

Article 1 : La dérogation aux règles d'accessibilité, sollicitée par Madame SELOSSE Marie-Dolorès dans le cadre des travaux de mise en accessibilité de l'Institut Ambelie situé 12 Rue Pierre Pestureau à CIVRAY (86 400) est accordée. L'espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour de 1,30 m à l'intérieur de la douche peut être conservé.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Vienne et un exemplaire sera notifié au secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne, au Chef du SIDPC, au Directeur départemental des Territoires, au Maire de Civray et au pétitionnaire.

Article 3 : Cet acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers dans le délai de deux mois à compter de sa notification conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative.

Article 4 : Le secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne, le Chef du SIDPC, le Directeur départemental des Territoires, le Maire de Civray et le pétitionnaire sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour la Préfète, et par délégation

Le Directeur Départemental Adjoint

Gilles LEROUX

Direction départementale des territoires

86-2017-01-10-005

Arrêté n° 2017.19/DDT/SHLC - ACCORDANT la dérogation de M. GALLET Raymond - La Chapelle du Pin à COULONGES LES HEROLLES

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA VIENNE

ARRETE N° 2017-DDT-19
en date du 10 JAN. 2017

Direction Départementale des Territoires de la Vienne

Accordant la dérogation aux règles d'accessibilité sollicitée par Monsieur GALLET Raymond dans le cadre des travaux de mise en accessibilité de la Chapelle du Pin situé au lieu dit Les Hérolles à COULONGES (86 290).

La Préfète de la Vienne
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R 111-19 et R-111-19-1 à R 111-19-12 ;

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

Vu l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;

Vu le décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation ;

Vu le décret n° 2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public ;

Vu l'arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public ;

Vu la demande d'autorisation de travaux AT 086 084 16 E0001 déposée par Monsieur GALLET Raymond dans le cadre des travaux de mise en accessibilité de la Chapelle du Pin situé au lieu dit Les Hérolles à COULONGES (86290), en date du 24 octobre 2016 ;

Vu la demande de dérogation associée à la demande d'autorisation de travaux présentée devant la Sous-commission départementale d'Accessibilité du 05 janvier 2017 ;

Considérant L111-7-3 du code de la construction et de l'habitation concernant l'obligation pour les établissements existants recevant du public d'être tels que toute personne handicapée puisse y accéder, y circuler et y recevoir les informations qui y sont diffusées, dans les parties ouvertes au public ;

Considérant l'article 2 de l'arrêté du 8 décembre 2014 décrivant les dispositions relatives aux cheminements extérieurs ;

Considérant l'article 14 de l'arrêté du 8 décembre 2014 décrivant les dispositions relatives à l'éclairage ;

Considérant que l'établissement est utilisé une seule fois par an, le 24 juin de chaque année, pour une cérémonie à l'extérieur qui se déroule de jour ;

Considérant la disproportion manifeste entre les améliorations apportées par la mise en œuvre d'un éclairage et d'un cheminement extérieur, d'une part, et son coût, les effets sur l'usage du bâtiment et de ses abords, d'autre part ;

Considérant le respect de l'arrêté du 8 décembre 2014 sur tous les autres points ;

Considérant l'avis favorable de la sous-commission en date du 05 janvier 2017 à la demande de dérogation aux règles d'accessibilité ;

Arrête

Article 1 : La dérogation aux règles d'accessibilité, sollicitée par Monsieur GALLET Raymond dans le cadre des travaux de mise en accessibilité de la Chapelle du Pin situé au lieu dit Les Hérolles à COULONGES (86 290) est accordée. Les cheminements extérieurs de la Chapelle du Pin peuvent être conservés

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Vienne et un exemplaire sera notifié au secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne, au Chef du SIDPC, au Directeur départemental des Territoires, au Maire de Coulonges et au pétitionnaire.

Article 3 : Cet acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers dans le délai de deux mois à compter de sa notification conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative.

Article 4 : Le secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne, le Chef du SIDPC, le Directeur départemental des Territoires, le Maire de Coulonges et le pétitionnaire sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour la Préfète, et par délégation

Le Directeur Départemental Adjoint

Gilles LEROUX

Direction départementale des territoires

86-2017-01-10-006

Arrêté n° 2017.20/DDT/SHLC - ACCORDANT la dérogation de Mme DU MESNIL-ADELEE Florence - Institut de Beauté Florence - 45 Rue Saint Avertin à MONTS SUR GUESNES

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA VIENNE

ARRETE N° 2017-DDT- 20
en date du 10 JAN. 2017

Direction Départementale des Territoires de la Vienne

Accordant la dérogation aux règles d'accessibilité sollicitée par Madame DU MESNIL-ADELEE Florence dans le cadre des travaux de mise en accessibilité de l'Institut de Beauté Florence situé 45 Rue Saint Avertin à MONTS-SUR-GUESNES (86 420).

La Préfète de la Vienne
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R 111-19 et R-111-19-1 à R 111-19-12 ;

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

Vu l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;

Vu le décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation ;

Vu le décret n° 2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public ;

Vu l'arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public ;

Vu la demande d'autorisation de travaux AT 086 167 16 A0003 déposée par Madame DU MESNIL-ADELEE Florence dans le cadre des travaux de mise en accessibilité de l'Institut de Beauté Florence situé 45 Rue Saint Avertin à MONTS-SUR-GUESNES (86 420), en date du 03 novembre 2016 ;

Vu la demande de dérogation associée à la demande d'autorisation de travaux présentée devant la Sous-commission départementale d'Accessibilité du 05 janvier 2017 ;

Considérant L111-7-3 du code de la construction et de l'habitation concernant l'obligation pour les établissements existants recevant du public d'être tels que toute personne handicapée puisse y accéder, y circuler et y recevoir les informations qui y sont diffusées, dans les parties ouvertes au public ;

Considérant l'article 4 de l'arrêté du 8 décembre 2014 décrivant les dispositions relatives aux accès à l'établissement et notamment le fait que le niveau d'accès principal au bâtiment admis doit être accessible en continuité avec le cheminement extérieur accessible, et qu'une rampe amovible de 2 m maximum peut être mise en place si le pourcentage de pente est inférieur à 10 % ;

Considérant que l'impossibilité technique de réaliser une rampe fixe ou amovible respectant les dispositions de l'arrêté du 8 décembre 2014 est avérée, du fait que l'accès à l'établissement comporte deux ressauts et s'effectue par un trottoir de 16 cm de haut et d'une largeur de 60 cm ne permettant pas la circulation d'une personne en fauteuil roulant ;

Considérant le respect de l'arrêté du 8 décembre 2014 sur tous les autres points ;

Considérant l'avis favorable de la sous-commission en date du 05 janvier 2017 à la demande de dérogation aux règles d'accessibilité ;

Arrête

Article 1 : La dérogation aux règles d'accessibilité, sollicitée par Madame DU MESNIL-ADELEE Florence dans le cadre des travaux de mise en accessibilité de l'Institut de Beauté Florence situé 45 Rue Saint Avertin à MONTS-SUR-GUESNES (86 420) est accordée. L'établissement n'est pas accessible aux personnes circulant en fauteuil roulant, les dispositions des articles 5 à 19 de l'arrêté du 8 décembre 2014 concernant les espaces de manœuvre avec possibilité de demi-tour, les espaces de manœuvre de porte et l'espace d'usage devant les équipements ne s'appliquent pas à cet établissement.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Vienne et un exemplaire sera notifié au secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne, au Chef du SIDPC, au Directeur départemental des Territoires, au Maire de Monts-Sur-Guesnes et au pétitionnaire.

Article 3 : Cet acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers dans le délai de deux mois à compter de sa notification conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative.

Article 4 : Le secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne, le Chef du SIDPC, le Directeur départemental des Territoires, le Maire de Monts-Sur-Guesnes et le pétitionnaire sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour la Préfète, et par délégation
Le Directeur Départemental Adjoint

Gilles LEROUX

Direction départementale des territoires

86-2017-01-10-007

Arrêté n° 2017.21/DDT/SHLC - ACCORDANT la dérogation de M. MORAND François - Local de Bureau "L'Agence" - 9 Bis Place de la Liberté à POITIERS

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA VIENNE

ARRETE N° 2017-DDT-21
en date du 10 JAN. 2017

Direction Départementale des Territoires de la Vienne

Accordant la dérogation aux règles d'accessibilité sollicitée par Monsieur MORAND François dans le cadre des travaux de mise en accessibilité du Local de Bureau « L'Agence » situé 9 bis Place de la Liberté à POITIERS (86 000).

La Préfète de la Vienne
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R 111-19 et R-111-19-1 à R 111-19-12 ;

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

Vu l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;

Vu le décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation ;

Vu le décret n° 2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public ;

Vu l'arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public ;

Vu la demande d'autorisation de travaux AT 086 194 16 X0203 déposée par Monsieur MORAND François dans le cadre des travaux de mise en accessibilité du Local de Bureau « L'Agence » situé 9 bis Place de la Liberté à POITIERS (86 000), en date du 28 novembre 2016 ;

Vu la demande de dérogation associée à la demande d'autorisation de travaux présentée devant la Sous-commission départementale d'Accessibilité du 05 janvier 2017 ;

Considérant L111-7-3 du code de la construction et de l'habitation concernant l'obligation pour les établissements existants recevant du public d'être tels que toute personne handicapée puisse y accéder, y circuler et y recevoir les informations qui y sont diffusées, dans les parties ouvertes au public ;

Considérant l'article 4 de l'arrêté du 8 décembre 2014 décrivant les dispositions relatives aux accès à l'établissement et notamment le fait que le niveau d'accès principal au bâtiment admis doit être accessible en continuité avec le cheminement extérieur accessible, et qu'une rampe amovible de 2 m maximum peut être mise en place si le pourcentage de pente est inférieur à 10 % ;

Considérant que l'impossibilité technique de réaliser une rampe fixe ou amovible respectant les dispositions de l'arrêté du 8 décembre 2014 est avérée, du fait que l'accès à l'établissement comporte une marche de 21 et 5 cm au droit d'un trottoir de 1,50 m de large ;

Considérant le respect de l'arrêté du 8 décembre 2014 sur tous les autres points ;

Considérant l'avis favorable de la sous-commission en date du 05 janvier 2017 à la demande de dérogation aux règles d'accessibilité ;

Arrête

Article 1 : La dérogation aux règles d'accessibilité, sollicitée par Monsieur MORAND François dans le cadre des travaux de mise en accessibilité du Local de Bureau « L'Agence » situé 9 bis Place de la Liberté à POITIERS (86 000) est accordée. L'établissement n'est pas accessible aux personnes circulant en fauteuil roulant, les dispositions des articles 5 à 19 de l'arrêté du 8 décembre 2014 concernant les espaces de manœuvre avec possibilité de demi-tour, les espaces de manœuvre de porte et l'espace d'usage devant les équipements ne s'appliquent pas à cet établissement.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Vienne et un exemplaire sera notifié au secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne, au Chef du SIDPC, au Directeur départemental des Territoires, au Maire de Poitiers et au pétitionnaire.

Article 3 : Cet acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers dans le délai de deux mois à compter de sa notification conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative.

Article 4 : Le secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne, le Chef du SIDPC, le Directeur départemental des Territoires, le Maire de Poitiers et le pétitionnaire sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour la Préfète, et par délégation
Le Directeur Départemental Adjoint

Gilles LEROUX

Direction départementale des territoires

86-2017-01-10-008

Arrêté n° 2017.22/DDT/SHLC - ACCORDANT la dérogation de M. MOREAU Christophe - Agence Immobilière SQUARE HABITAT - 63 Grand'Rue - VIVONNE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA VIENNE

ARRETE N° 2017-DDT-22
en date du 10 JAN. 2017

Accordant la dérogation aux règles d'accessibilité sollicitée par Monsieur MOREAU Christophe dans le cadre des travaux de mise en accessibilité de l'Agence Immobilière Square Habitat situé 63 Grand Rue à VIVONNE (86 370).

Direction Départementale des Territoires de la Vienne

La Préfète de la Vienne
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R 111-19 et R-111-19-1 à R 111-19-12 ;

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

Vu l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;

Vu le décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation ;

Vu le décret n° 2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public ;

Vu l'arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public ;

Vu la demande d'autorisation de travaux AT 086 293 16 A0015 déposée par MOREAU Christophe dans le cadre des travaux de mise en accessibilité de l'Agence Immobilière Square Habitat situé 63 Grand Rue à VIVONNE (86 370), en date du 07 décembre 2016 ;

Vu la demande de dérogation associée à la demande d'autorisation de travaux présentée devant la Sous-commission départementale d'Accessibilité du 05 janvier 2017 ;

Considérant L111-7-3 du code de la construction et de l'habitation concernant l'obligation pour les établissements existants recevant du public d'être tels que toute personne handicapée puisse y accéder, y circuler et y recevoir les informations qui y sont diffusées, dans les parties ouvertes au public ;

Considérant l'article 4 de l'arrêté du 8 décembre 2014 décrivant les dispositions relatives aux accès à l'établissement et notamment le fait que le niveau d'accès principal au bâtiment admis doit être accessible en continuité avec le cheminement extérieur accessible, et qu'une rampe amovible de 2 m maximum peut être mise en place si le pourcentage de pente est inférieur à 10 % ;

Considérant que l'impossibilité technique de réaliser une rampe fixe ou amovible respectant les dispositions de l'arrêté du 8 décembre 2014 est avérée, du fait que l'accès à l'établissement comporte une marche de 10 cm au droit d'un trottoir de 0,85 m ;

Considérant le respect de l'arrêté du 8 décembre 2014 sur tous les autres points ;

Considérant l'avis favorable de la sous-commission en date du 05 janvier 2017 à la demande de dérogation aux règles d'accessibilité ;

Arrête

Article 1 : La dérogation aux règles d'accessibilité, sollicitée par MOREAU Christophe dans le cadre des travaux de mise en accessibilité de l'Agence Immobilière Square Habitat situé 63 Grand Rue à VIVONNE (86 370) est accordée. L'établissement n'est pas accessible aux personnes circulant en fauteuil roulant, les dispositions des articles 5 à 19 de l'arrêté du 8 décembre 2014 concernant les espaces de manœuvre avec possibilité de demi-tour, les espaces de manœuvre de porte et l'espace d'usage devant les équipements ne s'appliquent pas à cet établissement. Le futur aménagement de la rue devra permettre de rendre accessible l'établissement.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Vienne et un exemplaire sera notifié au secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne, au Chef du SIDPC, au Directeur départemental des Territoires, au Maire de Vivonne et au pétitionnaire.

Article 3 : Cet acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers dans le délai de deux mois à compter de sa notification conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative.

Article 4 : Le secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne, le Chef du SIDPC, le Directeur départemental des Territoires, le Maire de Vivonne et le pétitionnaire sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour la Préfète, et par délégation

Le Directeur Départemental Adjoint

Gilles LEROUX

Direction départementale des territoires

86-2017-01-09-005

Décision n° 2017 DDT 02 donnant subdélégation de signature
- pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses et pour l'exercice des attributions de la personne responsable des marchés et du pouvoir adjudicateur.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA VIENNE

Direction Départementale des Territoires de la Vienne

Décision n° 2017-DDT- 02
en date du 9 - JAN. 2017
donnant subdélégation de signature
- pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses
- et pour l'exercice des attributions de la personne responsable des marchés et du pouvoir Adjudicateur

Le Directeur Départemental des Territoires de la Vienne

Vu l'arrêté n°2016-SG-SCAADE-016 en date du 4 janvier 2016 de la Préfète de la Vienne, donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Jacques PAILHAS pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses, et pour l'exercice des attributions de la personne responsable des marchés et du pouvoir adjudicateur,

Sur proposition du Secrétaire Général

Décide

Titre 1 : Ordonnancement secondaire

Article 1 : Subdélégation au directeur départemental adjoint aux chefs de services et leurs adjoints, aux chefs de mission et au chef de l'unité AMP

Subdélégation de signature est donnée au directeur départemental adjoint, aux chefs de service et leurs adjoints, aux chefs de mission et au chef de l'unité Appui, Management et Pilotage (AMP) désignés dans le tableau ci-annexé n°1, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences respectives et dans le respect des visas et seuils du préfet et du contrôleur financier :

- ✔ les propositions d'engagements juridiques (prévisions du volume financier des actes juridiques) auprès du contrôleur budgétaire comptable et les pièces justificatives qui les accompagnent,
- ✔ les engagements juridiques de type M.A.P.A. et les arrêtés attributifs de subventions et conventions,
- ✔ les pièces de liquidation des recettes et des dépenses de toute nature dont notamment la constatation du service fait, à l'exception des demandes de paiements (dépenses).

Pour le BOP 333 et les BOP métiers concernés, la subdélégation accordée exclut l'engagement de frais de déplacement des chefs de service, de mission ou leur validation qui restent au niveau du directeur et du directeur adjoint.

Article 2 : Subdélégation aux agents des services et des missions

Subdélégation de signature est donnée aux agents désignés dans le tableau ci-annexé n°2 à l'effet de signer dans le cadre de leurs attributions et compétences :

- ✔ les engagements juridiques de type M.A.P.A., les arrêtés attributifs de subvention et les conventions d'un montant limité aux seuils précisés pour chacun d'eux,

- ✔ les pièces de liquidation des dépenses de toute nature dont notamment la constatation du service fait, à l'exception des demandes de paiement (dépenses).

Pour le BOP 333 et les BOP métiers concernés, la subdélégation accordée exclut l'engagement de frais de déplacement ou leur validation qui restent au niveau des chefs de service et de mission.

Subdélégation de signature est donnée aux agents désignés dans le tableau ci-annexé n°3 à l'effet de signer de saisir et de valider les actes comptables dans CHORUS à l'appui des pièces de commande ou de liquidation dûment signées par les agents habilités en annexe n°1 et 2.

Titre 2 : Exercice d'attribution du pouvoir adjudicateur pour les marchés formalisés

Article 3 : Passation et gestion des marchés

Subdélégation de signature est donnée à :

- ➢ ***M. Gilles LEROUX***, directeur départemental des territoires adjoint,
- ➢ ***M. Yannick PASTOUREAU,*** secrétaire général ,

pour choisir dans le respect des seuils définis par le Préfet, l'attributaire des marchés, signer ces marchés ainsi que leurs actes d'exécution, à l'exception :

- ✔ des avenants ayant une incidence financière au-dessus du seuil autorisé par le marché concerné,

- ✔ du décompte final lorsque celui-ci est signé avec réserve par le titulaire du marché.

Titre 3 : Pour l'ensemble des titres 1 et 2

Article 4 : Intérim

L'agent expressément désigné pour assurer l'intérim d'un service, d'une unité ou d'un site exerce les mêmes délégations de signature que l'agent qu'il remplace.

Article 5 : Abrogation

Toutes dispositions antérieures à la présente décision sont abrogées.

Article 6 : Exécution

Les agents titulaires d'une délégation de signature sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Vienne.

Le Directeur Départemental des Territoires,

Jean-Jacques PAILHAS

Annexe 1

Subdélégation de signature au directeur départemental adjoint, aux chefs de service, de mission et au chef de l'unité AMP

Responsable	Programme	Intitulé
M. Gilles LEROUX Directeur départemental adjoint M. Yannick PASTOUREAU Secrétaire général Mme Magali MASSE Chef de l'unité AMP	215	Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture
	217	Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables
	333	Moyens mutualisés des administrations déconcentrées
	113	Paysages, eau et biodiversité
	135	Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat
	149	Forêt
	154	Économie et développement durable de l'agriculture et des territoires
	181	Prévention des risques
	203	Infrastructures et services de transports
	206	Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation
	207	Sécurité et éducation routières
	219	Sport
	724	CAS immobilier
	723	Contribution aux dépenses immobilières
	Fonds BARNIER	Fonds de prévention des Risques Naturels Majeurs

M. Charles HAZET Chef du service Prévention des Risques et Animation Territoriale	181	Prévention des risques
	207	Sécurité et éducation routières
M. Henri NOUFEL Adjoint au chef du service Prévention des Risques et Animation Territoriale	333 limité à 1 000 € par commande	Moyens mutualisés des administrations déconcentrées
	Fonds BARNIER	Fonds de prévention des Risques Naturels Majeurs
Mme Hélène BURGAUD-TOCCHET Chef du service Habitat Logement Construction	135	Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat
	219	Sport
	724	CAS immobilier
	723	Contribution aux dépenses immobilières
	333 limité à 1 000 € par commande	Moyens mutualisés des administrations déconcentrées
Mme Morgan PRIOL Chef du service Eau et Biodiversité	113	Paysages, eau et biodiversité
	149	Forêt
M. Thierry GRIGNOUX adjoint au chef du service Eau et Biodiversité	723	Contribution aux dépenses immobilières
	333 limité à 1 000 € par commande	Moyens mutualisés des administrations déconcentrées
M. Jean Pierre PRADEL Chef du Service Économie Agricole Développement Rural	154	Économie et développement durable de l'agriculture et des territoires
M. Jean Yves BELLIER Adjoint au chef du service Économie Agricole Développement Rural	206	Sécurité et qualité sanitaire de l'alimentation
	333 limité à 1 000 € par commande	Moyens mutualisés des administrations déconcentrées
Mme Rachel PELLETIER Adjointe au chef du service Économie Agricole Développement Rural		
Mme Hélène BURGAUD-TOCCHET Chef du service Urbanisme et Aménagement **par intérim**	135	Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat
	112	Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire (*uniquement pour le contrôle de service fait*)
	333 limité à 1 000 € par commande	Moyens mutualisés des administrations déconcentrées
Mme Sophie JANOT Chef de la Mission Développement Durable et Territoires Ruraux	333 limité à 1 000 € par commande	Moyens mutualisés des administrations déconcentrées

Annexe 2

Subdélégation de signature aux agents des services
pour les engagements et les pièces de liquidation hors frais de déplacements

Services et Cellules	Agents autorisés à passer des engagements juridiques Montant maximum par engagement juridique	Agents autorisés à signer les pièces de liquidation dont la constatation du service fait
Secrétariat Général (pour la Direction et le S.G.)	**pour les B.O.P. 215-217-333-724 pour les titres 3 et 5 :** Jeanne DE PAOLI *(pour un montant de 20 000 €)* Béatrice DA FONTE Magali MASSE (pour un montant de 2 000€) Frédéric BOURASSEAU Éliane BOURINET Bernard BOUTIN Sylvia CHOYER Christophe FIOT Marie-Line CHAGNON *(pour un montant de 1 000 €)* **pour les B.O.P. 215 et 217 titre 2, H.P.S.O.P. :** Véronique BRISSONNET *(pour un montant de 20 000 €)* Nathalie FAURE Louisette MARTIN Chantal GASCHET *(pour un montant de 5 000 €)*	Jeanne DE PAOLI Béatrice DA FONTE Magali MASSE Frédéric BOURASSEAU Éliane BOURINET Bernard BOUTIN Sylvia CHOYER Christophe FIOT Marie-Line CHAGNON Véronique BRISSONNET Nathalie FAURE Louisette MARTIN Chantal GASCHET **pour les BOP 333, 207, 181, 113** Pascal MIGNOT Françoise BOUCHY
Service Prévention des Risques et Animation Territoriale	**pour le B.O.P. 181** Florence BONNEUIL Raphaël SANTURETTE *(pour un montant de 4 000 €)* **pour le B.O.P. 207** Florence BONNEUIL Cindy LEBAS *(pour un montant de 4 000 €)* Alain QUINTIN Emmanuelle DOMZALSKI *(pour un montant de 1 500 €)* **pour le B.O.P. 333** Emmanuelle DOMZALSKI *(pour un montant de 2 000 €)* Cindy LEBAS Mireille SERRANO Sandrine DUBIN *(pour un montant de 500 €)*	Florence BONNEUIL Raphaël SANTURETTE Mathilde BLANCHON Patricia DUC-DODON Florence BONNEUIL Cindy LEBAS Alain QUINTIN Emmanuelle DOMZALSKI Cindy LEBAS Emmanuelle DOMZALSKI Mireille SERRANO Sandrine DUBIN

Annexe 3

Délégation de signature aux agents des services
pour la saisie et la validation dans CHORUS Formulaires

Secrétariat Général	**B.O.P. 215, 217, 333, 113, 135, 181, 203, 207, 219, 724, 723, 149, 154, 206** pour la saisie et la validation dans CHORUS Formulaire **B.O.P. 215, 217, 333, 724** pour la saisie et la validation dans CHORUS Formulaire	Magali MASSE Béatrice DA FONTE Vincent PINTURAUD Christophe FIOT Marie-Line CHAGNON
Service Habitat Logement Construction	**BOP 135, 219, 724 et 723** pour la saisie et la validation dans la passerelle GALION-CHORUS et dans CHORUS Formulaire	Nicolas DUCLAUT Catherine PELLERIN
Service Prévention des Risques et Animation Territoriale	**BOP 181 et 207** pour la saisie et la validation dans CHORUS Formulaire	Emmanuelle DOMZALSKI Sandrine DUBIN
Service Eau et Biodiversité	**BOP 113** pour la saisie et la validation dans CHORUS Formulaire	Mireille SERRANO

Service Habitat Logement Construction	**pour les B.O.P. 135, 724, 723** Nicolas DUCLAUT Dominique GALLAS Jean-Yves MOUGNAUD Catherine PELLERIN *(pour un montant de 10 000 €)* **pour le B.O.P. 333** Catherine BERNERON *(pour un montant de 500 €)*	Nicolas DUCLAUT Dominique GALLAS Jean-Yves MOUGNAUD Catherine PELLERIN Caroline ROUGIER Catherine BERNERON
Service Urbanisme Aménagement	**pour le B.O.P. 333** Alain DUDOIT Aurélie DRAPIER Emmanuelle BARETJE Annie HERBOURG *(pour un montant de 500 €)* **pour le B.O.P. 112** (uniquement pour le contrôle du service fait)	Alain DUDOIT Aurélie DRAPIER Emmanuelle BARETJE Annie HERBOURG Emmanuelle BARETJE Philippe BRÉCHET
Service Eau et Biodiversité	**pour le B.O.P. 113** Valérie LE VASSEUR *(pour un montant de 1 000 €)* **pour le B.O.P. 149 – 723** Valérie LE VASSEUR Marie Dominique MARTIN *(pour un montant de 1 000 €)* **pour le B.O.P. 333** Valérie HILAIRET *(pour un montant de 500 €)*	Valérie LE VASSEUR Valérie LE VASSEUR Marie Dominique MARTIN Valérie HILAIRET
Service Économie Agricole Développement Rural	**pour le B.O.P. 154** Jacques GIRARDIN **pour le B.O.P. 333** Christelle REMERAND *(pour un montant de 500 €)*	Jacques GIRARDIN Christelle REMERAND Christelle REMERAND Valérie PROUTEAU

Annexe 4

Délégation aux agents des services pour la saisie et la validation dans CHORUS DT

SERVICE	NOM	PRENOM	ASSISTANT	VALIDEUR HIERARCHIQUE (VH1) OM ET EdF	VALIDEUR GESTIONNAIRE OM	GESTIONNAIRE CONTRÔLEUR EdF	TRANSFERT EdF VERS CHORUS
DIR + MDDTR	BOURINET	ELIANE	X	X	X	X	

SERVICE	NOM	PRENOM	ASSISTANT	VALIDEUR HIERARCHIQUE (VH1) OM ET EdF	VALIDEUR GESTIONNAIRE OM	GESTIONNAIRE CONTRÔLEUR EdF	TRANSFERT EdF VERS CHORUS
SEADR	PROUTEAU	VALÉRIE	X	X	X	X	
SEADR	REMERAND TARLET	CHRISTELLE	X	X	X	X	

SERVICE	NOM	PRENOM	ASSISTANT	VALIDEUR HIERARCHIQUE (VH1) OM ET EdF	VALIDEUR GESTIONNAIRE OM	GESTIONNAIRE CONTRÔLEUR EdF	TRANSFERT EdF VERS CHORUS
SEB	HILAIRET	VALÉRIE	X	X	X	X	
SEB	ROUSSILLE	MARIE-CHRISTINE	X	X	X	X	

SERVICE	NOM	PRENOM	ASSISTANT	VALIDEUR HIERARCHIQUE (VH1) OM ET EdF	VALIDEUR GESTIONNAIRE OM	GESTIONNAIRE CONTRÔLEUR EdF	TRANSFERT EdF VERS CHORUS
SG + SIDSIC	CHAGNON	MARIE LYNE	X	X	X	X	
SG + SIDSIC	CHOYER	SYLVIA	X	X	X	X	
SG + SIDSIC	MASSE	MAGALI	X	X	X	X	X
SG + SIDSIC	PINTURAUD	VINCENT	X	X	X	X	X
SG + SIDSIC	DA FONTE	BEATRICE	X	X	X	X	X

SERVICE	NOM	PRENOM	ASSISTANT	VALIDEUR HIERARCHIQUE (VH1) OM ET EdF	VALIDEUR GESTIONNAIRE OM	GESTIONNAIRE CONTRÔLEUR EdF	TRANSFERT EdF VERS CHORUS
SHLC	BERNERON	CATHERINE	X	X	X	X	
SHLC	BARRET	JEAN NOEL	X	X	X	X	

SERVICE	NOM	PRENOM	ASSISTANT	VALIDEUR HIERARCHIQUE (VH1) OM ET EdF	VALIDEUR GESTIONNAIRE OM	GESTIONNAIRE CONTRÔLEUR EdF	TRANSFERT EdF VERS CHORUS
SPRAT	DOMZALSKI	EMMANUELLE	X	X	X	X	
SPRAT	DUBIN	SANDRINE	X	X	X	X	
SPRAT	SERRANO	MIREILLE	X	X	X	X	

SERVICE	NOM	PRENOM	ASSISTANT	VALIDEUR HIERARCHIQUE (VH1) OM ET EdF	VALIDEUR GESTIONNAIRE OM	GESTIONNAIRE CONTRÔLEUR EdF	TRANSFERT EdF VERS CHORUS
SUA	HERBOURG	ANNIE	X	X	X	X	

Assistant : Il saisit les OM ou les EdF pour les agents du son service
Valideur Hiérarchique 1 : Il valide ou renvoie à l'assistant les OM ou les EdF, il ne peut pas les modifier
Valideur Gestionnaire : Il peut faire des modifications sur les OM, valider les OM ou renvoyer les OM à l'assistant

Gestionnaire Contrôleur : Il peut faire des modifications sur les EdF, valider les EdF ou renvoyer les EdF à l'assistant
Transfert EdF vers CHORUS : Il peut faire des modifications sur les EdF, transférer les EdF vers CHORUS ou renvoyer les EdF à l'assistant

DRFIP

86-2017-01-13-003

Transfert biens immobiliers - commune de Beaumont St Cyr N°1

Transfert biens immobiliers - commune de Beaumont St Cyr N°1

cerfa
N° 11196*03
DIRECTION GÉNÉRALE
DES FINANCES PUBLIQUES Formulaire obligatoire
Décret n° 55-1350 du 14/10/1955, article 67-3

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

1
N° 3265-SD
(08-2014)

FORMULAIRE À IMPRIMER RECTO/VERSO

Formule de publication

(pour l'établissement d'expéditions, copies, extraits d'actes ou décisions judiciaires à publier)

SERVICE DE LA PUBLICITÉ FONCIÉRE	DÉPÔT	DATE VOL N°
	TAXES : CSI (1) : TOTAL	

Veuillez trouver ci-joint, pour publication, l'arrêté du 16 juin 2016 portant fusion des communes de SAINT-CYR et BEAUMONT.

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du service de la publicité foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES COMPTES PUBLICS

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA VIENNE

Préfecture de la Vienne
Secrétariat général

ARRETE N° 2016-D2/B1-017

en date du 16 juin 2016

portant création de la commune nouvelle de BEAUMONT SAINT-CYR

La préfète de la Vienne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2113-1 et suivants ;

VU la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales modifiée et notamment son article 21 ;

VU la loi n° 2015-292 du 16 mars 2015 relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret du 17 décembre 2015 portant nomination de la préfète de la Vienne Mme DOKHÉLAR Marie-Christine ;

VU les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR en date du 30 mai 2016 et du 26 mai 2016 sollicitant la création d'une commune nouvelle ;

CONSIDERANT que les communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR sont contiguës ;

CONSIDERANT que les communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR sont situées dans le département de la Vienne, dans le même canton, canton de JAUNAY-CLAN et sont membres du même établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, la communauté de communes du Val Vert du Clain ;

CONSIDERANT les délibérations concordantes des communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR prises en application du 1° de l'article L. 2113-2 du Code général des collectivités territoriales pour la création d'une commune nouvelle en lieu et place des communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR ;

CONSIDERANT que les conditions fixées par le code général des collectivités territoriales pour la création d'une commune nouvelle sont réunies ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Vienne et du sous-préfet de Châtellerault

ARRETE

Article 1er Est créée, à compter du 1er janvier 2017, une commune nouvelle en lieu et place des communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR (canton de Jaunay-Clan, arrondissements de Châtellerault et de Poitiers).

Article 2 La commune nouvelle prend le nom de BEAUMONT SAINT-CYR. Son chef-lieu est fixé au chef-lieu de l'ancienne commune de BEAUMONT sis au 25 place du 11 Novembre à BEAUMONT (86).

Article 3 Les chiffres de la population de la commune nouvelle s'établissent à 2 968 habitants pour la population municipale et à 3001 habitants pour la population totale (chiffres en vigueur au 1er janvier 2016).

Article 4 A compter de sa création et jusqu'au prochain renouvellement du conseil municipal, la commune nouvelle est administrée par un conseil municipal constitué de l'ensemble des membres des conseils municipaux des anciennes communes.

Article 5 La création de la commune nouvelle entraîne sa substitution dans toutes les délibérations et dans tous les actes pris par les communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR.

Les biens et droits des anciennes communes sont dévolus à la commune nouvelle dès la création de celle-ci.

Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire entre les parties. Les cocontractants sont informés de la substitution de personne morale par la commune nouvelle. La substitution de personne morale dans les contrats conclus par les anciennes communes n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

La commune nouvelle est substituée aux communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR dans les établissements publics de coopération intercommunale dont ces communes étaient membres.

La création de la commune nouvelle est effectuée à titre gratuit et ne donne lieu au paiement d'aucune indemnité, ni d'aucuns droit, taxe, salaire ou honoraires.

Article 6 Le comptable assignataire de la commune nouvelle est le comptable des anciennes communes.

Article 7 Les personnels en fonction dans les anciennes communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR relèvent de la commune nouvelle dans les mêmes conditions de statut et d'emploi. Les agents conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du 3ème alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Article 8 A compter de sa création, sont instituées au sein de la commune nouvelle des communes déléguées reprenant le nom et les limites territoriales des anciennes communes.

Chaque commune déléguée dispose de plein droit d'un maire délégué désigné par le conseil municipal de la commune nouvelle. Toutefois, jusqu'au prochain renouvellement du conseil municipal, les maires des anciennes communes en fonction au moment de la création de la commune nouvelle deviennent de droit maire délégué.

Le conseil municipal de la commune nouvelle peut décider la suppression des communes déléguées dans un délai qu'il détermine.

Article 9 Des arrêtés ultérieurs détermineront en tant que de besoin les dispositions rendues nécessaires par la création de la commune nouvelle.

Article 10 Un exemplaire des délibérations susvisées restera annexé au présent arrêté.

Article 11 Le secrétaire général de la préfecture de la Vienne, le sous-préfet de l'arrondissement de Châtellerault, les maires des communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé aux présidents des établissements publics de coopération intercommunale et syndicats mixtes dont chacune des anciennes communes formant la commune nouvelle est membre, au président du conseil régional d'Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes, au président du conseil départemental de la Vienne, au président de la Chambre régionale des Comptes d'Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes, au directeur des archives départementales de la Vienne, au directeur régional de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) de la région Aquitaine Limousin Poitou-Charentes et aux chefs des services régionaux et départementaux de l'Etat.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne et fera l'objet d'une mention au Journal officiel de la République française.

Article 12 En cas de contestation du présent arrêté, il est possible dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- soit de saisir d'une requête gracieuse la préfète de la Vienne – Place Aristide Briand - CS 30589 Poitiers ;
- soit de former un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur – Place Beauvau - 75800 Paris ;
- soit de saisir d'un recours contentieux la présidente du Tribunal administratif de Poitiers – Hôtel Gilbert - 15 rue de Blossac – BP 541 - 86020 Poitiers cedex.

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique, un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Poitiers peut être formé dans les deux mois suivant la notification de rejet.

Sans réponse au recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, il y a rejet implicite de la requête et le Tribunal administratif peut être saisi dans les deux mois suivant l'expiration de ce premier délai.

Ces voies de recours n'ont pas un caractère suspensif.

Fait à Poitiers, le 08 JUIL. 2016

La préfète de la Vienne,

Marie-Christine DOKHÉLAR

Pour les besoins de la publicité foncière, par extrait :

Il y a lieu d'indiquer :

Que la COMMUNE de BEAUMONT SAINT-CYR, siège 25 place du 11 novembre 86490 BEAUMONT, créée le 01/01/2017, est immatriculée au SIREN sous le numéro 200 064 533,

Que conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral ci-reproduit et au vu des articles L. 2113-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, l'ensemble des biens, droits et obligations des communes de SAINT-CYR et BEAUMONT est transféré à la commune nouvelle de BEAUMONT SAINT-CYR,

Qu'il résulte de ce qui précède que la COMMUNE nouvelle de BEAUMONT SAINT-CYR regroupe à compter du 01/01/2016 les deux communes suivantes :

- la commune de BEAUMONT

SIREN 218 600 195, siège 25 place du 11 novembre 86490 BEAUMONT

- la commune de SAINT-CYR

SIREN 218 602 191, siège 1 rue de la Mairie 86130 SAINT-CYR

Que l'existence juridique de ces communes a cessé le 01/01/2017,

Qu'à compter de la même date, l'ensemble des biens, droits et obligations desdites communes a été transféré à la commune nouvelle qui est substituée de plein droit aux anciennes communes dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes,

Que l'ensemble des biens ci-dessous désignés est dévolu à la commune de BEAUMONT SAINT-CYR, SIREN 200 064 533,

DÉSIGNATION DES BIENS

biens détenus par la commune de BEAUMONT

les biens immobiliers suivants appartiennent à la commune de BEAUMONT, SIREN 218 600 195, pour la totalité en pleine propriété

Sur la commune de BEAUMONT SAINT-CYR (ancien territoire de la commune de BEAUMONT) :

[...]

biens détenus par la commune de SAINT-CYR

les biens immobiliers suivants appartiennent à la commune de SAINT-CYR, SIREN 218 602 191, pour la totalité en pleine propriété à l'exception des parcelles suivantes :

219 AH 157 – 219 AH 161 – 219 AH 167 : le tréfonds de chacune de ces trois parcelles a été vendu.

Sur la commune de BEAUMONT SAINT-CYR (ancien territoire de la commune de SAINT-CYR) :

Préfixe	Section	Numéro	Contenance cadastrale	Adresse	date	effet relatif
219	D	140	0ha06a46ca	bondilly sud	02/07/2004	2004 P 6662
219	AB	34	0ha05a00ca	le bourg	Avant 1956	
219	AB	210	0ha09a84ca	le bourg	19/11/1991	1991 P 9192
219	AB	255	0ha06a16ca	le bourg	Avant 1956	
219	AB	258	0ha11a51ca	le bourg	Avant 1956	
219	AC	85	0ha27a33ca	les clouzons	Avant 1956	
219	AC	200	0ha04a75ca	leport de beaumont	09/12/2013	2013P11833
219	AC	202	0ha11a51ca	leport de beaumont	09/12/2013	2013P11833
219	AC	227	0ha00a25ca	les petits pres	25/09/1981	8060 – 19
219	AC	349	0ha02a60ca	la tour	11/04/2007	2007 P 3734
219	AC	351	0ha02a60ca	la tour	11/04/2007	2007 P 3734
219	AC	353	0ha01a70ca	la tour	11/04/2007	2007 P 3734
219	AC	357	0ha00a23ca	la tour	11/04/2007	2007 P 3734
219	AC	360	0ha04a22ca	la tour	11/04/2007	2007 P 3734
219	AC	362	0ha03a85ca	la tour	11/04/2007	2007 P 3734
219	AC	364	0ha03a48ca	la tour	11/04/2007	2007 P 3734
219	AC	366	0ha03a80ca	la tour	11/04/2007	2007 P 3734
219	AC	367	0ha03a08ca	la tour	11/04/2007	2007 P 3734
219	AC	370	0ha03a08ca	la tour	11/04/2007	2007 P 3734
219	AC	373	0ha00a77ca	la tour	11/04/2007	2007 P 3734
219	AC	388	0ha00a77ca	les petits pres	30/06/2009	2009 P 5195
219	AD	45	0ha00a40ca	traversais ouest	30/06/1998	1998 P 5813
219	AD	52	0ha05a98ca	1 rue de la mairie	Avant 1956	
219	AD	69	0ha04a65ca	1 rue de la mairie	06/10/1999	1999 P 9256
219	AD	70	0ha07a40ca	traversais ouest	06/10/1999	1999 P 9256
219	AD	71	0ha08a24ca	11 rue de la mairie	06/10/1999	1999 P 9256
219	AD	72	0ha08a98ca	traversais ouest	06/10/1999	1999 P 9256
219	AD	78	0ha07a85ca	la bourdilliere	12/10/1992	1992 P 8319
219	AD	94	0ha35a96ca	1 rue de la mairie	Avant 1956	
219	AD	97	0ha01a09ca	la bourdilliere	06/10/2000	2000 P 9031
219	AD	101	0ha34a30ca	1 rue de la mairie	04/12/1989	10586 – 1
219	AD	116	0ha00a75ca	la minguetrie	25/10/2002	2002 P 10337
219	AD	118	0ha00a20ca	la bourdilliere	22/08/2001	2001 P 7622

219	**AD**	**123**	0ha51a17ca	la bourdilliere	12/10/1992	1992 P 8319
219	**AD**	**124**	0ha52a15ca	la bourdilliere	12/10/1992	1992 P 8319
219	**AD**	**148**	0ha45a72ca	la minguetrie	24/07/2015	2015 P 7070
219	**AD**	**149**	0ha01a48ca	la minguetrie	24/07/2015	2015 P 7070
219	**AD**	**150**	0ha05a89ca	la minguetrie	24/07/2015	2015 P 7070
219	**AD**	**157**	0ha33a91ca	la bourdilliere	19/05/2003	2003 P 4908
219	**AD**	**159**	0ha01a79ca	la poupetrie	19/12/2014	2014 P 10793
219	**AD**	**162**	0ha02a10ca	traversais ouest	19/12/2014	2014 P 10793
219	**AE**	**3**	0ha32a22ca	la varenne	14/11/2012	2012 P 12088
219	**AE**	**89**	0ha35a70ca	traversais est	22/08/2005	2005 P 8939
219	**AE**	**98**	0ha23a49ca	le marron	21/12/2001	2001 P 12073
219	**AE**	**108**	0ha33a03ca	traversais est	04/09/1984	9060 – 16
219	**AE**	**109**	0ha08a51ca	traversais est	31/03/1965	3558 – 6
219	**AE**	**172**	0ha02a51ca	la varenne	14/11/2012	2012 P 12088
219	**AH**	**5**	0ha01a90ca	traversais sud	10/12/2015	2015 P 11417
219	**AH**	**143**	0ha02a00ca	la croix de traversais sud	17/05/2002	2002 P 4569
219	**AH**	**156**	0ha00a12ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**157**	0ha01a11ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**159**	0ha00a11ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**160**	0ha01a53ca	traversais sud	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**161**	0ha06a02ca	20 rue de la mairie	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**162**	0ha00a28ca	traversais sud	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**163**	0ha00a19ca	traversais sud	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**166**	0ha00a06ca	traversais sud	Avant 1956	
219	**AH**	**167**	0ha00a13ca	traversais sud	Avant 1956	
219	**AH**	**172**	0ha00a97ca	traversais sud	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**187**	0ha04a91ca	traversais sud	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**188**	0ha03a02ca	traversais sud	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**190**	0ha05a70ca	traversais sud	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**194**	0ha04a06ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**199**	0ha01a57ca	traversais sud	24/10/2012	2012 P 12091
219	**AH**	**200**	0ha00a89ca	traversais sud	24/10/2012	2012 P 12091
219	**AH**	**203**	0ha00a61ca	traversais sud	27/02/2004	2004 P 2131
219	**AH**	**205**	0ha01a08ca	traversais sud	24/10/2012	2012 P 12091
219	**AH**	**207**	0ha04a24ca	traversais sud	24/10/2012	2012 P 12091
219	**AH**	**218**	0ha06a45ca	traversais sud	17/08/2015	2015 P 7764
219	**AH**	**219**	0ha01a04ca	traversais sud	17/08/2015	2015 P 7764
219	**AH**	**220**	0ha00a70ca	la canetrie	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**221**	0ha00a77ca	la canetrie	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**222**	0ha00a77ca	la canetrie	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**223**	0ha00a42ca	la canetrie	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**224**	0ha00a29ca	traversais sud	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**225**	0ha02a70ca	traversais sud	19/11/2004	2004 P 11975

219	**AH**	**226**	0ha00a14ca	traversais sud	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**227**	0ha00a53ca	traversais sud	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**228**	0ha00a11ca	traversais sud	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**229**	0ha00a02ca	traversais sud	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**230**	0ha09a25ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**231**	0ha09a27ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**232**	0ha09a57ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**233**	0ha00a03ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**234**	0ha06a93ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**235**	0ha08a15ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**236**	0ha08a19ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**237**	0ha08a60ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**238**	0ha09a14ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**239**	0ha12a07ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**240**	0ha11a75ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**241**	0ha12a27ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**242**	0ha11a69ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**243**	1ha42a47ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**244**	0ha25a22ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**245**	0ha02a79ca	9 rue de la fontaine	31/07/2015	2015 P 7764
219	**AH**	**246**	0ha09a73ca	9 rue de la fontaine	31/07/2015	2015 P 7764
219	**AH**	**247**	0ha00a16ca	9 rue de la fontaine	31/07/2015	2015 P 7764
219	**AH**	**248**	0ha00a68ca	la canetrie	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**249**	0ha00a18ca	la canetrie	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**250**	0ha07a52ca	traversais sud	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**251**	0ha01a10ca	traversais sud	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**252**	0ha00a06ca	traversais sud	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AK**	**177**	0ha00a44ca	vilaine sud	31/01/2007	2007 P 1210
219	**AK**	**178**	0ha01a49ca	vilaine sud	31/01/2007	2007 P 1210
219	**AL**	**220**	0ha10a70ca	bondilly ouest	01/08/2013	2013 P 7543
219	**ZA**	**32**	0ha10a40ca	la fontaine	07/03/1984	8914 – 5
219	**ZA**	**43**	0ha20a80ca	les clouzons	16/10/1990	1990 P 8741
219	**ZA**	**44**	0ha30a00ca	les clouzons	01/08/1983	8728 – 21 – 22 - 23
219	**ZA**	**47**	0ha57a48ca	les clouzons	10/01/1991	1991 P 284
219	**ZE**	**111**	1ha50a01ca	vilaine sud	02/08/2001	2001 P 7011
219	**ZE**	**121**	0ha00a11ca	la croix de bondilly	01/08/2013	2013 P 7543

Nouveau propriétaire

L'ensemble des biens ci dessus-désigné est transféré à la commune de BEAUMONT SAINT-CYR, SIREN 200 064 533.

Régime fiscal applicable

En application de l'article 1042 A du code général des impôts, le présent dépôt ne donne lieu ni à la perception de la taxe de publicité foncière, ni à celle de la contribution de sécurité immobilière.

Certifications

La Préfète certifie :
1°) que le présent document contenu sur 9 pages est exactement conforme à l'original conservé et à l'expédition destinée à recevoir la mention de publication et approuve aucun renvoi , aucun mot nul ;
2°) que l'identité des parties dénommées dans le présent document, telle qu'elle est indiquée à la suite de leur dénomination, a été régulièrement justifiée.

Fait à Poitiers, le 13 JAN. 2017

Pour la Préfète et par délégation
Le secrétaire général

Emile SOUMBO

DRFIP

86-2017-01-13-004

Transfert biens immobiliers - commune de Beaumont St Cyr N°2

Transfert biens immobiliers - commune de Beaumont St Cyr N°2

cerfa
N° 11196*03
DIRECTION GÉNÉRALE
DES FINANCES PUBLIQUES Formulaire obligatoire
Décret n° 55-1350 du 14/10/1955, article 67-3

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

1
N° 3265-SD
(08-2014)

FORMULAIRE À IMPRIMER RECTO/VERSO

Formule de publication

(pour l'établissement d'expéditions, copies, extraits d'actes ou décisions judiciaires à publier)

SERVICE DE LA PUBLICITÉ FONCIÉRE	DÉPÔT	DATE VOL N°
	TAXES : CSI (1) : TOTAL	

Veuillez trouver ci-joint, pour publication, l'arrêté du 16 juin 2016 portant fusion des communes de SAINT-CYR et BEAUMONT.

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du service de la publicité foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES COMPTES PUBLICS

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA VIENNE

Préfecture de la Vienne
Secrétariat général

ARRETE N° 2016-D2/B1-017

en date du 16 juin 2016

portant création de la commune nouvelle de BEAUMONT SAINT-CYR

La préfète de la Vienne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2113-1 et suivants ;

VU la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales modifiée et notamment son article 21 ;

VU la loi n° 2015-292 du 16 mars 2015 relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret du 17 décembre 2015 portant nomination de la préfète de la Vienne Mme DOKHÉLAR Marie-Christine ;

VU les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR en date du 30 mai 2016 et du 26 mai 2016 sollicitant la création d'une commune nouvelle ;

CONSIDERANT que les communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR sont contiguës ;

CONSIDERANT que les communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR sont situées dans le département de la Vienne, dans le même canton, canton de LAUNAY-CLAN et sont membres du même établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, la communauté de communes du Val Vert du Clain ;

CONSIDERANT les délibérations concordantes des communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR prises en application du 1° de l'article L. 2113-2 du Code général des collectivités territoriales pour la création d'une commune nouvelle en lieu et place des communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR ;

CONSIDERANT que les conditions fixées par le code général des collectivités territoriales pour la création d'une commune nouvelle sont réunies ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Vienne et du sous-préfet de Châtellerault

ARRETE :

Article 1er : Est créée, à compter du 1er janvier 2017, une commune nouvelle en lieu et place des communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR (canton de Jaunay-Clan, arrondissements de Châtellerault et de Poitiers).

Article 2 : La commune nouvelle prend le nom de BEAUMONT SAINT-CYR. Son chef-lieu est fixé au chef-lieu de l'ancienne commune de BEAUMONT sis au 25 place du 11 Novembre à BEAUMONT (86).

Article 3 : Les chiffres de la population de la commune nouvelle s'établissent à 2 968 habitants pour la population municipale et à 3001 habitants pour la population totale (chiffres en vigueur au 1er janvier 2016).

Article 4 : A compter de sa création et jusqu'au prochain renouvellement du conseil municipal, la commune nouvelle est administrée par un conseil municipal constitué de l'ensemble des membres des conseils municipaux des anciennes communes.

Article 5 : La création de la commune nouvelle entraîne sa substitution dans toutes les délibérations et dans tous les actes pris par les communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR.

Les biens et droits des anciennes communes sont dévolus à la commune nouvelle dès la création de celle-ci.

Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire entre les parties. Les cocontractants sont informés de la substitution de personne morale par la commune nouvelle. La substitution de personne morale dans les contrats conclus par les anciennes communes n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

La commune nouvelle est substituée aux communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR dans les établissements publics de coopération intercommunale dont ces communes étaient membres.

La création de la commune nouvelle est effectuée à titre gratuit et ne donne lieu au paiement d'aucune indemnité, ni d'aucuns droit, taxe, salaire ou honoraires.

Article 6 : Le comptable assignataire de la commune nouvelle est le comptable des anciennes communes.

Article 7 : Les personnels en fonction dans les anciennes communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR relèvent de la commune nouvelle dans les mêmes conditions de statut et d'emploi. Les agents conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du 3ème alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Article 8 : A compter de sa création, sont instituées au sein de la commune nouvelle des communes déléguées reprenant le nom et les limites territoriales des anciennes communes.

Chaque commune déléguée dispose de plein droit d'un maire délégué désigné par le conseil municipal de la commune nouvelle. Toutefois, jusqu'au prochain renouvellement du conseil municipal, les maires des anciennes communes en fonction au moment de la création de la commune nouvelle deviennent de droit maire délégué.

Le conseil municipal de la commune nouvelle peut décider la suppression des communes déléguées dans un délai qu'il détermine.

Article 9 Des arrêtés ultérieurs détermineront en tant que de besoin les dispositions rendues nécessaires par la création de la commune nouvelle.

Article 10 Un exemplaire des délibérations susvisées restera annexé au présent arrêté.

Article 11 Le secrétaire général de la préfecture de la Vienne, le sous-préfet de l'arrondissement de Châtellerault, les maires des communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé aux présidents des établissements publics de coopération intercommunale et syndicats mixtes dont chacune des anciennes communes formant la commune nouvelle est membre, au président du conseil régional d'Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes, au président du conseil départemental de la Vienne, au président de la Chambre régionale des Comptes d'Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes, au directeur des archives départementales de la Vienne, au directeur régional de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) de la région Aquitaine Limousin Poitou-Charentes et aux chefs des services régionaux et départementaux de l'Etat.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne et fera l'objet d'une mention au Journal officiel de la République française.

Article 12 En cas de contestation du présent arrêté, il est possible dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- soit de saisir d'une requête gracieuse la préfète de la Vienne – Place Aristide Briand - CS 30589 Poitiers ;
- soit de former un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur – Place Beauvau - 75800 Paris ;
- soit de saisir d'un recours contentieux la présidente du Tribunal administratif de Poitiers – Hôtel Gilbert - 15 rue de Blossac – BP 541 - 86020 Poitiers cedex.

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique, un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Poitiers peut être formé dans les deux mois suivant la notification de rejet.

Sans réponse au recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, il y a rejet implicite de la requête et le Tribunal administratif peut être saisi dans les deux mois suivant l'expiration de ce premier délai.

Ces voies de recours n'ont pas un caractère suspensif.

Fait à Poitiers, le 08 JUIL. 2016

La préfète de la Vienne,

Marie-Christine DOKHÉLAR

Pour les besoins de la publicité foncière, par extrait:

Il y a lieu d'indiquer :

Que la COMMUNE de BEAUMONT SAINT-CYR, siège 25 place du 11 novembre 86490 BEAUMONT, créée le 01/01/2017, est immatriculée au SIREN sous le numéro 200 064 533,

Que conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral ci-reproduit et au vu des articles L. 2113-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, l'ensemble des biens, droits et obligations des communes de SAINT-CYR et BEAUMONT est transféré à la commune nouvelle de BEAUMONT SAINT-CYR,

Qu'il résulte de ce qui précède que la COMMUNE nouvelle de BEAUMONT SAINT-CYR regroupe à compter du 01/01/2016 les deux communes suivantes :

- la commune de BEAUMONT

SIREN 218 600 195, siège 25 place du 11 novembre 86490 BEAUMONT

- la commune de SAINT-CYR

SIREN 218 602 191, siège 1 rue de la Mairie 86130 SAINT-CYR

Que l'existence juridique de ces communes a cessé le 01/01/2017,

Qu'à compter de la même date, l'ensemble des biens, droits et obligations desdites communes a été transféré à la commune nouvelle qui est substituée de plein droit aux anciennes communes dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes,

Que l'ensemble des biens ci-dessous désignés est dévolu à la commune de BEAUMONT SAINT-CYR, SIREN 200 064 533,

DÉSIGNATION DES BIENS

biens détenus par la commune de BEAUMONT

les biens immobiliers suivants appartiennent à la commune de BEAUMONT, SIREN 218 600 195, pour la totalité en pleine propriété

Sur la commune de BEAUMONT SAINT-CYR (ancien territoire de la commune de BEAUMONT) :

Préfixe	Section	Numéro	Contenance cadastrale	Adresse	date	effet relatif
	AC	154	0ha04a06ca	champ bardon	17/12/2013	2013 P 3334
	AH	275	0ha08a22ca	montcouard	Avant 1956	
	AK	13	0ha02a28ca	audron	Avant 1956	
	AO	54	0ha05a80ca	le port	Avant 1956	
	AO	63	1ha74a62ca	le port	Avant 1956	
	AO	67	0ha03a56ca	le port	14/11/1991	1991 P 2611

	AO	154	0ha01a68ca	le port	Avant 1956	
	AO	162	0ha01a66ca	le port	Avant 1956	
	AO	165	0ha04a42ca	le port	Avant 1956	
	AO	167	0ha00a80ca	le port	Avant 1956	
	AO	213	0ha26a52ca	les marais	06/12/2004	2004 P 3681
	AO	216	0ha00a36ca	les marais	06/12/2004	2004 P 3682
	AO	217	0ha07a08ca	les marais	06/12/2004	2004 P 3682
	AO	219	0ha33a55ca	les marais	06/12/2004	2004 P 3681
	AO	222	0ha08a31ca	les marais	06/12/2004	2004 P 3683
	AO	224	0ha08a07ca	les marais	06/09/2011	2011 P 2482
	AO	232	0ha01a62ca	pres de la cognee	26/06/1987	4378 – 20
	AO	236	1ha47a90ca	le port	26/06/1987	4378 – 20
	AP	140	0ha03a10ca	44 av de paris	06/10/1994	1994 P 2189
	AP	141	0ha02a30ca	46 av de paris	Avant 1956	
	AP	266	0ha01a29ca	la tricherie	24/01/1980	3711 – 12
	AP	268	0ha09a70ca	la tricherie	24/01/1980	3711 – 12
	AP	310	0ha01a01ca	la tricherie	07/07/2000	2000 P 1753
	AP	331	0ha00a38ca	la tricherie	07/07/2000	2000 P 1753
	AP	336	0ha00a47ca	la tricherie	07/07/2000	2000 P 1753
	AP	346	0ha09a24ca	la tricherie	22/05/1981	3857 – 6
	AP	356	0ha22a25ca	la tricherie	15/03/1985	4214 – 16
	AP	359	0ha18a66ca	les marteaux	15/03/1985	4214 – 16
	AP	385	0ha00a30ca	les marteaux	08/06/1984	4154 – 2
	AP	386	0ha05a34ca	les marteaux	08/06/1984	4154 – 2
	AP	422	0ha09a01ca	19 av de paris	03/12/1991	1991 P 2817
	AP	465	0ha38a66ca	5247 rue de la gare	17/01/2008	2008 P 194
	AP	470	0ha00a42ca	les marteaux	22/09/2015	2015 P 2461
	AP	471	0ha00a34ca	les marteaux	22/09/2015	2015 P 2461
	AR	92	1ha62a63ca	les pieces du mauvais	24/02/1991	1991 P446
	AR	102	0ha03a85ca	le clos de la source	14/11/2007	2007 P 3325
	AR	219	0ha01a84ca	le clos de la source	Avant 1956	
	AR	239	0ha00a50ca	la croix bourdon	Avant 1956	
	AR	240	0ha00a77ca	la croix bourdon	Avant 1956	
	AS	79	0ha13a13ca	1 rue haute	Avant 1956	
	AS	80	0ha00a30ca	le bourg	Avant 1956	
	AS	81	0ha00a08ca	le bourg	Avant 1956	
	AS	82	0ha00a44ca	le bourg	27/05/2014	2014 P 1303
	AS	83	0ha89a60ca	1b rue haute	27/05/2014	2014 P 1303
	AS	120	0ha06a04ca	2 pl du onze novembre	Avant 1956	
	AS	123	0ha06a05ca	le bourg	Avant 1956	
	AS	150	0ha02a77ca	le bourg	Avant 1956	
	AS	151	0ha06a68ca	le bourg	Avant 1956	
	AS	160	0ha03a30ca	8 pl du onze novembre	23/01/1989	4497 – 26
	AS	162	0ha07a30ca	le bourg	23/01/1989	4497 – 26

	AS	163	0ha00a50ca	le bourg	11/04/1975	3282 – 38
	AS	164	0ha11a88ca	le bourg	Avant 1956	
	AS	165	0ha00a17ca	le bourg	23/01/1989	4497 – 26
	AS	168	0ha10a05ca	le bourg	11/04/1975	3282 – 38
	AS	171	0ha03a77ca	8 pl du onze novembre	Avant 1956	
	AS	177	0ha00a82ca	1 rue de la montee	26/04/2001	2001 P 999
	AS	231	0ha00a11ca	le bourg	17/12/2013	2013 P 3334
	AS	237	0ha02a75ca	le bourg	20/09/2010	2010 P 2302
	AT	75	0ha02a06ca	6 rue de la quarantiniere	23/01/2006	2006 P 263
	AT	185	0ha00a54ca	rue des lises de la ballu	19/06/1986	4309 – 4
	AT	187	0ha00a58ca	rue des lises de la ballu	19/06/1986	4309 – 4
	AT	190	0ha00a36ca	rue des lises de la ballu	19/06/1986	4309 – 4
	AT	313	0ha01a25ca	la quarantiniere	23/01/2006	2006 P 263
	AT	315	0ha00a51ca	la quarantiniere	23/01/2006	2006 P 263
	AV	113	0ha61a09ca	les fonds de la tricherie	12/03/1981	3832 – 8
	AV	194	0ha02a80ca	les fonds de la tricherie	12/03/1981	3832 – 8
	AV	195	0ha28a50ca	les fonds de la tricherie	12/03/1981	3832 – 8
	AV	246	0ha01a44ca	les fonds de la tricherie	12/04/1991	1991 P 891
	AV	248	0ha02a52ca	les fonds de la tricherie	12/04/1991	1991 P 891
	AW	1	0ha26a30ca	les champs forts	07/02/1992	1992 P 312
	AW	402	0ha01a72ca	longeve	02/07/21984	4159 – 26
	AW	439	0ha08a29ca	les aires	28/09/2000	2000 P 2431
	AW	445	0ha54a54ca	les aires	28/09/2000	2000 P 2431
	AW	500	0ha03a79ca	les fonds de la tricherie	Avant 1956	
	AY	195	0ha08a57ca	les marais de longeve	Avant 1956	
	ZA	27	0ha27a90ca	les sentiers	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	30	0ha01a40ca	les sentiers	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	61	0ha53a20ca	les sentiers	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	62	0ha01a50ca	les sentiers	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	78	0ha14a40ca	le pot qui bout	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	94	0ha04a90ca	le pot qui bout	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	107	0ha39a60ca	le gros chiron	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	111	0ha12a20ca	le gros chiron	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	121	0ha11a20ca	les renardieres	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	142	0ha05a00ca	carrefour au lait	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	147	0ha06a20ca	champ du chene	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	159	0ha02a30ca	champ du chene	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	165	0ha09a90ca	champ bardon	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	173	0ha18a40ca	champ bardon	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	180	0ha11a20ca	le telegraphe	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	183	0ha05a80ca	le telegraphe	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	186	0ha05a40ca	le telegraphe	05/12/2003	2003 P 3276

	ZA	191	0ha15a10ca	le telegraphe	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	198	0ha01a10ca	carrefour au lait	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	200	0ha20a70ca	le gros chiron	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	201	0ha01a80ca	les renardieres	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	281	0ha02a70ca	le bois rond	19/12/1989	4569 – 21
	ZA	282	0ha00a29ca	le bois rond	19/12/1989	4569 – 21
	ZB	14	0ha12a20ca	la violette	05/12/2003	2003 P 3276
	ZB	19	0ha20a70ca	terroir de pineau	05/12/2003	2003 P 3276
	ZB	20	0ha10a70ca	terroir de pineau	05/12/2003	2003 P 3276
	ZB	40	0ha15a20ca	clos reigner	05/12/2003	2003 P 3276
	ZB	41	0ha17a00ca	clos reigner	05/12/2003	2003 P 3276
	ZB	64	0ha06a60ca	la balloniere	05/12/2003	2003 P 3276
	ZB	71	0ha12a20ca	le temple	05/12/2003	2003 P 3276
	ZB	72	0ha09a80ca	croix olivier	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	21	0ha01a60ca	les champs forts	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	22	0ha19a70ca	les champs forts	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	27	0ha01a70ca	les champs forts	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	28	0ha18a30ca	les champs forts	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	53	0ha06a00ca	les champs forts	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	58	0ha04a60ca	les champs forts	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	68	0ha02a90ca	les chenevieres de l etang	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	75	0ha14a00ca	les chenevieres de l etang	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	76	0ha06a90ca	le pre chauveau	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	84	0ha04a70ca	le pre chauveau	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	95	0ha01a30ca	le pont de rouhet	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	107	0ha22a60ca	les chasses	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	109	0ha03a70ca	le fond de l etang	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	110	0ha13a20ca	le fond de l etang	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	123	0ha06a50ca	le fond de l etang	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	124	0ha20a80ca	le fond de l etang	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	136	0ha27a40ca	les petites rivieres	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	138	0ha06a80ca	les petites rivieres	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	139	0ha06a20ca	le pont de rouhet	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	140	0ha05a50ca	les champs forts	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	141	0ha26a40ca	les chasses	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	142	0ha45a80ca	les chasses	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	151	0ha02a28ca	la buralliere	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	152	0ha00a55ca	la buralliere	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	6	0ha06a50ca	taille a bineau	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	46	0ha27a50ca	les quarts	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	50	0ha58a90ca	les quarts	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	54	0ha02a00ca	la richardiere	05/12/2003	2003 P 3276

	ZD	55	0ha07a90ca	la richardiere	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	66	0ha08a30ca	queriborne	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	75	0ha06a90ca	queriborne	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	85	0ha03a80ca	l etampe	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	94	0ha11a10ca	l etampe	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	95	0ha03a10ca	l etampe	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	106	0ha21a10ca	l etampe	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	118	0ha01a80ca	l etampe	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	129	0ha06a20ca	les champs marsay	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	139	0ha13a90ca	les champs marsay	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	142	0ha12a20ca	les champs marsay	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	159	0ha09a60ca	la nourasse	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	186	0ha12a50ca	la varenne	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	195	0ha06a70ca	les portes rouges	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	203	0ha12a14ca	la varenne	17/04/1975	3283 – 33
	ZD	204	0ha36a66ca	5000 rue de la grande valette	21/03/1974	3213 – 31
	ZD	373	0ha19a80ca	la varenne	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	383	0ha40a74ca	la varenne	14/02/1978	3502 – 13
	ZD	384	0ha39a39ca	la varenne	Avant 1956	
	ZD	417	0ha02a71ca	la richardiere	Avant 1956	
	ZD	418	0ha48a19ca	clos bureau	03/12/2003	2003 P 3243
	ZD	430	0ha01a45ca	clos bureau	29/05/2007	2007 P 1576
	ZD	434	0ha07a37ca	clos bureau	29/05/2007	2007 P 1576
	ZD	446	0ha06a62ca	clos bureau	29/05/2007	2007 P 1576
	ZD	449	0ha03a23ca	clos bureau	29/05/2007	2007 P 1576
	ZD	450	0ha02a18ca	clos bureau	29/05/2007	2007 P 1576
	ZD	455	0ha00a53ca	la nourasse	Avant 1956	
	ZE	6	0ha10a30ca	la vaureignier	05/12/2003	2003 P 3276
	ZE	18	0ha13a80ca	les mareilles	05/12/2003	2003 P 3276
	ZE	32	0ha03a70ca	le riou cesar	05/12/2003	2003 P 3276
	ZE	40	0ha13a10ca	le riou cesar	05/12/2003	2003 P 3276
	ZE	45	0ha04a40ca	les pres marais	05/12/2003	2003 P 3276
	ZE	48	0ha03a60ca	les pres marais	05/12/2003	2003 P 3276
	ZE	49	0ha26a70ca	les pres marais	05/12/2003	2003 P 3276
	ZE	52	0ha06a10ca	les pres marais	05/12/2003	2003 P 3276
	ZE	61	0ha01a40ca	le truteau	05/12/2003	2003 P 3276
	ZE	63	0ha13a70ca	le truteau	05/12/2003	2003 P 3276
	ZE	66	0ha13a10ca	le truteau	05/12/2003	2003 P 3276
	ZE	76	0ha06a60ca	le truteau	05/12/2003	2003 P 3276
	ZE	80	0ha02a60ca	le riou cesar	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	11	0ha20a10ca	les chaisys	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	20	0ha26a60ca	les groges	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	32	0ha15a90ca	le passoux	05/12/2003	2003 P 3276

	ZH	**41**	0ha03a20ca	les champforts	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	**57**	0ha13a60ca	les dupes	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	**64**	0ha04a80ca	les dupes	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	**65**	0ha21a80ca	le passoux de longeve	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	**111**	0ha06a00ca	le massou	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	**118**	0ha10a00ca	les champs noirs	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	**125**	0ha08a90ca	les champs noirs	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	**137**	0ha29a70ca	les champs noirs	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	**138**	0ha47a50ca	le bouchet	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	**146**	0ha12a20ca	le bouchet	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	**149**	0ha02a20ca	le bouchet	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	**154**	0ha29a90ca	le bouchet	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	**157**	0ha07a30ca	le bouchet	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	**165**	0ha04a70ca	le bouchet	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	**166**	0ha03a20ca	les champs noirs	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	**220**	0ha18a76ca	les groges de la perriere	26/09/1977	24 R 2
	ZH	**221**	0ha06a54ca	les groges de la perriere	26/09/1977	24 R 2

biens détenus par la commune de SAINT-CYR

les biens immobiliers suivants appartiennent à la commune de SAINT-CYR, SIREN 218 602 191,

[...]

Nouveau propriétaire

L'ensemble des biens ci dessus-désigné est transféré à la commune de BEAUMONT SAINT-CYR, SIREN 200 064 533.

Régime fiscal applicable

En application de l'article 1042 A du code général des impôts, le présent dépôt ne donne lieu ni à la perception de la taxe de publicité foncière, ni à celle de la contribution de sécurité immobilière.

Certifications

La Préfète certifie :
1°) que le présent document contenu sur 11 pages est exactement conforme à l'original conservé et à l'expédition destinée à recevoir la mention de publication et approuve aucun renvoi , aucun mot nul ;
2°) que l'identité des parties dénommées dans le présent document, telle qu'elle est indiquée à la suite de leur dénomination, a été régulièrement justifiée.

Fait à Poitiers, le 13 JAN. 2017

Pour la Préfète et par délégation
Le secrétaire général

Emile SOUMBO

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA VIENNE

Préfecture de la Vienne
Secrétariat général

ARRETE N° 2016-D2/B1-017

en date du 16 juin 2016

portant création de la commune nouvelle de BEAUMONT SAINT-CYR

La préfète de la Vienne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2113-1 et suivants ;

VU la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales modifiée et notamment son article 21 ;

VU la loi n° 2015-292 du 16 mars 2015 relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret du 17 décembre 2015 portant nomination de la préfète de la Vienne Mme DOKHÉLAR Marie-Christine ;

VU les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR en date du 30 mai 2016 et du 26 mai 2016 sollicitant la création d'une commune nouvelle ;

CONSIDERANT que les communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR sont contiguës ;

CONSIDERANT que les communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR sont situées dans le département de la Vienne, dans le même canton, canton de JAUNAY-CLAN et sont membres du même établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, la communauté de communes du Val Vert du Clain ;

CONSIDERANT les délibérations concordantes des communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR prises en application du 1° de l'article L. 2113-2 du Code général des collectivités territoriales pour la création d'une commune nouvelle en lieu et place des communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR ;

CONSIDERANT que les conditions fixées par le code général des collectivités territoriales pour la création d'une commune nouvelle sont réunies ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Vienne et du sous-préfet de Châtellerault

ARRETE

Article 1er .Est créée, à compter du 1er janvier 2017, une commune nouvelle en lieu et place des communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR (canton de Jaunay-Clan, arrondissements de Châtellerault et de Poitiers).

Article 2 La commune nouvelle prend le nom de BEAUMONT SAINT-CYR. Son chef-lieu est fixé au chef-lieu de l'ancienne commune de BEAUMONT sis au 25 place du 11 Novembre à BEAUMONT (86).

Article 3 Les chiffres de la population de la commune nouvelle s'établissent à 2 968 habitants pour la population municipale et à 3001 habitants pour la population totale (chiffres en vigueur au 1er janvier 2016).

Article 4 A compter de sa création et jusqu'au prochain renouvellement du conseil municipal, la commune nouvelle est administrée par un conseil municipal constitué de l'ensemble des membres des conseils municipaux des anciennes communes.

Article 5 La création de la commune nouvelle entraîne sa substitution dans toutes les délibérations et dans tous les actes pris par les communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR.

Les biens et droits des anciennes communes sont dévolus à la commune nouvelle dès la création de celle-ci.

Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire entre les parties. Les cocontractants sont informés de la substitution de personne morale par la commune nouvelle. La substitution de personne morale dans les contrats conclus par les anciennes communes n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

La commune nouvelle est substituée aux communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR dans les établissements publics de coopération intercommunale dont ces communes étaient membres.

La création de la commune nouvelle est effectuée à titre gratuit et ne donne lieu au paiement d'aucune indemnité, ni d'aucuns droit, taxe, salaire ou honoraires.

Article 6 Le comptable assignataire de la commune nouvelle est le comptable des anciennes communes.

Article 7 Les personnels en fonction dans les anciennes communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR relèvent de la commune nouvelle dans les mêmes conditions de statut et d'emploi. Les agents conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du 3ème alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Article 8 A compter de sa création, sont instituées au sein de la commune nouvelle des communes déléguées reprenant le nom et les limites territoriales des anciennes communes.

Chaque commune déléguée dispose de plein droit d'un maire délégué désigné par le conseil municipal de la commune nouvelle. Toutefois, jusqu'au prochain renouvellement du conseil municipal, les maires des anciennes communes en fonction au moment de la création de la commune nouvelle deviennent de droit maire délégué.

Le conseil municipal de la commune nouvelle peut décider la suppression des communes déléguées dans un délai qu'il détermine.

Article 9 Des arrêtés ultérieurs détermineront en tant que de besoin les dispositions rendues nécessaires par la création de la commune nouvelle.

Article 10 Un exemplaire des délibérations susvisées restera annexé au présent arrêté.

Article 11 Le secrétaire général de la préfecture de la Vienne, le sous-préfet de l'arrondissement de Châtellerault, les maires des communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé aux présidents des établissements publics de coopération intercommunale et syndicats mixtes dont chacune des anciennes communes formant la commune nouvelle est membre, au président du conseil régional d'Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes, au président du conseil départemental de la Vienne, au président de la Chambre régionale des Comptes d'Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes, au directeur des archives départementales de la Vienne, au directeur régional de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) de la région Aquitaine Limousin Poitou-Charentes et aux chefs des services régionaux et départementaux de l'Etat.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne et fera l'objet d'une mention au Journal officiel de la République française.

Article 12 En cas de contestation du présent arrêté, il est possible dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- soit de saisir d'une requête gracieuse la préfète de la Vienne – Place Aristide Briand - CS 30589 Poitiers ;
- soit de former un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur – Place Beauvau - 75800 Paris ;
- soit de saisir d'un recours contentieux la présidente du Tribunal administratif de Poitiers – Hôtel Gilbert - 15 rue de Blossac – BP 541 - 86020 Poitiers cedex.

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique, un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Poitiers peut être formé dans les deux mois suivant la notification de rejet.

Sans réponse au recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, il y a rejet implicite de la requête et le Tribunal administratif peut être saisi dans les deux mois suivant l'expiration de ce premier délai.

Ces voies de recours n'ont pas un caractère suspensif.

Fait à Poitiers, le 08 JUIL. 2016

La préfète de la Vienne,

Marie-Christine DOKHÉLAR

Pour les besoins de la publicité foncière, par extrait:

Il y a lieu d'indiquer :

Que la COMMUNE de BEAUMONT SAINT-CYR, siège 25 place du 11 novembre 86490 BEAUMONT, créée le 01/01/2017, est immatriculée au SIREN sous le numéro 200 064 533,

Que conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral ci-reproduit et au vu des articles L. 2113-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, l'ensemble des biens, droits et obligations des communes de SAINT-CYR et BEAUMONT est transféré à la commune nouvelle de BEAUMONT SAINT-CYR,

Qu'il résulte de ce qui précède que la COMMUNE nouvelle de BEAUMONT SAINT-CYR regroupe à compter du 01/01/2016 les deux communes suivantes :

- la commune de BEAUMONT

SIREN 218 600 195, siège 25 place du 11 novembre 86490 BEAUMONT

- la commune de SAINT-CYR

SIREN 218 602 191, siège 1 rue de la Mairie 86130 SAINT-CYR

Que l'existence juridique de ces communes a cessé le 01/01/2017,

Qu'à compter de la même date, l'ensemble des biens, droits et obligations desdites communes a été transféré à la commune nouvelle qui est substituée de plein droit aux anciennes communes dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes,

Que l'ensemble des biens ci-dessous désignés est dévolu à la commune de BEAUMONT SAINT-CYR, SIREN 200 064 533,

DÉSIGNATION DES BIENS

biens détenus par la commune de BEAUMONT

les biens immobiliers suivants appartiennent à la commune de BEAUMONT, SIREN 218 600 195, pour la totalité en pleine propriété

Sur la commune de BEAUMONT SAINT-CYR (ancien territoire de la commune de BEAUMONT) :

Préfixe	Section	Numéro	Contenance cadastrale	Adresse	date	effet relatif
	AC	154	0ha04a06ca	champ bardon	17/12/2013	2013 P 3334
	AH	275	0ha08a22ca	montcouard	Avant 1956	
	AK	13	0ha02a28ca	audron	Avant 1956	
	AO	54	0ha05a80ca	le port	Avant 1956	
	AO	63	1ha74a62ca	le port	Avant 1956	
	AO	67	0ha03a56ca	le port	14/11/1991	1991 P 2611

	AO	**154**	0ha01a68ca	le port	Avant 1956	
	AO	**162**	0ha01a66ca	le port	Avant 1956	
	AO	**165**	0ha04a42ca	le port	Avant 1956	
	AO	**167**	0ha00a80ca	le port	Avant 1956	
	AO	**213**	0ha26a52ca	les marais	06/12/2004	2004 P 3681
	AO	**216**	0ha00a36ca	les marais	06/12/2004	2004 P 3682
	AO	**217**	0ha07a08ca	les marais	06/12/2004	2004 P 3682
	AO	**219**	0ha33a55ca	les marais	06/12/2004	2004 P 3681
	AO	**222**	0ha08a31ca	les marais	06/12/2004	2004 P 3683
	AO	**224**	0ha08a07ca	les marais	06/09/2011	2011 P 2482
	AO	**232**	0ha01a62ca	pres de la cognee	26/06/1987	4378 – 20
	AO	**236**	1ha47a90ca	le port	26/06/1987	4378 – 20
	AP	**140**	0ha03a10ca	44 av de paris	06/10/1994	1994 P 2189
	AP	**141**	0ha02a30ca	46 av de paris	Avant 1956	
	AP	**266**	0ha01a29ca	la tricherie	24/01/1980	3711 – 12
	AP	**268**	0ha09a70ca	la tricherie	24/01/1980	3711 – 12
	AP	**310**	0ha01a01ca	la tricherie	07/07/2000	2000 P 1753
	AP	**331**	0ha00a38ca	la tricherie	07/07/2000	2000 P 1753
	AP	**336**	0ha00a47ca	la tricherie	07/07/2000	2000 P 1753
	AP	**346**	0ha09a24ca	la tricherie	22/05/1981	3857 – 6
	AP	**356**	0ha22a25ca	la tricherie	15/03/1985	4214 – 16
	AP	**359**	0ha18a66ca	les marteaux	15/03/1985	4214 – 16
	AP	**385**	0ha00a30ca	les marteaux	08/06/1984	4154 – 2
	AP	**386**	0ha05a34ca	les marteaux	08/06/1984	4154 – 2
	AP	**422**	0ha09a01ca	19 av de paris	03/12/1991	1991 P 2817
	AP	**465**	0ha38a66ca	5247 rue de la gare	17/01/2008	2008 P 194
	AP	**470**	0ha00a42ca	les marteaux	22/09/2015	2015 P 2461
	AP	**471**	0ha00a34ca	les marteaux	22/09/2015	2015 P 2461
	AR	**92**	1ha62a63ca	les pieces du mauvais	24/02/1991	1991 P446
	AR	**102**	0ha03a85ca	le clos de la source	14/11/2007	2007 P 3325
	AR	**219**	0ha01a84ca	le clos de la source	Avant 1956	
	AR	**239**	0ha00a50ca	la croix bourdon	Avant 1956	
	AR	**240**	0ha00a77ca	la croix bourdon	Avant 1956	
	AS	**79**	0ha13a13ca	1 rue haute	Avant 1956	
	AS	**80**	0ha00a30ca	le bourg	Avant 1956	
	AS	**81**	0ha00a08ca	le bourg	Avant 1956	
	AS	**82**	0ha00a44ca	le bourg	27/05/2014	2014 P 1303
	AS	**83**	0ha89a60ca	1b rue haute	27/05/2014	2014 P 1303
	AS	**120**	0ha06a04ca	2 pl du onze novembre	Avant 1956	
	AS	**123**	0ha06a05ca	le bourg	Avant 1956	
	AS	**150**	0ha02a77ca	le bourg	Avant 1956	
	AS	**151**	0ha06a68ca	le bourg	Avant 1956	
	AS	**160**	0ha03a30ca	8 pl du onze novembre	23/01/1989	4497 – 26
	AS	**162**	0ha07a30ca	le bourg	23/01/1989	4497 – 26

	AS	163	0ha00a50ca	le bourg	11/04/1975	3282 – 38
	AS	164	0ha11a88ca	le bourg	Avant 1956	
	AS	165	0ha00a17ca	le bourg	23/01/1989	4497 – 26
	AS	168	0ha10a05ca	le bourg	11/04/1975	3282 – 38
	AS	171	0ha03a77ca	8 pl du onze novembre	Avant 1956	
	AS	177	0ha00a82ca	1 rue de la montee	26/04/2001	2001 P 999
	AS	231	0ha00a11ca	le bourg	17/12/2013	2013 P 3334
	AS	237	0ha02a75ca	le bourg	20/09/2010	2010 P 2302
	AT	75	0ha02a06ca	6 rue de la quarantiniere	23/01/2006	2006 P 263
	AT	185	0ha00a54ca	rue des lises de la ballu	19/06/1986	4309 – 4
	AT	187	0ha00a58ca	rue des lises de la ballu	19/06/1986	4309 – 4
	AT	190	0ha00a36ca	rue des lises de la ballu	19/06/1986	4309 – 4
	AT	313	0ha01a25ca	la quarantiniere	23/01/2006	2006 P 263
	AT	315	0ha00a51ca	la quarantiniere	23/01/2006	2006 P 263
	AV	113	0ha61a09ca	les fonds de la tricherie	12/03/1981	3832 – 8
	AV	194	0ha02a80ca	les fonds de la tricherie	12/03/1981	3832 – 8
	AV	195	0ha28a50ca	les fonds de la tricherie	12/03/1981	3832 – 8
	AV	246	0ha01a44ca	les fonds de la tricherie	12/04/1991	1991 P 891
	AV	248	0ha02a52ca	les fonds de la tricherie	12/04/1991	1991 P 891
	AW	1	0ha26a30ca	les champs forts	07/02/1992	1992 P 312
	AW	402	0ha01a72ca	longeve	02/07/21984	4159 – 26
	AW	439	0ha08a29ca	les aires	28/09/2000	2000 P 2431
	AW	445	0ha54a54ca	les aires	28/09/2000	2000 P 2431
	AW	500	0ha03a79ca	les fonds de la tricherie	Avant 1956	
	AY	195	0ha08a57ca	les marais de longeve	Avant 1956	
	ZA	27	0ha27a90ca	les sentiers	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	30	0ha01a40ca	les sentiers	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	61	0ha53a20ca	les sentiers	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	62	0ha01a50ca	les sentiers	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	78	0ha14a40ca	le pot qui bout	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	94	0ha04a90ca	le pot qui bout	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	107	0ha39a60ca	le gros chiron	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	111	0ha12a20ca	le gros chiron	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	121	0ha11a20ca	les renardieres	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	142	0ha05a00ca	carrefour au lait	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	147	0ha06a20ca	champ du chene	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	159	0ha02a30ca	champ du chene	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	165	0ha09a90ca	champ bardon	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	173	0ha18a40ca	champ bardon	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	180	0ha11a20ca	le telegraphe	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	183	0ha05a80ca	le telegraphe	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	186	0ha05a40ca	le telegraphe	05/12/2003	2003 P 3276

	ZA	191	0ha15a10ca	le telegraphe	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	198	0ha01a10ca	carrefour au lait	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	200	0ha20a70ca	le gros chiron	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	201	0ha01a80ca	les renardieres	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	281	0ha02a70ca	le bois rond	19/12/1989	4569 – 21
	ZA	282	0ha00a29ca	le bois rond	19/12/1989	4569 – 21
	ZB	14	0ha12a20ca	la violette	05/12/2003	2003 P 3276
	ZB	19	0ha20a70ca	terroir de pineau	05/12/2003	2003 P 3276
	ZB	20	0ha10a70ca	terroir de pineau	05/12/2003	2003 P 3276
	ZB	40	0ha15a20ca	clos reigner	05/12/2003	2003 P 3276
	ZB	41	0ha17a00ca	clos reigner	05/12/2003	2003 P 3276
	ZB	64	0ha06a60ca	la balloniere	05/12/2003	2003 P 3276
	ZB	71	0ha12a20ca	le temple	05/12/2003	2003 P 3276
	ZB	72	0ha09a80ca	croix olivier	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	21	0ha01a60ca	les champs forts	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	22	0ha19a70ca	les champs forts	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	27	0ha01a70ca	les champs forts	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	28	0ha18a30ca	les champs forts	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	53	0ha06a00ca	les champs forts	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	58	0ha04a60ca	les champs forts	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	68	0ha02a90ca	les chenevieres de l etang	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	75	0ha14a00ca	les chenevieres de l etang	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	76	0ha06a90ca	le pre chauveau	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	84	0ha04a70ca	le pre chauveau	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	95	0ha01a30ca	le pont de rouhet	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	107	0ha22a60ca	les chasses	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	109	0ha03a70ca	le fond de l etang	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	110	0ha13a20ca	le fond de l etang	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	123	0ha06a50ca	le fond de l etang	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	124	0ha20a80ca	le fond de l etang	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	136	0ha27a40ca	les petites rivieres	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	138	0ha06a80ca	les petites rivieres	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	139	0ha06a20ca	le pont de rouhet	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	140	0ha05a50ca	les champs forts	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	141	0ha26a40ca	les chasses	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	142	0ha45a80ca	les chasses	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	151	0ha02a28ca	la buralliere	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	152	0ha00a55ca	la buralliere	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	6	0ha06a50ca	taille a bineau	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	46	0ha27a50ca	les quarts	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	50	0ha58a90ca	les quarts	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	54	0ha02a00ca	la richardiere	05/12/2003	2003 P 3276

	ZD	55	0ha07a90ca	la richardiere	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	66	0ha08a30ca	queriborne	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	75	0ha06a90ca	queriborne	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	85	0ha03a80ca	l etampe	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	94	0ha11a10ca	l etampe	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	95	0ha03a10ca	l etampe	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	106	0ha21a10ca	l etampe	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	118	0ha01a80ca	l etampe	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	129	0ha06a20ca	les champs marsay	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	139	0ha13a90ca	les champs marsay	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	142	0ha12a20ca	les champs marsay	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	159	0ha09a60ca	la nourasse	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	186	0ha12a50ca	la varenne	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	195	0ha06a70ca	les portes rouges	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	203	0ha12a14ca	la varenne	17/04/1975	3283 – 33
	ZD	204	0ha36a66ca	5000 rue de la grande valette	21/03/1974	3213 – 31
	ZD	373	0ha19a80ca	la varenne	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	383	0ha40a74ca	la varenne	14/02/1978	3502 – 13
	ZD	384	0ha39a39ca	la varenne	Avant 1956	
	ZD	417	0ha02a71ca	la richardiere	Avant 1956	
	ZD	418	0ha48a19ca	clos bureau	03/12/2003	2003 P 3243
	ZD	430	0ha01a45ca	clos bureau	29/05/2007	2007 P 1576
	ZD	434	0ha07a37ca	clos bureau	29/05/2007	2007 P 1576
	ZD	446	0ha06a62ca	clos bureau	29/05/2007	2007 P 1576
	ZD	449	0ha03a23ca	clos bureau	29/05/2007	2007 P 1576
	ZD	450	0ha02a18ca	clos bureau	29/05/2007	2007 P 1576
	ZD	455	0ha00a53ca	la nourasse	Avant 1956	
	ZE	6	0ha10a30ca	la vaureignier	05/12/2003	2003 P 3276
	ZE	18	0ha13a80ca	les mareilles	05/12/2003	2003 P 3276
	ZE	32	0ha03a70ca	le riou cesar	05/12/2003	2003 P 3276
	ZE	40	0ha13a10ca	le riou cesar	05/12/2003	2003 P 3276
	ZE	45	0ha04a40ca	les pres marais	05/12/2003	2003 P 3276
	ZE	48	0ha03a60ca	les pres marais	05/12/2003	2003 P 3276
	ZE	49	0ha26a70ca	les pres marais	05/12/2003	2003 P 3276
	ZE	52	0ha06a10ca	les pres marais	05/12/2003	2003 P 3276
	ZE	61	0ha01a40ca	le truteau	05/12/2003	2003 P 3276
	ZE	63	0ha13a70ca	le truteau	05/12/2003	2003 P 3276
	ZE	66	0ha13a10ca	le truteau	05/12/2003	2003 P 3276
	ZE	76	0ha06a60ca	le truteau	05/12/2003	2003 P 3276
	ZE	80	0ha02a60ca	le riou cesar	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	11	0ha20a10ca	les chaisys	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	20	0ha26a60ca	les groges	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	32	0ha15a90ca	le passoux	05/12/2003	2003 P 3276

	ZH	**41**	0ha03a20ca	les champforts	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	**57**	0ha13a60ca	les dupes	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	**64**	0ha04a80ca	les dupes	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	**65**	0ha21a80ca	le passoux de longeve	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	**111**	0ha06a00ca	le massou	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	**118**	0ha10a00ca	les champs noirs	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	**125**	0ha08a90ca	les champs noirs	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	**137**	0ha29a70ca	les champs noirs	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	**138**	0ha47a50ca	le bouchet	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	**146**	0ha12a20ca	le bouchet	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	**149**	0ha02a20ca	le bouchet	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	**154**	0ha29a90ca	le bouchet	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	**157**	0ha07a30ca	le bouchet	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	**165**	0ha04a70ca	le bouchet	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	**166**	0ha03a20ca	les champs noirs	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	**220**	0ha18a76ca	les groges de la perriere	26/09/1977	24 R 2
	ZH	**221**	0ha06a54ca	les groges de la perriere	26/09/1977	24 R 2

biens détenus par la commune de SAINT-CYR

les biens immobiliers suivants appartiennent à la commune de SAINT-CYR, SIREN 218 602 191,

[...]

Nouveau propriétaire

L'ensemble des biens ci dessus-désigné est transféré à la commune de BEAUMONT SAINT-CYR, SIREN 200 064 533.

Régime fiscal applicable

En application de l'article 1042 A du code général des impôts, le présent dépôt ne donne lieu ni à la perception de la taxe de publicité foncière, ni à celle de la contribution de sécurité immobilière.

Certifications

La Préfète certifie :
1°) que le présent document contenu sur 11 pages est exactement conforme à l'original conservé et à l'expédition destinée à recevoir la mention de publication et approuve aucun renvoi , aucun mot nul ;
2°) que l'identité des parties dénommées dans le présent document, telle qu'elle est indiquée à la suite de leur dénomination, a été régulièrement justifiée.

Fait à Poitiers, le 13 JAN. 2017

Pour la Préfète et par délégation
Le secrétaire général

Emile SOUMBO

DRFIP

86-2017-01-13-005

Transfert biens immobiliers - commune de Beaumont St Cyr N°3

Transfert biens immobiliers - commune de Beaumont St Cyr N°3

cerfa
N° 11196*03
DIRECTION GÉNÉRALE
DES FINANCES PUBLIQUES Formulaire obligatoire
Décret n° 55-1350 du 14/10/1955, article 67-3

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

1
N° 3265-SD
(08-2014)

FORMULAIRE À IMPRIMER RECTO/VERSO

Formule de publication

(pour l'établissement d'expéditions, copies, extraits d'actes ou décisions judiciaires à publier)

SERVICE DE LA PUBLICITÉ FONCIÉRE	DÉPÔT	DATE VOL N°
	TAXES : CSI (1) : TOTAL	

Veuillez trouver ci-joint, pour publication, l'arrêté du 16 juin 2016 portant fusion des communes de SAINT-CYR et BEAUMONT.

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du service de la publicité foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES COMPTES PUBLICS

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA VIENNE

Préfecture de la Vienne
Secrétariat général

ARRETE N° 2016-D2/B1-017

en date du 16 juin 2016

portant création de la commune nouvelle de BEAUMONT SAINT-CYR

La préfète de la Vienne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2113-1 et suivants ;

VU la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales modifiée et notamment son article 21 ;

VU la loi n° 2015-292 du 16 mars 2015 relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret du 17 décembre 2015 portant nomination de la préfète de la Vienne Mme DOKHÉLAR Marie-Christine ;

VU les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR en date du 30 mai 2016 et du 26 mai 2016 sollicitant la création d'une commune nouvelle ;

CONSIDERANT que les communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR sont contiguës ;

CONSIDERANT que les communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR sont situées dans le département de la Vienne, dans le même canton, canton de JAUNAY-CLAN et sont membres du même établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, la communauté de communes du Val Vert du Clain ;

CONSIDERANT les délibérations concordantes des communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR prises en application du 1° de l'article L. 2113-2 du Code général des collectivités territoriales pour la création d'une commune nouvelle en lieu et place des communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR ;

CONSIDERANT que les conditions fixées par le code général des collectivités territoriales pour la création d'une commune nouvelle sont réunies ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Vienne et du sous-préfet de Châtellerault

ARRETE

Article 1er Est créée, à compter du 1er janvier 2017, une commune nouvelle en lieu et place des communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR (canton de Jaunay-Clan, arrondissements de Châtellerault et de Poitiers).

Article 2 La commune nouvelle prend le nom de BEAUMONT SAINT-CYR. Son chef-lieu est fixé au chef-lieu de l'ancienne commune de BEAUMONT sis au 25 place du 11 Novembre à BEAUMONT (86).

Article 3 Les chiffres de la population de la commune nouvelle s'établissent à 2 968 habitants pour la population municipale et à 3001 habitants pour la population totale (chiffres en vigueur au 1er janvier 2016).

Article 4 A compter de sa création et jusqu'au prochain renouvellement du conseil municipal, la commune nouvelle est administrée par un conseil municipal constitué de l'ensemble des membres des conseils municipaux des anciennes communes.

Article 5 La création de la commune nouvelle entraîne sa substitution dans toutes les délibérations et dans tous les actes pris par les communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR.

Les biens et droits des anciennes communes sont dévolus à la commune nouvelle dès la création de celle-ci.

Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire entre les parties. Les cocontractants sont informés de la substitution de personne morale par la commune nouvelle. La substitution de personne morale dans les contrats conclus par les anciennes communes n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

La commune nouvelle est substituée aux communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR dans les établissements publics de coopération intercommunale dont ces communes étaient membres.

La création de la commune nouvelle est effectuée à titre gratuit et ne donne lieu au paiement d'aucune indemnité, ni d'aucuns droit, taxe, salaire ou honoraires.

Article 6 Le comptable assignataire de la commune nouvelle est le comptable des anciennes communes.

Article 7 Les personnels en fonction dans les anciennes communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR relèvent de la commune nouvelle dans les mêmes conditions de statut et d'emploi. Les agents conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du 3ème alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Article 8 A compter de sa création, sont instituées au sein de la commune nouvelle des communes déléguées reprenant le nom et les limites territoriales des anciennes communes.

Chaque commune déléguée dispose de plein droit d'un maire délégué désigné par le conseil municipal de la commune nouvelle. Toutefois, jusqu'au prochain renouvellement du conseil municipal, les maires des anciennes communes en fonction au moment de la création de la commune nouvelle deviennent de droit maire délégué.

Le conseil municipal de la commune nouvelle peut décider la suppression des communes déléguées dans un délai qu'il détermine.

Article 9 Des arrêtés ultérieurs détermineront en tant que de besoin les dispositions rendues nécessaires par la création de la commune nouvelle.

Article 10 Un exemplaire des délibérations susvisées restera annexé au présent arrêté.

Article 11 Le secrétaire général de la préfecture de la Vienne, le sous-préfet de l'arrondissement de Châtellerault, les maires des communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé aux présidents des établissements publics de coopération intercommunale et syndicats mixtes dont chacune des anciennes communes formant la commune nouvelle est membre, au président du conseil régional d'Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes, au président du conseil départemental de la Vienne, au président de la Chambre régionale des Comptes d'Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes, au directeur des archives départementales de la Vienne, au directeur régional de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) de la région Aquitaine Limousin Poitou-Charentes et aux chefs des services régionaux et départementaux de l'État.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne et fera l'objet d'une mention au Journal officiel de la République française.

Article 12 En cas de contestation du présent arrêté, il est possible dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- soit de saisir d'une requête gracieuse la préfète de la Vienne – Place Aristide Briand - CS 30589 Poitiers ;
- soit de former un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur – Place Beauvau - 75800 Paris ;
- soit de saisir d'un recours contentieux la présidente du Tribunal administratif de Poitiers – Hôtel Gilbert - 15 rue de Blossac – BP 541 - 86020 Poitiers cedex.

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique, un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Poitiers peut être formé dans les deux mois suivant la notification de rejet.

Sans réponse au recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, il y a rejet implicite de la requête et le Tribunal administratif peut être saisi dans les deux mois suivant l'expiration de ce premier délai.

Ces voies de recours n'ont pas un caractère suspensif.

Fait à Poitiers, le 08 JUIL. 2016

La préfète de la Vienne,

Marie-Christine DOKHÉLAR

Pour les besoins de la publicité foncière :

Il y a lieu d'indiquer :

Que la COMMUNE de BEAUMONT SAINT-CYR, siège 25 place du 11 novembre 86490 BEAUMONT, créée le 01/01/2017, est immatriculée au SIREN sous le numéro 200 064 533,

Que conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral ci-reproduit et au vu des articles L. 2113-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, l'ensemble des biens, droits et obligations des communes de SAINT-CYR et BEAUMONT est transféré à la commune nouvelle de BEAUMONT SAINT-CYR,

Qu'il résulte de ce qui précède que la COMMUNE nouvelle de BEAUMONT SAINT-CYR regroupe à compter du 01/01/2016 les deux communes suivantes :

- la commune de BEAUMONT

SIREN 218 600 195, siège 25 place du 11 novembre 86490 BEAUMONT

- la commune de SAINT-CYR

SIREN 218 602 191, siège 1 rue de la Mairie 86130 SAINT-CYR

Que l'existence juridique de ces communes a cessé le 01/01/2017,

Qu'à compter de la même date, l'ensemble des biens, droits et obligations desdites communes a été transféré à la commune nouvelle qui est substituée de plein droit aux anciennes communes dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes,

Que l'ensemble des biens ci-dessous désignés est dévolu à la commune de BEAUMONT SAINT-CYR, SIREN 200 064 533,

DÉSIGNATION DES BIENS

biens détenus par la commune de BEAUMONT

les biens immobiliers suivants appartiennent à la commune de BEAUMONT, SIREN 218 600 195, pour la totalité en pleine propriété

Sur la commune de BEAUMONT SAINT-CYR (ancien territoire de la commune de BEAUMONT) :

Préfixe	Section	Numéro	Contenance cadastrale	Adresse	date	effet relatif
	AC	154	0ha04a06ca	champ bardon	17/12/2013	2013 P 3334
	AH	275	0ha08a22ca	montcouard	Avant 1956	
	AK	13	0ha02a28ca	audron	Avant 1956	
	AO	54	0ha05a80ca	le port	Avant 1956	
	AO	63	1ha74a62ca	le port	Avant 1956	
	AO	67	0ha03a56ca	le port	14/11/1991	1991 P 2611
	AO	154	0ha01a68ca	le port	Avant 1956	
	AO	162	0ha01a66ca	le port	Avant 1956	
	AO	165	0ha04a42ca	le port	Avant 1956	

	AO	167	0ha00a80ca	le port	Avant 1956	
	AO	213	0ha26a52ca	les marais	06/12/2004	2004 P 3681
	AO	216	0ha00a36ca	les marais	06/12/2004	2004 P 3682
	AO	217	0ha07a08ca	les marais	06/12/2004	2004 P 3682
	AO	219	0ha33a55ca	les marais	06/12/2004	2004 P 3681
	AO	222	0ha08a31ca	les marais	06/12/2004	2004 P 3683
	AO	224	0ha08a07ca	les marais	06/09/2011	2011 P 2482
	AO	232	0ha01a62ca	pres de la cognee	26/06/1987	4378 – 20
	AO	236	1ha47a90ca	le port	26/06/1987	4378 – 20
	AP	140	0ha03a10ca	44 av de paris	06/10/1994	1994 P 2189
	AP	141	0ha02a30ca	46 av de paris	Avant 1956	
	AP	266	0ha01a29ca	la tricherie	24/01/1980	3711 – 12
	AP	268	0ha09a70ca	la tricherie	24/01/1980	3711 – 12
	AP	310	0ha01a01ca	la tricherie	07/07/2000	2000 P 1753
	AP	331	0ha00a38ca	la tricherie	07/07/2000	2000 P 1753
	AP	336	0ha00a47ca	la tricherie	07/07/2000	2000 P 1753
	AP	346	0ha09a24ca	la tricherie	22/05/1981	3857 – 6
	AP	356	0ha22a25ca	la tricherie	15/03/1985	4214 – 16
	AP	359	0ha18a66ca	les marteaux	15/03/1985	4214 – 16
	AP	385	0ha00a30ca	les marteaux	08/06/1984	4154 – 2
	AP	386	0ha05a34ca	les marteaux	08/06/1984	4154 – 2
	AP	422	0ha09a01ca	19 av de paris	03/12/1991	1991 P 2817
	AP	465	0ha38a66ca	5247 rue de la gare	17/01/2008	2008 P 194
	AP	470	0ha00a42ca	les marteaux	22/09/2015	2015 P 2461
	AP	471	0ha00a34ca	les marteaux	22/09/2015	2015 P 2461
	AR	92	1ha62a63ca	les pieces du mauvais	24/02/1991	1991 P446
	AR	102	0ha03a85ca	le clos de la source	14/11/2007	2007 P 3325
	AR	219	0ha01a84ca	le clos de la source	Avant 1956	
	AR	239	0ha00a50ca	la croix bourdon	Avant 1956	
	AR	240	0ha00a77ca	la croix bourdon	Avant 1956	
	AS	79	0ha13a13ca	1 rue haute	Avant 1956	
	AS	80	0ha00a30ca	le bourg	Avant 1956	
	AS	81	0ha00a08ca	le bourg	Avant 1956	
	AS	82	0ha00a44ca	le bourg	27/05/2014	2014 P 1303
	AS	83	0ha89a60ca	1b rue haute	27/05/2014	2014 P 1303
	AS	120	0ha06a04ca	2 pl du onze novembre	Avant 1956	
	AS	123	0ha06a05ca	le bourg	Avant 1956	
	AS	150	0ha02a77ca	le bourg	Avant 1956	
	AS	151	0ha06a68ca	le bourg	Avant 1956	
	AS	160	0ha03a30ca	8 pl du onze novembre	23/01/1989	4497 – 26
	AS	162	0ha07a30ca	le bourg	23/01/1989	4497 – 26
	AS	163	0ha00a50ca	le bourg	11/04/1975	3282 – 38
	AS	164	0ha11a88ca	le bourg	Avant 1956	
	AS	165	0ha00a17ca	le bourg	23/01/1989	4497 – 26

	AS	168	0ha10a05ca	le bourg	11/04/1975	3282 – 38
	AS	171	0ha03a77ca	8 pl du onze novembre	Avant 1956	
	AS	177	0ha00a82ca	1 rue de la montee	26/04/2001	2001 P 999
	AS	231	0ha00a11ca	le bourg	17/12/2013	2013 P 3334
	AS	237	0ha02a75ca	le bourg	20/09/2010	2010 P 2302
	AT	75	0ha02a06ca	6 rue de la quarantiniere	23/01/2006	2006 P 263
	AT	185	0ha00a54ca	rue des lises de la ballu	19/06/1986	4309 – 4
	AT	187	0ha00a58ca	rue des lises de la ballu	19/06/1986	4309 – 4
	AT	190	0ha00a36ca	rue des lises de la ballu	19/06/1986	4309 – 4
	AT	313	0ha01a25ca	la quarantiniere	23/01/2006	2006 P 263
	AT	315	0ha00a51ca	la quarantiniere	23/01/2006	2006 P 263
	AV	113	0ha61a09ca	les fonds de la tricherie	12/03/1981	3832 – 8
	AV	194	0ha02a80ca	les fonds de la tricherie	12/03/1981	3832 – 8
	AV	195	0ha28a50ca	les fonds de la tricherie	12/03/1981	3832 – 8
	AV	246	0ha01a44ca	les fonds de la tricherie	12/04/1991	1991 P 891
	AV	248	0ha02a52ca	les fonds de la tricherie	12/04/1991	1991 P 891
	AW	1	0ha26a30ca	les champs forts	07/02/1992	1992 P 312
	AW	402	0ha01a72ca	longeve	02/07/21984	4159 – 26
	AW	439	0ha08a29ca	les aires	28/09/2000	2000 P 2431
	AW	445	0ha54a54ca	les aires	28/09/2000	2000 P 2431
	AW	500	0ha03a79ca	les fonds de la tricherie	Avant 1956	
	AY	195	0ha08a57ca	les marais de longeve	Avant 1956	
	ZA	27	0ha27a90ca	les sentiers	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	30	0ha01a40ca	les sentiers	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	61	0ha53a20ca	les sentiers	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	62	0ha01a50ca	les sentiers	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	78	0ha14a40ca	le pot qui bout	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	94	0ha04a90ca	le pot qui bout	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	107	0ha39a60ca	le gros chiron	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	111	0ha12a20ca	le gros chiron	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	121	0ha11a20ca	les renardieres	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	142	0ha05a00ca	carrefour au lait	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	147	0ha06a20ca	champ du chene	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	159	0ha02a30ca	champ du chene	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	165	0ha09a90ca	champ bardon	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	173	0ha18a40ca	champ bardon	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	180	0ha11a20ca	le telegraphe	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	183	0ha05a80ca	le telegraphe	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	186	0ha05a40ca	le telegraphe	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	191	0ha15a10ca	le telegraphe	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	198	0ha01a10ca	carrefour au lait	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	200	0ha20a70ca	le gros chiron	05/12/2003	2003 P 3276

	ZA	201	0ha01a80ca	les renardieres	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	281	0ha02a70ca	le bois rond	19/12/1989	4569 – 21
	ZA	282	0ha00a29ca	le bois rond	19/12/1989	4569 – 21
	ZB	14	0ha12a20ca	la violette	05/12/2003	2003 P 3276
	ZB	19	0ha20a70ca	terroir de pineau	05/12/2003	2003 P 3276
	ZB	20	0ha10a70ca	terroir de pineau	05/12/2003	2003 P 3276
	ZB	40	0ha15a20ca	clos reigner	05/12/2003	2003 P 3276
	ZB	41	0ha17a00ca	clos reigner	05/12/2003	2003 P 3276
	ZB	64	0ha06a60ca	la balloniere	05/12/2003	2003 P 3276
	ZB	71	0ha12a20ca	le temple	05/12/2003	2003 P 3276
	ZB	72	0ha09a80ca	croix olivier	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	21	0ha01a60ca	les champs forts	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	22	0ha19a70ca	les champs forts	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	27	0ha01a70ca	les champs forts	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	28	0ha18a30ca	les champs forts	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	53	0ha06a00ca	les champs forts	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	58	0ha04a60ca	les champs forts	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	68	0ha02a90ca	les chenevieres de l etang	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	75	0ha14a00ca	les chenevieres de l etang	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	76	0ha06a90ca	le pre chauveau	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	84	0ha04a70ca	le pre chauveau	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	95	0ha01a30ca	le pont de rouhet	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	107	0ha22a60ca	les chasses	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	109	0ha03a70ca	le fond de l etang	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	110	0ha13a20ca	le fond de l etang	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	123	0ha06a50ca	le fond de l etang	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	124	0ha20a80ca	le fond de l etang	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	136	0ha27a40ca	les petites rivieres	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	138	0ha06a80ca	les petites rivieres	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	139	0ha06a20ca	le pont de rouhet	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	140	0ha05a50ca	les champs forts	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	141	0ha26a40ca	les chasses	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	142	0ha45a80ca	les chasses	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	151	0ha02a28ca	la buralliere	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	152	0ha00a55ca	la buralliere	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	6	0ha06a50ca	taille a bineau	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	46	0ha27a50ca	les quarts	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	50	0ha58a90ca	les quarts	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	54	0ha02a00ca	la richardiere	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	55	0ha07a90ca	la richardiere	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	66	0ha08a30ca	queriborne	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	75	0ha06a90ca	queriborne	05/12/2003	2003 P 3276

	ZD	**85**	0ha03a80ca	1 etampe	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	**94**	0ha11a10ca	1 etampe	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	**95**	0ha03a10ca	1 etampe	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	**106**	0ha21a10ca	1 etampe	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	**118**	0ha01a80ca	1 etampe	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	**129**	0ha06a20ca	les champs marsay	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	**139**	0ha13a90ca	les champs marsay	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	**142**	0ha12a20ca	les champs marsay	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	**159**	0ha09a60ca	la nourasse	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	**186**	0ha12a50ca	la varenne	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	**195**	0ha06a70ca	les portes rouges	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	**203**	0ha12a14ca	la varenne	17/04/1975	3283 – 33
	ZD	**204**	0ha36a66ca	5000 rue de la grande valette	21/03/1974	3213 – 31
	ZD	**373**	0ha19a80ca	la varenne	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	**383**	0ha40a74ca	la varenne	14/02/1978	3502 – 13
	ZD	**384**	0ha39a39ca	la varenne	Avant 1956	
	ZD	**417**	0ha02a71ca	la richardiere	Avant 1956	
	ZD	**418**	0ha48a19ca	clos bureau	03/12/2003	2003 P 3243
	ZD	**430**	0ha01a45ca	clos bureau	29/05/2007	2007 P 1576
	ZD	**434**	0ha07a37ca	clos bureau	29/05/2007	2007 P 1576
	ZD	**446**	0ha06a62ca	clos bureau	29/05/2007	2007 P 1576
	ZD	**449**	0ha03a23ca	clos bureau	29/05/2007	2007 P 1576
	ZD	**450**	0ha02a18ca	clos bureau	29/05/2007	2007 P 1576
	ZD	**455**	0ha00a53ca	la nourasse	Avant 1956	
	ZE	**6**	0ha10a30ca	la vaureignier	05/12/2003	2003 P 3276
	ZE	**18**	0ha13a80ca	les mareilles	05/12/2003	2003 P 3276
	ZE	**32**	0ha03a70ca	le riou cesar	05/12/2003	2003 P 3276
	ZE	**40**	0ha13a10ca	le riou cesar	05/12/2003	2003 P 3276
	ZE	**45**	0ha04a40ca	les pres marais	05/12/2003	2003 P 3276
	ZE	**48**	0ha03a60ca	les pres marais	05/12/2003	2003 P 3276
	ZE	**49**	0ha26a70ca	les pres marais	05/12/2003	2003 P 3276
	ZE	**52**	0ha06a10ca	les pres marais	05/12/2003	2003 P 3276
	ZE	**61**	0ha01a40ca	le truteau	05/12/2003	2003 P 3276
	ZE	**63**	0ha13a70ca	le truteau	05/12/2003	2003 P 3276
	ZE	**66**	0ha13a10ca	le truteau	05/12/2003	2003 P 3276
	ZE	**76**	0ha06a60ca	le truteau	05/12/2003	2003 P 3276
	ZE	**80**	0ha02a60ca	le riou cesar	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	**11**	0ha20a10ca	les chaisys	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	**20**	0ha26a60ca	les groges	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	**32**	0ha15a90ca	le passoux	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	**41**	0ha03a20ca	les champforts	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	**57**	0ha13a60ca	les dupes	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	**64**	0ha04a80ca	les dupes	05/12/2003	2003 P 3276

	ZH	65	0ha21a80ca	le passoux de longeve	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	111	0ha06a00ca	le massou	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	118	0ha10a00ca	les champs noirs	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	125	0ha08a90ca	les champs noirs	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	137	0ha29a70ca	les champs noirs	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	138	0ha47a50ca	le bouchet	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	146	0ha12a20ca	le bouchet	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	149	0ha02a20ca	le bouchet	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	154	0ha29a90ca	le bouchet	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	157	0ha07a30ca	le bouchet	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	165	0ha04a70ca	le bouchet	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	166	0ha03a20ca	les champs noirs	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	220	0ha18a76ca	les groges de la perriere	26/09/1977	24 R 2
	ZH	221	0ha06a54ca	les groges de la perriere	26/09/1977	24 R 2

biens détenus par la commune de SAINT-CYR

les biens immobiliers suivants appartiennent à la commune de SAINT-CYR, SIREN 218 602 191, pour la totalité en pleine propriété à l'exception des parcelles suivantes :
219 AH 157 – 219 AH 161 – 219 AH 167 : le tréfonds de chacune de ces trois parcelles a été vendu.

Sur la commune de BEAUMONT SAINT-CYR (ancien territoire de la commune de SAINT-CYR) :

Préfixe	Section	Numéro	Contenance cadastrale	Adresse	date	effet relatif
219	D	140	0ha06a46ca	bondilly sud	02/07/2004	2004 P 6662
219	AB	34	0ha05a00ca	le bourg	Avant 1956	
219	AB	210	0ha09a84ca	le bourg	19/11/1991	1991 P 9192
219	AB	255	0ha06a16ca	le bourg	Avant 1956	
219	AB	258	0ha11a51ca	le bourg	Avant 1956	
219	AC	85	0ha27a33ca	les clouzons	Avant 1956	
219	AC	200	0ha04a75ca	leport de beaumont	09/12/2013	2013P11833
219	AC	202	0ha11a51ca	leport de beaumont	09/12/2013	2013P11833
219	AC	227	0ha00a25ca	les petits pres	25/09/1981	8060 – 19
219	AC	349	0ha02a60ca	la tour	11/04/2007	2007 P 3734
219	AC	351	0ha02a60ca	la tour	11/04/2007	2007 P 3734
219	AC	353	0ha01a70ca	la tour	11/04/2007	2007 P 3734
219	AC	357	0ha00a23ca	la tour	11/04/2007	2007 P 3734
219	AC	360	0ha04a22ca	la tour	11/04/2007	2007 P 3734
219	AC	362	0ha03a85ca	la tour	11/04/2007	2007 P 3734
219	AC	364	0ha03a48ca	la tour	11/04/2007	2007 P 3734
219	AC	366	0ha03a80ca	la tour	11/04/2007	2007 P 3734

219	**AC**	**367**	0ha03a08ca	la tour	11/04/2007	2007 P 3734
219	**AC**	**370**	0ha03a08ca	la tour	11/04/2007	2007 P 3734
219	**AC**	**373**	0ha00a77ca	la tour	11/04/2007	2007 P 3734
219	**AC**	**388**	0ha00a77ca	les petits pres	30/06/2009	2009 P 5195
219	**AD**	**45**	0ha00a40ca	traversais ouest	30/06/1998	1998 P 5813
219	**AD**	**52**	0ha05a98ca	1 rue de la mairie	Avant 1956	
219	**AD**	**69**	0ha04a65ca	1 rue de la mairie	06/10/1999	1999 P 9256
219	**AD**	**70**	0ha07a40ca	traversais ouest	06/10/1999	1999 P 9256
219	**AD**	**71**	0ha08a24ca	11 rue de la mairie	06/10/1999	1999 P 9256
219	**AD**	**72**	0ha08a98ca	traversais ouest	06/10/1999	1999 P 9256
219	**AD**	**78**	0ha07a85ca	la bourdilliere	12/10/1992	1992 P 8319
219	**AD**	**94**	0ha35a96ca	1 rue de la mairie	Avant 1956	
219	**AD**	**97**	0ha01a09ca	la bourdilliere	06/10/2000	2000 P 9031
219	**AD**	**101**	0ha34a30ca	1 rue de la mairie	04/12/1989	10586 – 1
219	**AD**	**116**	0ha00a75ca	la minguetrie	25/10/2002	2002 P 10337
219	**AD**	**118**	0ha00a20ca	la bourdilliere	22/08/2001	2001 P 7622
219	**AD**	**123**	0ha51a17ca	la bourdilliere	12/10/1992	1992 P 8319
219	**AD**	**124**	0ha52a15ca	la bourdilliere	12/10/1992	1992 P 8319
219	**AD**	**148**	0ha45a72ca	la minguetrie	24/07/2015	2015 P 7070
219	**AD**	**149**	0ha01a48ca	la minguetrie	24/07/2015	2015 P 7070
219	**AD**	**150**	0ha05a89ca	la minguetrie	24/07/2015	2015 P 7070
219	**AD**	**157**	0ha33a91ca	la bourdilliere	19/05/2003	2003 P 4908
219	**AD**	**159**	0ha01a79ca	la poupetrie	19/12/2014	2014 P 10793
219	**AD**	**162**	0ha02a10ca	traversais ouest	19/12/2014	2014 P 10793
219	**AE**	**3**	0ha32a22ca	la varenne	14/11/2012	2012 P 12088
219	**AE**	**89**	0ha35a70ca	traversais est	22/08/2005	2005 P 8939
219	**AE**	**98**	0ha23a49ca	le marron	21/12/2001	2001 P 12073
219	**AE**	**108**	0ha33a03ca	traversais est	04/09/1984	9060 – 16
219	**AE**	**109**	0ha08a51ca	traversais est	31/03/1965	3558 – 6
219	**AE**	**172**	0ha02a51ca	la varenne	14/11/2012	2012 P 12088
219	**AH**	**5**	0ha01a90ca	traversais sud	10/12/2015	2015 P 11417
219	**AH**	**143**	0ha02a00ca	la croix de traversais sud	17/05/2002	2002 P 4569
219	**AH**	**156**	0ha00a12ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**157**	0ha01a11ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**159**	0ha00a11ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**160**	0ha01a53ca	traversais sud	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**161**	0ha06a02ca	20 rue de la mairie	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**162**	0ha00a28ca	traversais sud	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**163**	0ha00a19ca	traversais sud	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**166**	0ha00a06ca	traversais sud	Avant 1956	
219	**AH**	**167**	0ha00a13ca	traversais sud	Avant 1956	
219	**AH**	**172**	0ha00a97ca	traversais sud	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**187**	0ha04a91ca	traversais sud	19/11/2004	2004 P 11975

219	**AH**	**188**	0ha03a02ca	traversais sud	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**190**	0ha05a70ca	traversais sud	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**194**	0ha04a06ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**199**	0ha01a57ca	traversais sud	24/10/2012	2012 P 12091
219	**AH**	**200**	0ha00a89ca	traversais sud	24/10/2012	2012 P 12091
219	**AH**	**203**	0ha00a61ca	traversais sud	27/02/2004	2004 P 2131
219	**AH**	**205**	0ha01a08ca	traversais sud	24/10/2012	2012 P 12091
219	**AH**	**207**	0ha04a24ca	traversais sud	24/10/2012	2012 P 12091
219	**AH**	**218**	0ha06a45ca	traversais sud	17/08/2015	2015 P 7764
219	**AH**	**219**	0ha01a04ca	traversais sud	17/08/2015	2015 P 7764
219	**AH**	**220**	0ha00a70ca	la canetrie	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**221**	0ha00a77ca	la canetrie	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**222**	0ha00a77ca	la canetrie	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**223**	0ha00a42ca	la canetrie	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**224**	0ha00a29ca	traversais sud	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**225**	0ha02a70ca	traversais sud	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**226**	0ha00a14ca	traversais sud	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**227**	0ha00a53ca	traversais sud	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**228**	0ha00a11ca	traversais sud	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**229**	0ha00a02ca	traversais sud	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**230**	0ha09a25ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**231**	0ha09a27ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**232**	0ha09a57ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**233**	0ha00a03ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**234**	0ha06a93ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**235**	0ha08a15ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**236**	0ha08a19ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**237**	0ha08a60ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**238**	0ha09a14ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**239**	0ha12a07ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**240**	0ha11a75ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**241**	0ha12a27ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**242**	0ha11a69ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**243**	1ha42a47ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**244**	0ha25a22ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**245**	0ha02a79ca	9 rue de la fontaine	31/07/2015	2015 P 7764
219	**AH**	**246**	0ha09a73ca	9 rue de la fontaine	31/07/2015	2015 P 7764
219	**AH**	**247**	0ha00a16ca	9 rue de la fontaine	31/07/2015	2015 P 7764
219	**AH**	**248**	0ha00a68ca	la canetrie	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**249**	0ha00a18ca	la canetrie	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**250**	0ha07a52ca	traversais sud	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**251**	0ha01a10ca	traversais sud	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**252**	0ha00a06ca	traversais sud	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AK**	**177**	0ha00a44ca	vilaine sud	31/01/2007	2007 P 1210

219	**AK**	**178**	0ha01a49ca	vilaine sud	31/01/2007	2007 P 1210
219	**AL**	**220**	0ha10a70ca	bondilly ouest	01/08/2013	2013 P 7543
219	**ZA**	**32**	0ha10a40ca	la fontaine	07/03/1984	8914 – 5
219	**ZA**	**43**	0ha20a80ca	les clouzons	16/10/1990	1990 P 8741
219	**ZA**	**44**	0ha30a00ca	les clouzons	01/08/1983	8728 – 21 – 22 - 23
219	**ZA**	**47**	0ha57a48ca	les clouzons	10/01/1991	1991 P 284
219	**ZE**	**111**	1ha50a01ca	vilaine sud	02/08/2001	2001 P 7011
219	**ZE**	**121**	0ha00a11ca	la croix de bondilly	01/08/2013	2013 P 7543

Nouveau propriétaire

L'ensemble des biens ci dessus-désigné est transféré à la commune de BEAUMONT SAINT-CYR, SIREN 200 064 533.

Régime fiscal applicable

En application de l'article 1042 A du code général des impôts, le présent dépôt ne donne lieu ni à la perception de la taxe de publicité foncière, ni à celle de la contribution de sécurité immobilière.

Certifications

La Préfète certifie :
1°) que le présent document contenu sur 13 pages est exactement conforme à l'original conservé et à l'expédition destinée à recevoir la mention de publication et approuve aucun renvoi , aucun mot nul ;
2°) que l'identité des parties dénommées dans le présent document, telle qu'elle est indiquée à la suite de leur dénomination, a été régulièrement justifiée.

Fait à Poitiers, le 13 JAN. 2017

Pour la Préfète et par délégation
Le secrétaire général

Emile SOUMBO

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFETE DE LA VIENNE

Préfecture de la Vienne
Secrétariat général

ARRETE N° 2016-D2/B1-017

en date du 16 juin 2016

portant création de la commune nouvelle de BEAUMONT SAINT-CYR

La préfète de la Vienne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2113-1 et suivants ;

VU la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales modifiée et notamment son article 21 ;

VU la loi n° 2015-292 du 16 mars 2015 relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret du 17 décembre 2015 portant nomination de la préfète de la Vienne Mme DOKHÉLAR Marie-Christine ;

VU les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR en date du 30 mai 2016 et du 26 mai 2016 sollicitant la création d'une commune nouvelle ;

CONSIDERANT que les communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR sont contiguës ;

CONSIDERANT que les communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR sont situées dans le département de la Vienne, dans le même canton, canton de JAUNAY-CLAN et sont membres du même établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, la communauté de communes du Val Vert du Clain ;

CONSIDERANT les délibérations concordantes des communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR prises en application du 1° de l'article L. 2113-2 du Code général des collectivités territoriales pour la création d'une commune nouvelle en lieu et place des communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR ;

CONSIDERANT que les conditions fixées par le code général des collectivités territoriales pour la création d'une commune nouvelle sont réunies ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Vienne et du sous-préfet de Châtellerault

ARRETE

Article 1er Est créée, à compter du 1er janvier 2017, une commune nouvelle en lieu et place des communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR (canton de Jaunay-Clan, arrondissements de Châtellerault et de Poitiers).

Article 2 La commune nouvelle prend le nom de BEAUMONT SAINT-CYR. Son chef-lieu est fixé au chef-lieu de l'ancienne commune de BEAUMONT sis au 25 place du 11 Novembre à BEAUMONT (86).

Article 3 Les chiffres de la population de la commune nouvelle s'établissent à 2 968 habitants pour la population municipale et à 3001 habitants pour la population totale (chiffres en vigueur au 1er janvier 2016).

Article 4 A compter de sa création et jusqu'au prochain renouvellement du conseil municipal, la commune nouvelle est administrée par un conseil municipal constitué de l'ensemble des membres des conseils municipaux des anciennes communes.

Article 5 La création de la commune nouvelle entraîne sa substitution dans toutes les délibérations et dans tous les actes pris par les communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR.

Les biens et droits des anciennes communes sont dévolus à la commune nouvelle dès la création de celle-ci.

Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire entre les parties. Les cocontractants sont informés de la substitution de personne morale par la commune nouvelle. La substitution de personne morale dans les contrats conclus par les anciennes communes n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

La commune nouvelle est substituée aux communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR dans les établissements publics de coopération intercommunale dont ces communes étaient membres.

La création de la commune nouvelle est effectuée à titre gratuit et ne donne lieu au paiement d'aucune indemnité, ni d'aucuns droit, taxe, salaire ou honoraires.

Article 6 Le comptable assignataire de la commune nouvelle est le comptable des anciennes communes.

Article 7 Les personnels en fonction dans les anciennes communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR relèvent de la commune nouvelle dans les mêmes conditions de statut et d'emploi. Les agents conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du 3ème alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Article 8 A compter de sa création, sont instituées au sein de la commune nouvelle des communes déléguées reprenant le nom et les limites territoriales des anciennes communes.

Chaque commune déléguée dispose de plein droit d'un maire délégué désigné par le conseil municipal de la commune nouvelle. Toutefois, jusqu'au prochain renouvellement du conseil municipal, les maires des anciennes communes en fonction au moment de la création de la commune nouvelle deviennent de droit maire délégué.

Le conseil municipal de la commune nouvelle peut décider la suppression des communes déléguées dans un délai qu'il détermine.

Article 9 Des arrêtés ultérieurs détermineront en tant que de besoin les dispositions rendues nécessaires par la création de la commune nouvelle.

Article 10 Un exemplaire des délibérations susvisées restera annexé au présent arrêté.

Article 11 Le secrétaire général de la préfecture de la Vienne, le sous-préfet de l'arrondissement de Châtellerault, les maires des communes de BEAUMONT et de SAINT-CYR sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé aux présidents des établissements publics de coopération intercommunale et syndicats mixtes dont chacune des anciennes communes formant la commune nouvelle est membre, au président du conseil régional d'Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes, au président du conseil départemental de la Vienne, au président de la Chambre régionale des Comptes d'Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes, au directeur des archives départementales de la Vienne, au directeur régional de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) de la région Aquitaine Limousin Poitou-Charentes et aux chefs des services régionaux et départementaux de l'État.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne et fera l'objet d'une mention au Journal officiel de la République française.

Article 12 En cas de contestation du présent arrêté, il est possible dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- soit de saisir d'une requête gracieuse la préfète de la Vienne – Place Aristide Briand - CS 30589 Poitiers ;
- soit de former un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur – Place Beauvau - 75800 Paris ;
- soit de saisir d'un recours contentieux la présidente du Tribunal administratif de Poitiers – Hôtel Gilbert - 15 rue de Blossac – BP 541 - 86020 Poitiers cedex.

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique, un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Poitiers peut être formé dans les deux mois suivant la notification de rejet.

Sans réponse au recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, il y a rejet implicite de la requête et le Tribunal administratif peut être saisi dans les deux mois suivant l'expiration de ce premier délai.

Ces voies de recours n'ont pas un caractère suspensif.

Fait à Poitiers, le 06 JUIL. 2016

La préfète de la Vienne,

Marie-Christine DOKHÉLAR

Pour les besoins de la publicité foncière :

Il y a lieu d'indiquer :

Que la COMMUNE de BEAUMONT SAINT-CYR, siège 25 place du 11 novembre 86490 BEAUMONT, créée le 01/01/2017, est immatriculée au SIREN sous le numéro 200 064 533,

Que conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral ci-reproduit et au vu des articles L. 2113-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, l'ensemble des biens, droits et obligations des communes de SAINT-CYR et BEAUMONT est transféré à la commune nouvelle de BEAUMONT SAINT-CYR,

Qu'il résulte de ce qui précède que la COMMUNE nouvelle de BEAUMONT SAINT-CYR regroupe à compter du 01/01/2016 les deux communes suivantes :

- la commune de BEAUMONT

SIREN 218 600 195, siège 25 place du 11 novembre 86490 BEAUMONT

- la commune de SAINT-CYR

SIREN 218 602 191, siège 1 rue de la Mairie 86130 SAINT-CYR

Que l'existence juridique de ces communes a cessé le 01/01/2017,

Qu'à compter de la même date, l'ensemble des biens, droits et obligations desdites communes a été transféré à la commune nouvelle qui est substituée de plein droit aux anciennes communes dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes,

Que l'ensemble des biens ci-dessous désignés est dévolu à la commune de BEAUMONT SAINT-CYR, SIREN 200 064 533,

DÉSIGNATION DES BIENS

biens détenus par la commune de BEAUMONT

les biens immobiliers suivants appartiennent à la commune de BEAUMONT, SIREN 218 600 195, pour la totalité en pleine propriété

Sur la commune de BEAUMONT SAINT-CYR (ancien territoire de la commune de BEAUMONT) :

Préfixe	Section	Numéro	Contenance cadastrale	Adresse	date	effet relatif
	AC	154	0ha04a06ca	champ bardon	17/12/2013	2013 P 3334
	AH	275	0ha08a22ca	montcouard	Avant 1956	
	AK	13	0ha02a28ca	audron	Avant 1956	
	AO	54	0ha05a80ca	le port	Avant 1956	
	AO	63	1ha74a62ca	le port	Avant 1956	
	AO	67	0ha03a56ca	le port	14/11/1991	1991 P 2611
	AO	154	0ha01a68ca	le port	Avant 1956	
	AO	162	0ha01a66ca	le port	Avant 1956	
	AO	165	0ha04a42ca	le port	Avant 1956	

	AO	167	0ha00a80ca	le port	Avant 1956	
	AO	213	0ha26a52ca	les marais	06/12/2004	2004 P 3681
	AO	216	0ha00a36ca	les marais	06/12/2004	2004 P 3682
	AO	217	0ha07a08ca	les marais	06/12/2004	2004 P 3682
	AO	219	0ha33a55ca	les marais	06/12/2004	2004 P 3681
	AO	222	0ha08a31ca	les marais	06/12/2004	2004 P 3683
	AO	224	0ha08a07ca	les marais	06/09/2011	2011 P 2482
	AO	232	0ha01a62ca	pres de la cognee	26/06/1987	4378 – 20
	AO	236	1ha47a90ca	le port	26/06/1987	4378 – 20
	AP	140	0ha03a10ca	44 av de paris	06/10/1994	1994 P 2189
	AP	141	0ha02a30ca	46 av de paris	Avant 1956	
	AP	266	0ha01a29ca	la tricherie	24/01/1980	3711 – 12
	AP	268	0ha09a70ca	la tricherie	24/01/1980	3711 – 12
	AP	310	0ha01a01ca	la tricherie	07/07/2000	2000 P 1753
	AP	331	0ha00a38ca	la tricherie	07/07/2000	2000 P 1753
	AP	336	0ha00a47ca	la tricherie	07/07/2000	2000 P 1753
	AP	346	0ha09a24ca	la tricherie	22/05/1981	3857 – 6
	AP	356	0ha22a25ca	la tricherie	15/03/1985	4214 – 16
	AP	359	0ha18a66ca	les marteaux	15/03/1985	4214 – 16
	AP	385	0ha00a30ca	les marteaux	08/06/1984	4154 – 2
	AP	386	0ha05a34ca	les marteaux	08/06/1984	4154 – 2
	AP	422	0ha09a01ca	19 av de paris	03/12/1991	1991 P 2817
	AP	465	0ha38a66ca	5247 rue de la gare	17/01/2008	2008 P 194
	AP	470	0ha00a42ca	les marteaux	22/09/2015	2015 P 2461
	AP	471	0ha00a34ca	les marteaux	22/09/2015	2015 P 2461
	AR	92	1ha62a63ca	les pieces du mauvais	24/02/1991	1991 P446
	AR	102	0ha03a85ca	le clos de la source	14/11/2007	2007 P 3325
	AR	219	0ha01a84ca	le clos de la source	Avant 1956	
	AR	239	0ha00a50ca	la croix bourdon	Avant 1956	
	AR	240	0ha00a77ca	la croix bourdon	Avant 1956	
	AS	79	0ha13a13ca	1 rue haute	Avant 1956	
	AS	80	0ha00a30ca	le bourg	Avant 1956	
	AS	81	0ha00a08ca	le bourg	Avant 1956	
	AS	82	0ha00a44ca	le bourg	27/05/2014	2014 P 1303
	AS	83	0ha89a60ca	1b rue haute	27/05/2014	2014 P 1303
	AS	120	0ha06a04ca	2 pl du onze novembre	Avant 1956	
	AS	123	0ha06a05ca	le bourg	Avant 1956	
	AS	150	0ha02a77ca	le bourg	Avant 1956	
	AS	151	0ha06a68ca	le bourg	Avant 1956	
	AS	160	0ha03a30ca	8 pl du onze novembre	23/01/1989	4497 – 26
	AS	162	0ha07a30ca	le bourg	23/01/1989	4497 – 26
	AS	163	0ha00a50ca	le bourg	11/04/1975	3282 – 38
	AS	164	0ha11a88ca	le bourg	Avant 1956	
	AS	165	0ha00a17ca	le bourg	23/01/1989	4497 – 26

	AS	168	0ha10a05ca	le bourg	11/04/1975	3282 – 38
	AS	171	0ha03a77ca	8 pl du onze novembre	Avant 1956	
	AS	177	0ha00a82ca	1 rue de la montee	26/04/2001	2001 P 999
	AS	231	0ha00a11ca	le bourg	17/12/2013	2013 P 3334
	AS	237	0ha02a75ca	le bourg	20/09/2010	2010 P 2302
	AT	75	0ha02a06ca	6 rue de la quarantiniere	23/01/2006	2006 P 263
	AT	185	0ha00a54ca	rue des lises de la ballu	19/06/1986	4309 – 4
	AT	187	0ha00a58ca	rue des lises de la ballu	19/06/1986	4309 – 4
	AT	190	0ha00a36ca	rue des lises de la ballu	19/06/1986	4309 – 4
	AT	313	0ha01a25ca	la quarantiniere	23/01/2006	2006 P 263
	AT	315	0ha00a51ca	la quarantiniere	23/01/2006	2006 P 263
	AV	113	0ha61a09ca	les fonds de la tricherie	12/03/1981	3832 – 8
	AV	194	0ha02a80ca	les fonds de la tricherie	12/03/1981	3832 – 8
	AV	195	0ha28a50ca	les fonds de la tricherie	12/03/1981	3832 – 8
	AV	246	0ha01a44ca	les fonds de la tricherie	12/04/1991	1991 P 891
	AV	248	0ha02a52ca	les fonds de la tricherie	12/04/1991	1991 P 891
	AW	1	0ha26a30ca	les champs forts	07/02/1992	1992 P 312
	AW	402	0ha01a72ca	longeve	02/07/21984	4159 – 26
	AW	439	0ha08a29ca	les aires	28/09/2000	2000 P 2431
	AW	445	0ha54a54ca	les aires	28/09/2000	2000 P 2431
	AW	500	0ha03a79ca	les fonds de la tricherie	Avant 1956	
	AY	195	0ha08a57ca	les marais de longeve	Avant 1956	
	ZA	27	0ha27a90ca	les sentiers	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	30	0ha01a40ca	les sentiers	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	61	0ha53a20ca	les sentiers	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	62	0ha01a50ca	les sentiers	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	78	0ha14a40ca	le pot qui bout	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	94	0ha04a90ca	le pot qui bout	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	107	0ha39a60ca	le gros chiron	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	111	0ha12a20ca	le gros chiron	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	121	0ha11a20ca	les renardieres	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	142	0ha05a00ca	carrefour au lait	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	147	0ha06a20ca	champ du chene	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	159	0ha02a30ca	champ du chene	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	165	0ha09a90ca	champ bardon	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	173	0ha18a40ca	champ bardon	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	180	0ha11a20ca	le telegraphe	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	183	0ha05a80ca	le telegraphe	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	186	0ha05a40ca	le telegraphe	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	191	0ha15a10ca	le telegraphe	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	198	0ha01a10ca	carrefour au lait	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	200	0ha20a70ca	le gros chiron	05/12/2003	2003 P 3276

	ZA	201	0ha01a80ca	les renardieres	05/12/2003	2003 P 3276
	ZA	281	0ha02a70ca	le bois rond	19/12/1989	4569 – 21
	ZA	282	0ha00a29ca	le bois rond	19/12/1989	4569 – 21
	ZB	14	0ha12a20ca	la violette	05/12/2003	2003 P 3276
	ZB	19	0ha20a70ca	terroir de pineau	05/12/2003	2003 P 3276
	ZB	20	0ha10a70ca	terroir de pineau	05/12/2003	2003 P 3276
	ZB	40	0ha15a20ca	clos reigner	05/12/2003	2003 P 3276
	ZB	41	0ha17a00ca	clos reigner	05/12/2003	2003 P 3276
	ZB	64	0ha06a60ca	la balloniere	05/12/2003	2003 P 3276
	ZB	71	0ha12a20ca	le temple	05/12/2003	2003 P 3276
	ZB	72	0ha09a80ca	croix olivier	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	21	0ha01a60ca	les champs forts	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	22	0ha19a70ca	les champs forts	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	27	0ha01a70ca	les champs forts	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	28	0ha18a30ca	les champs forts	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	53	0ha06a00ca	les champs forts	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	58	0ha04a60ca	les champs forts	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	68	0ha02a90ca	les chenevieres de l etang	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	75	0ha14a00ca	les chenevieres de l etang	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	76	0ha06a90ca	le pre chauveau	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	84	0ha04a70ca	le pre chauveau	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	95	0ha01a30ca	le pont de rouhet	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	107	0ha22a60ca	les chasses	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	109	0ha03a70ca	le fond de l etang	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	110	0ha13a20ca	le fond de l etang	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	123	0ha06a50ca	le fond de l etang	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	124	0ha20a80ca	le fond de l etang	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	136	0ha27a40ca	les petites rivieres	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	138	0ha06a80ca	les petites rivieres	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	139	0ha06a20ca	le pont de rouhet	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	140	0ha05a50ca	les champs forts	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	141	0ha26a40ca	les chasses	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	142	0ha45a80ca	les chasses	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	151	0ha02a28ca	la buralliere	05/12/2003	2003 P 3276
	ZC	152	0ha00a55ca	la buralliere	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	6	0ha06a50ca	taille a bineau	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	46	0ha27a50ca	les quarts	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	50	0ha58a90ca	les quarts	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	54	0ha02a00ca	la richardiere	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	55	0ha07a90ca	la richardiere	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	66	0ha08a30ca	queriborne	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	75	0ha06a90ca	queriborne	05/12/2003	2003 P 3276

	ZD	**85**	0ha03a80ca	l etampe	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	**94**	0ha11a10ca	l etampe	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	**95**	0ha03a10ca	l etampe	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	**106**	0ha21a10ca	l etampe	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	**118**	0ha01a80ca	l etampe	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	**129**	0ha06a20ca	les champs marsay	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	**139**	0ha13a90ca	les champs marsay	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	**142**	0ha12a20ca	les champs marsay	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	**159**	0ha09a60ca	la nourasse	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	**186**	0ha12a50ca	la varenne	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	**195**	0ha06a70ca	les portes rouges	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	**203**	0ha12a14ca	la varenne	17/04/1975	3283 – 33
	ZD	**204**	0ha36a66ca	5000 rue de la grande valette	21/03/1974	3213 – 31
	ZD	**373**	0ha19a80ca	la varenne	05/12/2003	2003 P 3276
	ZD	**383**	0ha40a74ca	la varenne	14/02/1978	3502 – 13
	ZD	**384**	0ha39a39ca	la varenne	Avant 1956	
	ZD	**417**	0ha02a71ca	la richardiere	Avant 1956	
	ZD	**418**	0ha48a19ca	clos bureau	03/12/2003	2003 P 3243
	ZD	**430**	0ha01a45ca	clos bureau	29/05/2007	2007 P 1576
	ZD	**434**	0ha07a37ca	clos bureau	29/05/2007	2007 P 1576
	ZD	**446**	0ha06a62ca	clos bureau	29/05/2007	2007 P 1576
	ZD	**449**	0ha03a23ca	clos bureau	29/05/2007	2007 P 1576
	ZD	**450**	0ha02a18ca	clos bureau	29/05/2007	2007 P 1576
	ZD	**455**	0ha00a53ca	la nourasse	Avant 1956	
	ZE	**6**	0ha10a30ca	la vaureignier	05/12/2003	2003 P 3276
	ZE	**18**	0ha13a80ca	les mareilles	05/12/2003	2003 P 3276
	ZE	**32**	0ha03a70ca	le riou cesar	05/12/2003	2003 P 3276
	ZE	**40**	0ha13a10ca	le riou cesar	05/12/2003	2003 P 3276
	ZE	**45**	0ha04a40ca	les pres marais	05/12/2003	2003 P 3276
	ZE	**48**	0ha03a60ca	les pres marais	05/12/2003	2003 P 3276
	ZE	**49**	0ha26a70ca	les pres marais	05/12/2003	2003 P 3276
	ZE	**52**	0ha06a10ca	les pres marais	05/12/2003	2003 P 3276
	ZE	**61**	0ha01a40ca	le truteau	05/12/2003	2003 P 3276
	ZE	**63**	0ha13a70ca	le truteau	05/12/2003	2003 P 3276
	ZE	**66**	0ha13a10ca	le truteau	05/12/2003	2003 P 3276
	ZE	**76**	0ha06a60ca	le truteau	05/12/2003	2003 P 3276
	ZE	**80**	0ha02a60ca	le riou cesar	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	**11**	0ha20a10ca	les chaisys	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	**20**	0ha26a60ca	les groges	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	**32**	0ha15a90ca	le passoux	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	**41**	0ha03a20ca	les champforts	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	**57**	0ha13a60ca	les dupes	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	**64**	0ha04a80ca	les dupes	05/12/2003	2003 P 3276

	ZH	65	0ha21a80ca	le passoux de longeve	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	111	0ha06a00ca	le massou	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	118	0ha10a00ca	les champs noirs	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	125	0ha08a90ca	les champs noirs	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	137	0ha29a70ca	les champs noirs	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	138	0ha47a50ca	le bouchet	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	146	0ha12a20ca	le bouchet	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	149	0ha02a20ca	le bouchet	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	154	0ha29a90ca	le bouchet	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	157	0ha07a30ca	le bouchet	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	165	0ha04a70ca	le bouchet	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	166	0ha03a20ca	les champs noirs	05/12/2003	2003 P 3276
	ZH	220	0ha18a76ca	les groges de la perriere	26/09/1977	24 R 2
	ZH	221	0ha06a54ca	les groges de la perriere	26/09/1977	24 R 2

biens détenus par la commune de SAINT-CYR

les biens immobiliers suivants appartiennent à la commune de SAINT-CYR, SIREN 218 602 191, pour la totalité en pleine propriété à l'exception des parcelles suivantes : 219 AH 157 – 219 AH 161 – 219 AH 167 : le tréfonds de chacune de ces trois parcelles a été vendu.

Sur la commune de BEAUMONT SAINT-CYR (ancien territoire de la commune de SAINT-CYR) :

Préfixe	Section	Numéro	Contenance cadastrale	Adresse	date	effet relatif
219	D	140	0ha06a46ca	bondilly sud	02/07/2004	2004 P 6662
219	AB	34	0ha05a00ca	le bourg	Avant 1956	
219	AB	210	0ha09a84ca	le bourg	19/11/1991	1991 P 9192
219	AB	255	0ha06a16ca	le bourg	Avant 1956	
219	AB	258	0ha11a51ca	le bourg	Avant 1956	
219	AC	85	0ha27a33ca	les clouzons	Avant 1956	
219	AC	200	0ha04a75ca	leport de beaumont	09/12/2013	2013P11833
219	AC	202	0ha11a51ca	leport de beaumont	09/12/2013	2013P11833
219	AC	227	0ha00a25ca	les petits pres	25/09/1981	8060 – 19
219	AC	349	0ha02a60ca	la tour	11/04/2007	2007 P 3734
219	AC	351	0ha02a60ca	la tour	11/04/2007	2007 P 3734
219	AC	353	0ha01a70ca	la tour	11/04/2007	2007 P 3734
219	AC	357	0ha00a23ca	la tour	11/04/2007	2007 P 3734
219	AC	360	0ha04a22ca	la tour	11/04/2007	2007 P 3734
219	AC	362	0ha03a85ca	la tour	11/04/2007	2007 P 3734
219	AC	364	0ha03a48ca	la tour	11/04/2007	2007 P 3734
219	AC	366	0ha03a80ca	la tour	11/04/2007	2007 P 3734

219	**AC**	**367**	0ha03a08ca	la tour	11/04/2007	2007 P 3734
219	**AC**	**370**	0ha03a08ca	la tour	11/04/2007	2007 P 3734
219	**AC**	**373**	0ha00a77ca	la tour	11/04/2007	2007 P 3734
219	**AC**	**388**	0ha00a77ca	les petits pres	30/06/2009	2009 P 5195
219	**AD**	**45**	0ha00a40ca	traversais ouest	30/06/1998	1998 P 5813
219	**AD**	**52**	0ha05a98ca	1 rue de la mairie	Avant 1956	
219	**AD**	**69**	0ha04a65ca	1 rue de la mairie	06/10/1999	1999 P 9256
219	**AD**	**70**	0ha07a40ca	traversais ouest	06/10/1999	1999 P 9256
219	**AD**	**71**	0ha08a24ca	11 rue de la mairie	06/10/1999	1999 P 9256
219	**AD**	**72**	0ha08a98ca	traversais ouest	06/10/1999	1999 P 9256
219	**AD**	**78**	0ha07a85ca	la bourdilliere	12/10/1992	1992 P 8319
219	**AD**	**94**	0ha35a96ca	1 rue de la mairie	Avant 1956	
219	**AD**	**97**	0ha01a09ca	la bourdilliere	06/10/2000	2000 P 9031
219	**AD**	**101**	0ha34a30ca	1 rue de la mairie	04/12/1989	10586 – 1
219	**AD**	**116**	0ha00a75ca	la minguetrie	25/10/2002	2002 P 10337
219	**AD**	**118**	0ha00a20ca	la bourdilliere	22/08/2001	2001 P 7622
219	**AD**	**123**	0ha51a17ca	la bourdilliere	12/10/1992	1992 P 8319
219	**AD**	**124**	0ha52a15ca	la bourdilliere	12/10/1992	1992 P 8319
219	**AD**	**148**	0ha45a72ca	la minguetrie	24/07/2015	2015 P 7070
219	**AD**	**149**	0ha01a48ca	la minguetrie	24/07/2015	2015 P 7070
219	**AD**	**150**	0ha05a89ca	la minguetrie	24/07/2015	2015 P 7070
219	**AD**	**157**	0ha33a91ca	la bourdilliere	19/05/2003	2003 P 4908
219	**AD**	**159**	0ha01a79ca	la poupetrie	19/12/2014	2014 P 10793
219	**AD**	**162**	0ha02a10ca	traversais ouest	19/12/2014	2014 P 10793
219	**AE**	**3**	0ha32a22ca	la varenne	14/11/2012	2012 P 12088
219	**AE**	**89**	0ha35a70ca	traversais est	22/08/2005	2005 P 8939
219	**AE**	**98**	0ha23a49ca	le marron	21/12/2001	2001 P 12073
219	**AE**	**108**	0ha33a03ca	traversais est	04/09/1984	9060 – 16
219	**AE**	**109**	0ha08a51ca	traversais est	31/03/1965	3558 – 6
219	**AE**	**172**	0ha02a51ca	la varenne	14/11/2012	2012 P 12088
219	**AH**	**5**	0ha01a90ca	traversais sud	10/12/2015	2015 P 11417
219	**AH**	**143**	0ha02a00ca	la croix de traversais sud	17/05/2002	2002 P 4569
219	**AH**	**156**	0ha00a12ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**157**	0ha01a11ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**159**	0ha00a11ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**160**	0ha01a53ca	traversais sud	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**161**	0ha06a02ca	20 rue de la mairie	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**162**	0ha00a28ca	traversais sud	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**163**	0ha00a19ca	traversais sud	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**166**	0ha00a06ca	traversais sud	Avant 1956	
219	**AH**	**167**	0ha00a13ca	traversais sud	Avant 1956	
219	**AH**	**172**	0ha00a97ca	traversais sud	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**187**	0ha04a91ca	traversais sud	19/11/2004	2004 P 11975

219	**AH**	**188**	0ha03a02ca	traversais sud	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**190**	0ha05a70ca	traversais sud	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**194**	0ha04a06ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**199**	0ha01a57ca	traversais sud	24/10/2012	2012 P 12091
219	**AH**	**200**	0ha00a89ca	traversais sud	24/10/2012	2012 P 12091
219	**AH**	**203**	0ha00a61ca	traversais sud	27/02/2004	2004 P 2131
219	**AH**	**205**	0ha01a08ca	traversais sud	24/10/2012	2012 P 12091
219	**AH**	**207**	0ha04a24ca	traversais sud	24/10/2012	2012 P 12091
219	**AH**	**218**	0ha06a45ca	traversais sud	17/08/2015	2015 P 7764
219	**AH**	**219**	0ha01a04ca	traversais sud	17/08/2015	2015 P 7764
219	**AH**	**220**	0ha00a70ca	la canetrie	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**221**	0ha00a77ca	la canetrie	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**222**	0ha00a77ca	la canetrie	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**223**	0ha00a42ca	la canetrie	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**224**	0ha00a29ca	traversais sud	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**225**	0ha02a70ca	traversais sud	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**226**	0ha00a14ca	traversais sud	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**227**	0ha00a53ca	traversais sud	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**228**	0ha00a11ca	traversais sud	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**229**	0ha00a02ca	traversais sud	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**230**	0ha09a25ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**231**	0ha09a27ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**232**	0ha09a57ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**233**	0ha00a03ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**234**	0ha06a93ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**235**	0ha08a15ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**236**	0ha08a19ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**237**	0ha08a60ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**238**	0ha09a14ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**239**	0ha12a07ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**240**	0ha11a75ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**241**	0ha12a27ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**242**	0ha11a69ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**243**	1ha42a47ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**244**	0ha25a22ca	traversais sud	12/05/1982	8291 – 6
219	**AH**	**245**	0ha02a79ca	9 rue de la fontaine	31/07/2015	2015 P 7764
219	**AH**	**246**	0ha09a73ca	9 rue de la fontaine	31/07/2015	2015 P 7764
219	**AH**	**247**	0ha00a16ca	9 rue de la fontaine	31/07/2015	2015 P 7764
219	**AH**	**248**	0ha00a68ca	la canetrie	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**249**	0ha00a18ca	la canetrie	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**250**	0ha07a52ca	traversais sud	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**251**	0ha01a10ca	traversais sud	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AH**	**252**	0ha00a06ca	traversais sud	19/11/2004	2004 P 11975
219	**AK**	**177**	0ha00a44ca	vilaine sud	31/01/2007	2007 P 1210

219	**AK**	**178**	0ha01a49ca	vilaine sud	31/01/2007	2007 P 1210
219	**AL**	**220**	0ha10a70ca	bondilly ouest	01/08/2013	2013 P 7543
219	**ZA**	**32**	0ha10a40ca	la fontaine	07/03/1984	8914 – 5
219	**ZA**	**43**	0ha20a80ca	les clouzons	16/10/1990	1990 P 8741
219	**ZA**	**44**	0ha30a00ca	les clouzons	01/08/1983	8728 – 21 – 22 - 23
219	**ZA**	**47**	0ha57a48ca	les clouzons	10/01/1991	1991 P 284
219	**ZE**	**111**	1ha50a01ca	vilaine sud	02/08/2001	2001 P 7011
219	**ZE**	**121**	0ha00a11ca	la croix de bondilly	01/08/2013	2013 P 7543

Nouveau propriétaire

L'ensemble des biens ci dessus-désigné est transféré à la commune de BEAUMONT SAINT-CYR, SIREN 200 064 533.

Régime fiscal applicable

En application de l'article 1042 A du code général des impôts, le présent dépôt ne donne lieu ni à la perception de la taxe de publicité foncière, ni à celle de la contribution de sécurité immobilière.

Certifications

La Préfète certifie :
1°) que le présent document contenu sur 13 pages est exactement conforme à l'original conservé et à l'expédition destinée à recevoir la mention de publication et approuve aucun renvoi , aucun mot nul ;
2°) que l'identité des parties dénommées dans le présent document, telle qu'elle est indiquée à la suite de leur dénomination, a été régulièrement justifiée.

Fait à Poitiers, le 13 JAN. 2017

Pour la Préfète et par délégation
Le secrétaire général

Emile SOUMBO

DRFIP

86-2017-01-13-001

Transfert biens immobiliers- commune de St Martin la Pallu

Transfert biens immobiliers- commune de St Martin la Pallu

cerfa
N° 11196*03
DIRECTION GÉNÉRALE
DES FINANCES PUBLIQUES Formulaire obligatoire
Décret n° 55-1350 du 14/10/1955, article 67-3

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

1
N° 3265-SD
(08-2014)

FORMULAIRE À IMPRIMER RECTO/VERSO

Formule de publication

(pour l'établissement d'expéditions, copies, extraits d'actes ou décisions judiciaires à publier)

SERVICE DE LA PUBLICITÉ FONCIÉRE	DÉPÔT	DATE VOL N°
	TAXES : CSI (1) : TOTAL	

Veuillez trouver ci-joint, pour publication, l'arrêté du 19 juillet 2016 portant fusion des communes de BLASLAY, CHARRAIS, CHENECHE et VENDEUVRE DU POITOU.

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du service de la publicité foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES COMPTES PUBLICS

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA VIENNE

Préfecture
Secrétariat Général
Direction des Relations avec les Collectivités Locales
et des Affaires Juridiques
Bureau de l'Intercommunalité et
du Contrôle de Légalité

ARRETE n° 2016 – D2/B1-19

en date du 19 JUIL. 2016

portant création
de la commune nouvelle
de SAINT MARTIN LA PALLU

La Préfète de la Vienne
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2113-1 et suivants ;

VU la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales modifiée et notamment son article 21 ;

VU la loi n°2015-292 du 16 mars 2015 relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 17 décembre 2015 portant nomination de la Préfète de la Vienne – Mme DOKHÉLAR (Marie-Christine) ;

VU les délibérations par lesquelles, de manière concordante, les conseils municipaux des communes de BLASLAY (26 mai 2016), CHARRAIS (27 mai 2016), CHENECHE (26 mai 2016) et VENDEUVRE-du-POITOU (26 mai 2016) ont décidé de créer une commune nouvelle en lieu et place de leurs communes ;

CONSIDERANT qu'il appartient au préfet d'arrêter le périmètre de la commune nouvelle de SAINT MARTIN LA PALLU

SUR proposition du secrétaire général de la Préfecture de la Vienne ;

Préfecture de la Vienne - Place Aristide Briand - CS 30589 – 86021 POITIERS
Téléphone : 05 49 55 70 00 – Télécopie : 05 49 88 25 34 – Serveur vocal : 05 49 55 70 70 – Courriel : pref-courrier@vienne.gouv.fr
Jours et horaires d'ouverture consultables sur notre site Internet : www.vienne.pref.gouv.fr

ARRETE

Article 1 : A compter du 1er janvier 2017, la commune nouvelle de SAINT MARTIN LA PALLU se substitue aux communes de BLASLAY, CHARRAIS, CHENECHE et VENDEUVRE-du-POITOU.

Article 2 : Les chiffres de la population totale de la commune nouvelle s'établissent à 5 199 habitants (INSEE population légale au 01/01/2016).

Article 3 : Le conseil municipal transitoire sera constitué, jusqu'au prochain renouvellement suivant la création de la commune nouvelle, de l'ensemble des membres des conseils municipaux des anciennes communes, soit 59 membres.

Article 4 : Sont instituées au sein de la commune nouvelle des communes déléguées reprenant le nom et les limites territoriales des anciennes communes, entraînant de plein droit pour chacune d'elles :
- L'institution d'un maire délégué ;
- La création d'une annexe de la mairie dans laquelle sont établis les actes de l'état civil concernant les habitants de la commune déléguée.

Article 5 : Le chef-lieu sera fixé au siège de l'ancienne commune de VENDEUVRE-du- POITOU, sis 15 route de Lencloître, 86380 VENDEUVRE-du-POITOU.

Article 6 : Un système d'harmonisation fiscale sera mis en place progressivement sur 12 ans à compter du mois de janvier 2017.

Article 7 : Les biens, droits et obligations des anciennes communes sont transférés à la commune nouvelle.
La création de la commune nouvelle entraîne sa substitution dans toutes les délibérations et dans tous les actes des anciennes communes.
Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord des parties.

L'ensemble des personnels des communes fusionnées est réputé relever de la commune nouvelle sous les conditions de statut et d'emploi qui sont les siennes (les agents conservant, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale). Les personnels du centre communal d'action sociale de la commune de VENDEUVRE-du-POITOU relèveront du centre communal d'action sociale de la commune nouvelle.

Article 8 : La commune nouvelle sera notamment membre des EPCI suivants :
- Communauté de communes résultant de la fusion des communautés de communes du Mirebalais, du Neuvillois et du Vouglaisien ;
- Syndicat Eaux de Vienne - Siveer ;
- Syndicat du Clain Aval ;
- Syndicat Mixte Vienne Services ;
- Syndicat Energies Vienne ;
- Agence Technique Départementale de la Vienne.

Article 9 : Des arrêtés ultérieurs détermineront les dispositions rendues nécessaires par la création des communes nouvelles, notamment la liste des budgets annexes de la nouvelle entité.

Article 10 : Un exemplaire des délibérations susvisées sera annexé au présent arrêté.

Article 11 : Le centre des finances publiques compétent pour la gestion comptable et financière de la commune nouvelle de SAINT MARTIN LA PALLU sera désigné dans un arrêté ultérieur.

Article 12 : En cas de contestation du présent arrêté, il est possible dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- Soit de saisir d'une requête gracieuse la Préfète de la Vienne
  Place Aristide Briand - 86021 POITIERS Cedex ;
- Soit de former un recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur
  Place Beauvau - 75800 PARIS ;
- Soit de saisir d'un recours contentieux la Présidente du tribunal administratif de Poitiers
  15 rue de Blossac - BP 541 - 86021 POITIERS Cedex.

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique, un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers peut être formé dans les deux mois suivant la notification du rejet.

Sans réponse au recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, il y a rejet implicite de la requête et le Tribunal Administratif peut être saisi dans les deux mois suivant l'expiration de ce premier délai.

Ces voies de recours n'ont pas un caractère suspensif.

Article 13 : Le secrétaire général de la préfecture de la Vienne, le directeur départemental des finances publiques et les maires des communes mentionnées ci-dessus sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne et fera l'objet d'une mention au journal officiel de la république française.

Fait à POITIERS,

La Préfète,

Marie-Christine DOKHÉLAR

Pour les besoins de la publicité foncière,

Il y a lieu d'indiquer :

Que la COMMUNE de SAINT MARTIN LA PALLU, siège 15 route de Lencloître 86380 VENDEUVRE DU POITOU, créée le 01/01/2017, est immatriculée au SIREN sous le numéro 200 063 444,

Que conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral ci-reproduit et au vu des articles L. 2113-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, l'ensemble des biens, droits et obligations des communes de BLASLAY, CHARRAIS, CHENECHE et VENDEUVRE DU POITOU est transféré à la commune nouvelle de SAINT MARTIN LA PALLU,

Qu'il résulte de ce qui précède que la COMMUNE nouvelle de SAINT MARTIN LA PALLU regroupe à compter du 01/01/2017 les quatre communes suivantes :

- la commune de BLASLAY
  SIREN 218 600 302, siège 1 place de l'église 86170 BLASLAY
- la commune de CHARRAIS
  SIREN 218 600 609, siège rue des Ecoles 86170 CHARRAIS
- la commune de CHENECHE
  SIREN 218 600 716, siège mairie 86380 CHENECHE
- la commune de VENDEUVRE DU POITOU
  SIREN 218 602 811, siège 15 route de Lencloître 86380 VENDEUVRE DU POITOU

Que l'existence juridique de ces communes a cessé le 01/01/2017,

Qu'à compter de la même date, l'ensemble des biens, droits et obligations desdites communes a été transféré à la commune nouvelle qui est substituée de plein droit aux anciennes communes dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes,

Que l'ensemble des biens ci-dessous désignés est dévolu à la commune de SAINT MARTIN LA PALLU, SIREN 200 063 444,

DÉSIGNATION DES BIENS

biens détenus par la commune de BLASLAY

les biens immobiliers suivants appartiennent à la commune de BLASLAY, SIREN 218 600 302, pour la totalité en pleine propriété

Sur la commune de SAINT MARTIN LA PALLU (ancien territoire de la commune de BLASLAY) :

Préfixe	Section	Numéro	Contenance cadastrale	Adresse	date	effet relatif
30	B	2088	0ha00a85ca	pres du gue	14/10/1980	7707 – 10
30	E	138	0ha06a60ca	la fontaine jalet	20/08/1991	1991 P 6598

30	**E**	140	0ha56a35ca	la fontaine jalet	20/08/1991	1991 P 6598
30	**E**	172	0ha70a90ca	les fontaines	20/08/1991	1991 P 6598
30	**E**	411	0ha29a40ca	la petite riviere blaslay	16/09/1988	10216 – 27
30	**E**	542	0ha73a55ca	marais du poirier	28/03/2001	2001 P 2980
30	**E**	543	0ha03a35ca	marais du poirier	23/05/2005	2005 P 5429
30	**E**	544	0ha05a55ca	marais du poirier	23/05/2005	2005 P 5429
30	**E**	545	0ha06a82ca	marais du poirier	23/05/2005	2005 P 5429
30	**E**	546	0ha10a80ca	marais du poirier	23/05/2005	2005 P 5430
30	**E**	1041	0ha01a03ca	la mauviniere	19/01/1979	7042 – 5
30	**E**	1043	0ha03a30ca	le pre de l essart	19/01/1979	7042 – 5
30	**E**	1045	0ha00a18ca	le pre de l essart	19/01/1979	7042 – 5
30	**AA**	44	0ha07a99ca	le parc	26/11/2013	2013 P 11343
30	**AA**	62	0ha36a12ca	1 pl de l eglise blaslay	18/02/2015	2015 P 2032
30	**AA**	73	0ha06a87ca	13 rue des deux rivieres	27/07/1990	1990 P 6460
30	**YC**	10	0ha14a00ca	champs des bourneaux	26/11/2013	2013 P 11343
30	**YC**	11	0ha10a20ca	le pre de fourche	26/11/2013	2013 P 11343
30	**YC**	16	0ha14a50ca	le pilon	26/11/2013	2013 P 11343
30	**YC**	34	0ha22a70ca	le clos poussineau	26/11/2013	2013 P 11343
30	**YD**	54	0ha22a70ca	la chiellaise	26/11/2013	2013 P 11343
30	**YE**	5	0ha06a00ca	le cure de pouziou	26/11/2013	2013 P 11343
30	**YE**	10	0ha22a50ca	de la gare blaslay	26/11/2013	2013 P 11343
30	**YE**	41	0ha30a20ca	londrieu	20/08/1991	1991 P 6598
30	**YE**	44	0ha79a06ca	vallette	20/08/1991	1991 P 6598
30	**YE**	49	0ha08a73ca	de la gare blaslay	14/09/1987	117R 10
30	**YE**	82	0ha58a86ca	les lievraudes	20/08/1991	1991 P 6598
30	**YE**	87	0ha09a06ca	les lievraudes	15/03/1985	9222 – 21
30	**YE**	92	0ha22a05ca	le cure de pouzioux	20/08/1991	1991 P 6598
30	**YH**	32	0ha34a00ca	cernay	26/11/2013	2013 P 11343
30	**YH**	38	0ha02a30ca	cernay	26/11/2013	2013 P 11343
30	**YH**	39	0ha03a90ca	cernay	14/09/1987	117R 10
30	**YH**	40	0ha00a90ca	cernay	26/11/2013	2013 P 11343
30	**YH**	41	0ha11a00ca	cernay	14/09/1987	117R 10
30	**YH**	42	0ha23a40ca	cernay	26/11/2013	2013 P 11343
30	**YH**	44	0ha42a30ca	la bree	26/11/2013	2013 P 11343
30	**YH**	123	0ha01a40ca	les lievraudes	20/08/1991	1991 P 6598
30	**YI**	8	0ha21a00ca	en vachas	26/11/2013	2013 P 11343
30	**YI**	18	0ha50a10ca	en vachas	26/11/2013	2013 P 11343
30	**YI**	24	0ha23a90ca	en vachas	26/11/2013	2013 P 11343
30	**YK**	4	0ha14a20ca	le vignaud	26/11/2013	2013 P 11343
30	**YK**	36	0ha04a90ca	etables blaslay	11/06/1997	1997 R 3
30	**YK**	88	0ha00a34ca	la bree	26/11/2013	2013 P 11343
30	**YK**	89	0ha12a76ca	la bree	26/11/2013	2013 P 11343
30	**ZC**	167	0ha50a20ca	la serpe	20/08/1991	1991 P 6598

30	**ZC**	186	0ha24a50ca	le tillou	20/08/1991	1991 P 6598
30	**ZC**	187	0ha14a10ca	champreau	20/08/1991	1991 P 6598
30	**ZC**	188	0ha14a20ca	champreau	20/08/1991	1991 P 6598
30	**ZM**	21	0ha27a50ca	le rivault	26/11/2013	2013 P 11343
30	**ZM**	25	0ha13a60ca	le rivault	26/11/2013	2013 P 11343
30	**ZM**	26	0ha20a40ca	pouzet	26/11/2013	2013 P 11343
30	**ZM**	79	0ha07a00ca	en baronneau	26/11/2013	2013 P 11343
30	**ZM**	80	0ha05a60ca	en baronneau	26/11/2013	2013 P 11343
30	**ZM**	92	0ha12a00ca	en baronneau	26/11/2013	2013 P 11343
30	**ZM**	98	0ha10a50ca	en baronneau	19/05/1977	83 R 3
30	**ZM**	100	0ha06a00ca	en baronneau	26/11/2013	2013 P 11343
30	**ZM**	102	0ha16a10ca	en baronneau	26/11/2013	2013 P 11343
30	**ZM**	103	0ha67a10ca	en baronneau	26/11/2013	2013 P 11343
30	**ZM**	116	0ha10a90ca	en baronneau	26/11/2013	2013 P 11343
30	**ZM**	122	0ha45a50ca	en baronneau	19/05/1977	83 R 3
30	**ZM**	132	0ha13a00ca	les chevries	19/05/1977	83 R 3
30	**ZN**	3	0ha18a10ca	la vieille roche	26/11/2013	2013 P 11343
30	**ZN**	11	0ha22a00ca	la vieille roche	26/11/2013	2013 P 11343
30	**ZN**	33	0ha07a40ca	champ de la loi	26/11/2013	2013 P 11343
30	**ZN**	36	0ha08a60ca	la riviere	26/11/2013	2013 P 11343
30	**ZN**	37	0ha12a80ca	la boire	26/11/2013	2013 P 11343
30	**ZN**	42	0ha15a50ca	la boire	26/11/2013	2013 P 11343
30	**ZN**	51	0ha06a30ca	la boire	26/11/2013	2013 P 11343
30	**ZN**	63	0ha04a20ca	les roucheres	26/11/2013	2013 P 11343
30	**ZO**	28	1ha00a80ca	saint denis	24/10/1996	1996 P 9146
30	**ZO**	29	0ha16a90ca	saint denis	10/11/2004	2004 P 11687
30	**ZO**	30	0ha42a80ca	saint denis	10/11/2004	2004 P 11687
30	**ZO**	79	0ha12a60ca	la mortaliere	26/11/2013	2013 P 11343
30	**ZO**	104	0ha10a00ca	en pelletier	26/11/2013	2013 P 11343
30	**ZO**	139	0ha08a70ca	les lises	19/05/1977	83 R 3
30	**ZO**	142	0ha01a20ca	la mortaliere	26/11/2013	2013 P 11343
30	**ZO**	181	0ha07a25ca	en pelletier	13/02/2003	2003 P 1575
30	**ZO**	213	0ha22a07ca	saint denis	Avant 1956	
30	**ZO**	214	0ha11a33ca	saint denis	Avant 1956	
30	**ZP**	1	0ha18a50ca	le courtiou	20/08/1991	1991 P 6598
30	**ZP**	8	0ha55a90ca	le courtiou	26/11/2013	2013 P 11343
30	**ZP**	26	0ha76a30ca	le verger saint martin	19/05/1977	83 R 3
30	**ZP**	40	0ha01a10ca	l homme	26/11/2013	2013 P 11343
30	**ZP**	43	0ha35a50ca	le verger saint martin	20/08/1991	1991 P 6598
30	**ZP**	45	0ha41a10ca	le verger saint martin	20/08/1991	1991 P 6598
30	**ZR**	5	0ha15a20ca	la fontaine jalet	26/11/2013	2013 P 11343
30	**ZR**	13	0ha04a10ca	la fontaine jalet	26/11/2013	2013 P 11343
30	**ZR**	14	0ha23a80ca	la fontaine jalet	26/11/2013	2013 P 11343
30	**ZR**	15	0ha01a10ca	les fontaines	26/11/2013	2013 P 11343

30	**ZS**	19	0ha37a40ca	les achenaux	26/11/2013	2013 P 11343
30	**ZT**	38	0ha31a90ca	la bourliere	26/11/2013	2013 P 11343
30	**ZV**	22	0ha11a30ca	entre le tillou	26/11/2013	2013 P 11343
30	**ZV**	34	0ha50a10ca	entre le tillou	26/11/2013	2013 P 11343
30	**ZV**	67	0ha62a40ca	champreau	26/11/2013	2013 P 11343
30	**ZV**	92	0ha41a20ca	entre l tillou et l verg s	20/08/1991	1991 P 6598
30	**ZW**	12	0ha07a20ca	le breuil blaslay	19/05/1977	83 R 3
30	**ZW**	18	0ha20a80ca	le breuil blaslay	26/11/2013	2013 P 11343
30	**ZW**	28	0ha08a60ca	le breuil blaslay	26/11/2013	2013 P 11343
30	**ZW**	48	0ha25a40ca	sur le breuil	26/11/2013	2013 P 11343
30	**ZW**	57	0ha23a50ca	sur le breuil	26/11/2013	2013 P 11343
30	**ZW**	109	0ha08a10ca	le bois d etarles	19/05/1977	83 R 3
30	**ZW**	111	0ha27a30ca	le bois d etarles	26/11/2013	2013 P 11343
30	**ZW**	121	0ha26a20ca	le bois d etarles	26/11/2013	2013 P 11343
30	**ZW**	126	0ha84a10ca	le breuil blaslay	19/05/1977	83 R 3
30	**ZX**	9	0ha44a00ca	la petite biye	26/11/2013	2013 P 11343
30	**ZX**	49	0ha36a50ca	les rennes	26/11/2013	2013 P 11343
30	**ZX**	57	0ha20a80ca	la bie blaslay	26/11/2013	2013 P 11343

biens détenus par la commune de CHARRAIS

les biens immobiliers suivants appartiennent à la commune de CHARRAIS, SIREN 218 600 609, pour la totalité en pleine propriété

Sur la commune de SAINT MARTIN LA PALLU (ancien territoire de la commune de CHARRAIS) :

Préfixe	Section	Numéro	Contenance cadastrale	Adresse	date	effet relatif
60	**AA**	66	0ha32a88ca	etables charrais	Avant 1956	
60	**AA**	86	0ha06a80ca	cloziot du bocq	20/03/1992	1992 P 2541
60	**AA**	91	0ha04a81ca	cloziot du bocq	28/11/1960	11 R 1
60	**AA**	92	0ha04a89ca	cloziot du bocq	22/05/1997	1997 – 4881
60	**AA**	113	0ha84a65ca	le bocq	23/12/2003	2003 P 12708
60	**AA**	114	0ha54a21ca	le bocq	07/10/1988	10233 – 10
60	**AA**	122	0ha15a44ca	tenue de chamaillard	12/02/2004	2004 P 1568
60	**AB**	53	0ha11a18ca	etables charrais	12/02/2004	2004 P 1568
60	**AB**	71	0ha21a26ca	rue des ecoles charrais	11/03/1986 13/12/1993	9502 – 33 1993 P 9519
60	**AB**	72	0ha04a35ca	rue des ecoles charrais	05/04/1990	1990 P 3198
60	**AB**	73	0ha01a23ca	etables charrais	Avant 1956	
60	**AC**	51	0ha01a04ca	31 rue de champ morin	23/04/2015	2015 P 4072
60	**AC**	52	0ha00a48ca	che blanc	12/02/2004	2004 P 1568

60	**AD**	2	0ha49a29ca	les arsies	07/05/1982 21/12/2000 Avant 1956	8266 – 13 2000 P 11579
60	**AD**	44	0ha02a98ca	pl de l eglise charrais	Avant 1956	
60	**AD**	128	0ha43a36ca	en gueret	28/10/2008	2008 P 10516
60	**AE**	4	0ha05a03ca	le bourg charrais	08/09/2010	2010 P 7700
60	**AE**	97	0ha06a37ca	bois de la tour	12/02/2004	2004 P 1568
60	**AE**	108	0ha09a89ca	champ de la brousse	12/03/1980	90 R 9
60	**AE**	146	0ha00a08ca	rue de la braudiere	04/10/2012	2012 P 10677
60	**AE**	159	0ha03a15ca	champ de la brousse	Avant 1956	
60	**AI**	15	0ha03a07ca	etables charrais	24/08/2009	2009 P 6664
60	**AI**	44	0ha17a49ca	che de la chilaize	12/02/2004	2004 P 1568
60	**YA**	4	0ha10a30ca	bois des lauriers	07/07/2003	2003 P 6594
60	**YA**	21	0ha34a30ca	bois des lauriers	12/02/2004	2004 P 1568
60	**YB**	26	0ha15a10ca	la vallee brault	12/02/2004	2004 P 1568
60	**YB**	36	0ha28a30ca	la vallee brault	12/02/2004	2004 P 1568
60	**YB**	57	0ha03a90ca	en gueret	12/02/2004	2004 P 1568
60	**YC**	21	0ha31a60ca	la vigne girard	12/02/2004	2004 P 1568
60	**YC**	32	0ha29a00ca	l homme de milly	07/07/2003	2003 P 6594
60	**YC**	36	0ha36a70ca	l homme de milly	07/07/2003	2003 P 6594
60	**YC**	49	0ha34a80ca	la vigne girard	Avant 1956	
60	**YC**	50	0ha31a66ca	la vigne girard	21/06/1994	1994 P 5062
60	**YD**	11	0ha25a70ca	fief du breault	12/02/2004	2004 P 1568
60	**YD**	17	0ha19a00ca	milly	12/02/2004	2004 P 1568
60	**YD**	24	0ha16a40ca	milly	12/02/2004	2004 P 1568
60	**YD**	31	0ha33a40ca	milly	12/02/2004	2004 P 1568
60	**YD**	38	0ha18a90ca	les fougeres	12/02/2004	2004 P 1568
60	**YD**	69	0ha30a70ca	les fougeres	12/02/2004	2004 P 1568
60	**YE**	3	0ha32a20ca	devant liniers	12/02/2004	2004 P 1568
60	**YE**	23	0ha45a40ca	la couture	12/02/2004	2004 P 1568
60	**YE**	41	0ha48a60ca	la vallee brault	12/02/2004	2004 P 1568
60	**YE**	56	0ha55a40ca	la vallee brault	12/02/2004	2004 P 1568
60	**YE**	59	0ha05a40ca	la vallee brault	12/02/2004	2004 P 1568
60	**YE**	64	0ha40a60ca	la vallee brault	12/02/2004	2004 P 1568
60	**YH**	42	0ha23a50ca	saint marsault	12/02/2004	2004 P 1568
60	**YH**	43	0ha17a90ca	riotte	12/02/2004	2004 P 1568
60	**YH**	44	0ha29a10ca	les bordes	12/02/2004	2004 P 1568
60	**ZM**	1	0ha29a90ca	les charrues	12/02/2004	2004 P 1568
60	**ZM**	12	0ha30a60ca	les charrues	12/02/2004	2004 P 1568
60	**ZN**	21	0ha30a50ca	les rentes	12/02/2004	2004 P 1568
60	**ZN**	34	0ha32a40ca	les noyers verris	12/02/2004	2004 P 1568
60	**ZO**	38	0ha27a60ca	gate bourse	12/02/2004	2004 P 1568
60	**ZO**	103	0ha25a46ca	gate bourse	27/10/2009	2009 P 8630

60	**ZO**	105	0ha74a18ca	gate bourse	27/10/2009	2009 P 8630
60	**ZP**	12	0ha32a30ca	purnom	12/02/2004	2004 P 1568
60	**ZP**	13	0ha26a20ca	la nouziere	12/02/2004	2004 P 1568
60	**ZP**	26	0ha36a50ca	la nouziere	12/02/2004	2004 P 1568
60	**ZP**	39	0ha42a40ca	les arsies	12/02/2004	2004 P 1568
60	**ZP**	51	0ha18a20ca	les arsies	27/08/1982	8399 – 15
60	**ZP**	64	1ha05a04ca	les arsies	21/12/2000	2000 P 11579
60	**ZR**	15	0ha30a80ca	cloziot du lac	12/02/2004	2004 P 1568
60	**ZR**	36	0ha05a80ca	cloziot de charrajou	12/02/2004	2004 P 1568
60	**ZR**	45	0ha16a70ca	la barriere	12/02/2004	2004 P 1568
60	**ZR**	60	0ha20a50ca	la barriere	12/02/2004	2004 P 1568
60	**ZS**	37	0ha34a30ca	la piraube charrais	12/02/2004	2004 P 1568
60	**ZS**	50	0ha20a80ca	la piraube charrais	12/02/2004	2004 P 1568
60	**ZS**	56	0ha24a80ca	la piraube charrais	12/02/2004	2004 P 1568
60	**ZS**	64	0ha18a30ca	la piraube charrais	12/02/2004	2004 P 1568
60	**ZS**	68	0ha08a20ca	la piraube charrais	12/02/2004	2004 P 1568
60	**ZT**	10	2ha53a60ca	champ morin	12/02/2004	2004 P 1568
60	**ZT**	18	0ha07a00ca	la chilaise	12/02/2004	2004 P 1568
60	**ZT**	27	0ha13a40ca	la chilaise	12/02/2004	2004 P 1568
60	**ZT**	30	0ha15a70ca	champ morin	12/02/2004	2004 P 1568
60	**ZT**	31	0ha12a90ca	baslon	12/02/2004	2004 P 1568
60	**ZT**	55	0ha45a90ca	baslon	12/02/2004	2004 P 1568
60	**ZT**	56	0ha19a40ca	baslon	12/02/2004	2004 P 1568
60	**ZV**	11	0ha23a80ca	charrajou	12/02/2004	2004 P 1568
60	**ZV**	32	0ha02a30ca	bas de baslon	12/02/2004	2004 P 1568
60	**ZV**	36	1ha57a90ca	bas de baslon	12/03/1980	90 R 9
60	**ZV**	38	0ha10a50ca	bas de baslon	12/02/2004	2004 P 1568
60	**ZV**	42	0ha18a10ca	bas de baslon	12/02/2004	2004 P 1568
60	**ZW**	25	0ha67a20ca	moulin girault	12/02/2004	2004 P 1568
60	**ZX**	25	0ha13a90ca	enchepeau	12/02/2004	2004 P 1568
60	**ZX**	28	0ha37a30ca	enchepeau	12/02/2004	2004 P 1568
60	**ZX**	48	0ha28a00ca	le bernard	12/02/2004	2004 P 1568
60	**ZX**	67	0ha37a60ca	la bruyere	12/02/2004	2004 P 1568
60	**ZX**	68	0ha10a70ca	le bornais	12/02/2004	2004 P 1568
60	**ZX**	91	0ha26a50ca	le bornais	12/02/2004	2004 P 1568
60	**ZX**	92	0ha39a70ca	le bornais	12/02/2004	2004 P 1568

biens détenus par la commune de CHENECHE

les biens immobiliers suivants appartiennent à la commune de CHENECHE, SIREN 218 600 716, pour la totalité en pleine propriété

Sur la commune de SAINT MARTIN LA PALLU (ancien territoire de la commune de CHENECHE) :

Préfixe	Section	Numéro	Contenance cadastrale	Adresse	date	effet relatif
71	C	20	0ha05a07ca	pres le pont des jalletier	28/12/2015	2015 P 12058
71	C	115	0ha03a02ca	marais de l etang	28/12/2015	2015 P 12058
71	C	127	0ha03a05ca	marais de l etang	28/12/2015	2015 P 12058
71	C	129	0ha05a37ca	marais de l etang	28/12/2015	2015 P 12058
71	C	136	0ha15a12ca	marais de l etang	28/12/2015	2015 P 12058
71	C	144	0ha02a84ca	marais de l etang	28/12/2015	2015 P 12058
71	C	145	0ha01a05ca	marais de l etang	28/12/2015	2015 P 12058
71	C	146	0ha01a01ca	marais de l etang	28/12/2015	2015 P 12058
71	C	148	0ha04a16ca	marais de l etang	28/12/2015	2015 P 12058
71	C	161	0ha04a62ca	marais de l etang	28/12/2015	2015 P 12058
71	C	200	0ha06a70ca	marais de l etang	28/12/2015	2015 P 12058
71	C	214	0ha03a65ca	marais de l etang	28/12/2015	2015 P 12058
71	C	223	0ha01a42ca	marais de l etang	28/12/2015	2015 P 12058
71	C	237	0ha02a18ca	marais de la petite rivier	28/12/2015	2015 P 12058
71	C	263	0ha01a70ca	marais de la petite rivier	28/12/2015	2015 P 12058
71	C	268	0ha01a75ca	marais de la petite rivier	28/12/2015	2015 P 12058
71	C	273	0ha02a73ca	marais de la petite rivier	28/12/2015	2015 P 12058
71	C	346	0ha31a90ca	les gains	06/10/1998	1998 P 8489
71	C	348	0ha18a76ca	les gains	06/10/1998	1998 P 8489
71	C	349	0ha09a30ca	les gains	06/10/1998	1998 P 8489
71	C	350	0ha14a70ca	les gains	06/10/1998	1998 P 8489
71	C	489	0ha09a65ca	les pres audins	28/12/2015	2015 P 12058
71	C	510	0ha04a92ca	les pres audins	28/12/2015	2015 P 12058
71	AA	41	0ha11a80ca	sur les treilles	Avant 1956	
71	AA	84	0ha00a22ca	rte de blaslay	05/08/1998	1998 P 6809
71	AA	86	0ha57a69ca	rte de blaslay	18/11/1986	9657 – 27
71	AA	102	0ha31a77ca	5 rte de thurageau	18/12/1990	1990 P 10793
71	AB	50	0ha07a23ca	2 rue du chat pendu	09/07/1997	1997 P 6522
71	AB	72	0ha20a59ca	rte de vendeuvre	Avant 1956	
71	AC	21	0ha09a06ca	6 rue gilles de rais	Avant 1956	
71	AC	22	0ha02a82ca	12 ven des sept tours	17/01/2008	2008 P 645
71	AC	23	0ha03a66ca	10 ven des sept tours	17/01/2008	2008 P 645
71	AC	32	0ha04a30ca	5 pl saint vincent	13/01/2012	2012 P 581
71	AC	39	0ha03a58ca	pl saint vincent	Avant 1956	
71	AC	41	0ha28a33ca	rue du chat pendu	27/10/1992 27/10/1992 Avant 1956	1992 P 8825 1992 P 8824
71	AC	99	0ha20a81ca	rue gilles de rais	06/03/1996	1996 P 2007

71	**AC**	111	0ha01a41ca	rue du presbytere	Avant 1956	
71	**ZA**	38	0ha23a30ca	les jalletieres	16/09/2013	2013 P 8689
71	**ZA**	43	0ha07a40ca	les jalletieres	16/09/2013	2013 P 8689

biens détenus par la commune de VENDEUVRE DU POITOU

les biens immobiliers suivants appartiennent à la commune de VENDEUVRE DU POITOU, SIREN 218 602 811, pour la totalité en pleine propriété à l'exception de :

- K 525 détenus par des droits indivis

Sur la commune de SAINT MARTIN LA PALLU (ancien territoire de la commune de VENDEUVRE DU POITOU) :

Préfixe	Section	Numéro	Contenance cadastrale	Adresse	date	effet relatif
	A	206	0ha05a76ca	bois de la combette	Avant 1956	
	B	715	0ha05a11ca	les chaumes de remise	Avant 1956	
	B	860	0ha68a08ca	les gouets	11/04/2005	2005 P 3841
	B	954	0ha08a40ca	le bourg	Avant 1956	
	B	955	0ha05a75ca	15 rte de lencloitre	Avant 1956	
	B	956	0ha00a97ca	le bourg	Avant 1956	
	B	957	0ha05a65ca	5122 rte de lencloitre	Avant 1956	
	B	958	0ha09a88ca	le bourg	Avant 1956	
	B	1121	0ha02a67ca	lille	15/02/2010	2010 P 1435
	B	1123	0ha05a02ca	lille	15/02/2010	2010 P 1435
	B	1131	0ha14a87ca	le bourg	18/08/2000	2000 P 7228
	B	1132	0ha64a10ca	les tours milandres	08/01/2002	2002 P 158
	B	1156	0ha11a21ca	chefdeville	02/06/1998	1998 P 4863
					28/12/1998	1998 P 11161
	B	1173	0ha01a49ca	lille	16/10/2006	2006 P 11321
	B	1175	0ha03a21ca	lille	16/10/2006	2006 P 11321
	B	1179	0ha07a02ca	les tours milandres	01/10/2007	2007 P 9906
	B	1203	0ha00a06ca	le bourg	05/07/1972	5007 – 7
	B	1204	0ha02a18ca	le bourg	05/07/1972	5007 – 7
	B	1219	0ha00a47ca	les tours milandres	01/10/2007	2007 P 9906
	B	1220	0ha00a48ca	les tours milandres	01/10/2007	2007 P 9906
	B	1221	1ha31a85ca	les tours milandres	01/10/2007	2007 P 9906
	B	1222	0ha17a62ca	20 rte de lencloitre	31/12/1958	2843 – 23
	B	1231	0ha07a26ca	les sablieres	Avant 1956	
	B	1232	0ha02a42ca	les tours milandres	Avant 1956	
	B	1233	0ha03a34ca	les tours milandres	Avant 1956	
	B	1237	0ha02a10ca	20 rte de lencloitre	31/12/1958	2843 – 23
	B	1241	0ha05a91ca	le bourg	05/07/1972	5007 – 7

	B	1248	0ha03a95ca	puybert	20/10/2008	2008 P 10206
	B	1258	0ha30a21ca	2 rue du chemin vert	13/06/2000	2000 P 5045
	B	1260	0ha03a36ca	puybert	16/11/2000	2000 P 10379
	B	1262	0ha04a67ca	puybert	13/06/2000	2000 P 5045
	B	1264	0ha90a12ca	le bourg	05/07/1972 06/04/1983	5007 – 7 8515 – 28
	C	63	0ha06a88ca	le bourg	Avant 1956	
	C	64	0ha01a26ca	le bourg	Avant 1956	
	C	66	0ha04a28ca	le bourg	03/12/1964	3512 -54
	C	307	0ha65a43ca	les chetifs champs	Avant 1956	
	C	1140	0ha00a38ca	le bois	24/05/1994	1994 P 4277
	C	1206	0ha00a21ca	le bourg	04/06/1973	5249 – 19
	C	1167	0ha00a18ca	le bourg	04/06/1973	5249 – 19
	C **C** **C** **C**	1187 1188 1189 1215	0ha12a27ca 0ha01a39ca 0ha01a24ca 0ha54a41ca	9 pl du puits tari 9 pl du puits tari 13 pl du puits tari 9 pl du puits tari	12/09/1995 24/05/1994 29/07/1999 Avant 1956	1995 P 7697 1994 P 4277 1999 P 7028
	D	121	0ha60a06ca	le peisseau	19/11/2004	2004 P 11979
	D	179	0ha38a70ca	les pres des monts	27/05/2002	2002 P 4859
	D	425	0ha03a78ca	bonnivet	10/03/2011	2011 P 2875
	D	426	0ha12a59ca	bonnivet	10/03/2011	2011 P 2875
	D	427	0ha02a18ca	bonnivet	10/03/2011	2011 P 2885
	D	428	0ha18a25ca	bonnivet	10/03/2011	2011 P 2875
	D	429	0ha18a90ca	bonnivet	10/03/2011	2011 P 2885
	D	430	0ha10a72ca	bonnivet	10/03/2011	2011 P 2885
	D	431	0ha39a71ca	bonnivet	10/03/2011	2011 P 2875
	D	432	0ha38a77ca	bonnivet	10/03/2011	2011 P 2875
	D	878	0ha65a34ca	la gireterie	27/05/2002	2002 P 4859
	D	1120	0ha06a73ca	bonnivet	10/03/2011	2011 P 2885
	D	1122	0ha04a18ca	le bourg	16/08/2011	2011 P 8613
	D	1124	0ha07a48ca	20 pl raoul peret	16/08/2011	2011 P 8613
	D	1136	0ha00a35ca	le pouzeret	30/11/2015	2015 P 11083
	E	162	0ha06a42ca	les pallues	Avant 1956	
	E	814	0ha00a38ca	le bois chaperon	19/06/1996	1996 P 5020
	E	873	0ha00a34ca	chateau des chezeaux	20/01/1999	1999 P 527
	E	875	0ha00a05ca	chateau des chezeaux	20/01/1999	1999 P 527
	E	917	0ha03a61ca	les chezeaux	27/06/2002	2002 P 6089
	E	964	0ha00a07ca	la chaize	15/02/2010	2010 P 1435
	F	97	0ha10a93ca	le grand marais	Avant 1956	
	F	101	0ha01a61ca	le grand marais	Avant 1956	
	F	372	0ha13a71ca	le bois de chiard	27/04/1971	4722 – 19
	F	374	1ha21a57ca	le bois de chiard	27/04/1971	4722 – 19
	F	400	0ha00a04ca	le charbon blanc	28/11/2011	2011 P 12500
	F	1527	1ha76a25ca	le bois de chiard	19/03/1981	7874 – 12

	F	1528	0ha78a43ca	le bois de chiard	27/04/1971	4722 – 19
	F	1570	0ha02a39ca	le bois de chiard	19/03/1981	7874 – 12
	F	1682	0ha00a45ca	les varennes	05/03/2007	2007 P 2418
	F	1698	0ha00a69ca	le bois de chiard	23/07/2008	2008 P 7341
	F	1700	0ha00a17ca	le bois de chiard	23/07/2008	2008 P 7341
	F	1706	0ha00a47ca	les pres secs	15/02/2010	2010 P 1435
	F	1708	0ha00a22ca	les pres secs	15/02/2010	2010 P 1435
	F	1710	0ha00a20ca	les pres secs	15/02/2010	2010 P 1435
	F	1712	0ha00a35ca	les pres secs	15/02/2010	2010 P 1435
	F	1720	0ha11a40ca	saint campin	14/01/2008	2008 P 473
	G	106	8ha79a20ca	marais communal	Avant 1956	
	G	107	12ha56a00ca	marais communal	Avant 1956	
	G	108	3ha41a00ca	marais communal	Avant 1956	
	G	109	24ha58a00ca	marais communal	Avant 1956	
	G	494	0ha00a62ca	la roussiere	05/03/2007	2007 P 2425
	G	498	0ha01a82ca	la roussiere	05/03/2007	2007 P 2425
	G	500	0ha00a09ca	la roussiere	05/03/2007	2007 P 2425
	H	73	3ha39a23ca	marais de purnaud	Avant 1956	
	H	74	2ha18a06ca	marais de purnaud	Avant 1956	
	H	75	2ha88a68ca	marais de purnaud	Avant 1956	
	H	76	6ha83a30ca	marais de purnaud	Avant 1956	
	H	125	0ha11a64ca	marais de la gueriniere	Avant 1956	
	I	1135	0ha19a60ca	haut richard	30/09/1988	10227 – 43
	I	1232	0ha00a05ca	8 rue de l industrie	10/09/2003	2003 P 8658
	I	1233	0ha10a42ca	8 rue de l industrie	10/09/2003	2003 P 8658
	I	1234	0ha00a40ca	couture	23/09/2008	2008 P 10988
	K	525	0ha04a56ca	couture	28/08/2009	2009 P 6789
	K	534	0ha02a93ca	couture	28/11/2011	2011 P 12500
	K	1658	0ha04a33ca	les treilles	10/12/2007	2007 P 12641
	K	1726	0ha01a82ca	les treilles	09/01/2013	2013 P 297
	K	1727	0ha00a44ca	les treilles	09/01/2013	2013 P 297
	K	1732	0ha00a50ca	couture	09/01/2013	2013 P 297
	K	1739	0ha15a41ca	couture	09/01/2013	2013 P 297
	K	1745	0ha01a05ca	couture	15/07/2009	2009 P 5611
	K	1762	0ha00a39ca	couture	16/05/2012	2012 P 5767
	L	982	0ha00a84ca	la harpe	19/05/2008	2008 P 5021
	L	983	0ha00a09ca	la harpe	19/05/2008	2008 P 5021
	L	984	0ha00a06ca	la harpe	19/05/2008	2008 P 5021
	M	651	0ha04a77ca	couture	23/06/1993	1993 P 4738
	M	660	0ha01a83ca	couture	03/07/2006	2006 P 7387
	N	145	0ha01a95ca	vignes des sablieres	Avant 1956	
	N	146	0ha56a96ca	vignes des sablieres	Avant 1956	
	N	147	0ha19a93ca	vignes des sablieres	09/06/1995	1995 P 4889

	N	167	0ha01a66ca	vignes des sablieres	23/12/1994	1994 P 10957
	N	168	0ha02a61ca	vignes des sablieres	23/12/1994	1994 P 10957
	N	169	0ha02a74ca	vignes des sablieres	23/12/1994	1994 P 10957
	N	170	0ha07a21ca	vignes des sablieres	23/12/1994	1994 P 10957
	N	171	0ha25a50ca	vignes des sablieres	11/01/1968	3990 – 14
	N	219	0ha02a11ca	les vignes mignaud	13/10/2004	2004 P 10602
	N	283	0ha19a82ca	les vignes mignaud	07/02/2011	2011 P 1508
	N	285	0ha30a54ca	les vignes mignaud	17/12/2007	2007 P 12880
	N	322	0ha21a47ca	les epinettes	04/10/1983	8774 – 18
	N	346	0ha33a68ca	les epinettes	06/08/2007	2007 P 8027
	N	348	0ha41a27ca	les epinettes	06/08/2007	2007 P 8027
	N	511	0ha04a69ca	marderay	01/02/1991	1991 P 1056
	N	512	0ha03a62ca	marderay	01/02/1991	1991 P 1056
	N	513	0ha02a98ca	marderay	01/02/1991	1991 P 1056
	N	514	0ha03a55ca	marderay	01/02/1991	1991 P 1056
	N	560	0ha03a65ca	saint campin	22/05/2006	2006 P 5666
	N	612	0ha21a70ca	le grand gue	26/04/2016	2016 P 4022
	N	689	0ha08a69ca	marais des communes	28/12/1998	1998 P 11162
	N	690	0ha05a06ca	marais des communes	17/10/2000	2000 P 9439
	N	700	0ha03a66ca	marais des communes	26/11/2004	2004 P 12297
	N	701	0ha03a65ca	marais des communes	19/11/2004	2004 P 11980
	N	709	0ha06a45ca	marais des communes	26/04/2016	2016 P 4022
	N	722	0ha56a51ca	marais des communes	13/05/1994	1994 P 4028
	N	723	0ha58a66ca	marais des communes	19/01/1998	1998 P 433
	N	724	1ha13a67ca	marais des communes	10/02/1998	1998 P 1334
	N	725	0ha17a75ca	marais des communes	09/12/1997	1997 P 11251
	N	879	0ha06a99ca	la riviere au ble	Avant 1956	
	N	1125	1ha58a63ca	bois de la greve	17/12/2007	2007 P 12880
	N	1210	0ha40a08ca	le haha	18/10/1991	1991 P 8161
	N	1211	0ha15a89ca	le haha	18/10/1991	1991 P 8161
	N	1212	0ha35a01ca	le haha	01/02/1991	1991 P 1056
	N	1213	0ha59a17ca	le haha	01/02/1991	1991 P 1056
	N	1222	0ha03a85ca	marderay	18/10/1991	1991 P 8161
	N	1224	0ha00a75ca	marderay	18/10/1991	1991 P 8161
	N	1226	0ha08a42ca	marderay	18/10/1991	1991 P 8161
	N	1228	0ha11a76ca	marderay	01/02/1991	1991 P 1056
	N	1294	0ha18a00ca	marais des communes	Avant 1956	
	N	1433	0ha01a30ca	marderay	05/06/1997	1997 P 5312
	N	1436	0ha25a38ca	marderay	01/02/1991	1991 P 1056
	N	1437	0ha01a04ca	marderay	05/06/1997	1997 P 5312
	N	1454	0ha01a00ca	marais des communes	30/08/1999	1999 P 7857
	N	1499	0ha05a53ca	les epinettes	04/12/2006	2006 P 13160
	N	1500	0ha20a85ca	les epinettes	08/01/2002	2002 P 158
	N	1501	0ha10a13ca	les epinettes	08/01/2002	2002 P 158

	N	1502	0ha55a87ca	les epinettes	04/12/2006	2006 P 13160
	N	1526	0ha07a32ca	bois de la greve	06/07/2001	2001 P 6245
	N	1584	0ha01a78ca	le bourg	06/11/2006	2006 P 12013
	N	1586	0ha01a94ca	vignes des sablieres	12/05/2003 12/05/2003 12/05/2003 16/05/00 12/05/2003	2003 P 4606 2003 P 4605 2003 P 4608 2000 P 4168 2003 P 4609
	N	1605	0ha25a49ca	bois de la greve	27/05/2002	2002 P 4901
	N	1606	0ha02a57ca	bois de la greve	27/05/2002	2002 P 4901
	N	1608	0ha24a95ca	bois de la greve	27/05/2002	2002 P 4900
	N	1609	0ha02a65ca	bois de la greve	27/05/2002	2002 P 4900
	N	1611	0ha05a89ca	bois de la greve	27/05/2002	2002 P 4853
	N	1631	0ha00a08ca	saint campin	26/10/2015	2015 P 9959
	N	1665	0ha06a56ca	bois de la greve	18/08/2009	2009 P 6588
	N	1671	0ha02a07ca	bois de la greve	18/08/2009	2009 P 6588
	N	1673	0ha00a90ca	les tours milandres	08/01/2002	2002 P 158
	N	1674	0ha00a92ca	les tours milandres	28/07/2000	2000 P 6769
	N	1675	4ha44a60ca	les tours milandres		
	N	1676	0ha05a07ca	les epinettes	Avant 1956	
	N	1677	0ha09a54ca	les tours milandres	Avant 1956	
	N	1678	0ha06a09ca	les tours milandres	Avant 1956	
	N	1679	0ha02a38ca	les tours milandres	Avant 1956	
	N	1686	0ha14a54ca	12 rue charles marthineau	22/03/2002	2002 P 2927
	N	1688	0ha20a34ca	5 rue charles marthineau	22/03/2002	2002 P 2927
	N	1751	0ha22a35ca	bois de la greve	21/12/2001	2001 P 12165
	N	1758	0ha00a33ca	sur le petit gue	16/05/2012	2012 P 5767
	N	1760	0ha11a42ca	45 rte de poitiers	16/05/2012	2012 P 5767
	N	1785	0ha00a02ca	le haha	22/10/2014	2014 P 9276
	N	1787	0ha00a38ca	le haha	22/10/2014	2014 P 9276
	N	1789	0ha00a32ca	le haha	22/10/2014	2014 P 9276
	N	1791	0ha00a11ca	le haha	22/10/2014	2014 P 9276
	N	1793	0ha00a21ca	marderay	22/10/2014	2014 P 9276
	N	1795	0ha00a33ca	le haha	01/02/1991	1991 P 1056
	N	1796	0ha45a36ca	le haha	01/02/1991	1991 P 1056
	N	1797	0ha00a29ca	le haha	22/10/2014	2014 P 9276
	N	1799	0ha03a35ca	le haha	22/10/2014	2014 P 9276
	N	1801	0ha00a74ca	le haha	22/10/2014	2014 P 9276
	N	1825	0ha01a48ca	10 rue de l evescault	23/01/2012	2012 P 1125
	N	1826	0ha11a76ca	10 rue de l evescault	23/01/2012	2012 P 1125
	N	1827	0ha00a79ca	10 rue de l evescault	23/01/2012	2012 P 1125
	N	1828	0ha00a03ca	10 rue de l evescault	23/01/2012	2012 P 1125

	N	1830	0ha01a39ca	saint campin	12/08/2014	2014 P 7439
	N	1849	0ha00a84ca	saint campin	26/10/2015	2015 P 9959
	N	1851	0ha05a34ca	saint campin	26/10/2015	2015 P 9959
	N	1862	0ha15a84ca	les vignes mignaud	09/07/2012	2012 P 7573
	N	1863	0ha01a65ca	les vignes mignaud	09/07/2012	2012 P 7573
	N	1864	0ha07a19ca	les vignes mignaud	09/07/2012	2012 P 7573
	N	1865	0ha00a87ca	les vignes mignaud	09/07/2012	2012 P 7573
	N	1866	0ha11a41ca	les vignes mignaud	26/11/2007	2007 P 12054
	N	1867	0ha01a08ca	les vignes mignaud	26/11/2007	2007 P 12054
	N	1868	0ha00a01ca	les vignes mignaud	26/11/2007	2007 P 12054
	N	1869	0ha05a05ca	les vignes mignaud	26/11/2007	2007 P 12054
	N	1870	0ha02a38ca	les vignes mignaud	26/11/2007	2007 P 12054
	N	1871	0ha09a19ca	les vignes mignaud	14/03/2016	2016 P 2577
	N	1872	0ha01a12ca	les vignes mignaud	14/03/2016	2016 P 2577
	N	1873	0ha03a33ca	les vignes mignaud	14/03/2016	2016 P 2577
	N	1874	0ha06a15ca	les vignes mignaud	14/03/2016	2016 P 2577
	N	1875	0ha15a71ca	les vignes mignaud	01/12/2015	2015 P 11127
	N	1876	0ha19a91ca	les vignes mignaud	13/10/2004	2004 P 10602
	O	652	0ha25a54ca	le lieu	20/02/2004	2004 P 1813
	O	1427	0ha07a22ca	bas boussay	03/07/2006	2006 P 7392
	O	1448	0ha01a14ca	la grissiere	15/02/2010	2010 P 1435
	YA	31	0ha14a30ca	viralais	14/09/1998	1998 P 7762
	YA	56	0ha03a60ca	piffu	14/09/1998	1998 P 7762
	YA	131	0ha00a79ca	bataille	28/11/2011	2011 P 12500
	YC	14	4ha33a20ca	perichat	17/07/2000	2000 P 6306
	YC	22	0ha09a40ca	le prieure	14/09/1998	1998 P 7762
	YC	24	0ha01a20ca	le prieure	14/09/1998	1998 P 7762
	YC	42	0ha31a60ca	la garenne	14/09/1998	1998 P 7762
	YC	59	0ha49a20ca	terres de la sabliere	14/09/1987	117 R 14
	YC	61	0ha28a20ca	terres de la sabliere	14/09/1998	1998 P 7762
	YC	71	0ha11a50ca	terres de la sabliere	14/09/1998	1998 P 7762
	YC	73	0ha42a90ca	terres de la sabliere	14/09/1998	1998 P 7762
	YC	78	1ha20a90ca	terres de la sabliere	14/09/1987	117 R 14
	ZL	202	0ha10a31ca	bois de la greve	29/05/1990	1990 P 4697
	ZL	203	0ha13a60ca	bois de la greve	29/05/1990	1990 P 4697
	ZM	7	0ha25a22ca	clos des bionnes	14/05/1957	2627 – 1
	ZM	14	0ha04a16ca	la gauffron	14/05/1957	2627 – 1
	ZM	24	0ha15a13ca	les bionnes	12/11/1980	7738 – 6
	ZM	25	0ha14a82ca	les bionnes	12/11/1980	7738 – 6
	ZM	26	0ha82a21ca	les bionnes	24/01/1989	10325 – 13
	ZM	81	0ha02a93ca	la gauffron	14/09/1998	1998 P 7762
	ZM	109	0ha04a57ca	les bionnes	Avant 1956	
	ZO	90	0ha67a91ca	la rendouze	14/09/1998	1998 P 7762
	ZO	246	0ha00a21ca	derriere le chateau	29/11/2001	2001 P 11267

	ZO	266	0ha00a32ca	cloitre	28/11/2011	2011 P 12500
	ZR	19	0ha03a80ca	le jagour	03/02/1969	51 R 3
	ZS	24	0ha31a00ca	l ormeau	14/09/1998	1998 P 7762
	ZS	207	0ha12a19ca	les treilles	27/10/1999	1999 P 10004
	ZT	131	0ha22a20ca	haut richard nord	14/09/1998	1998 P 7762
	ZT	297	0ha10a03ca	veaurichard	14/09/1998	1998 P 7762
	ZV	28	0ha10a90ca	les grands champs	14/09/1998	1998 P 7762
	ZW	85	0ha72a40ca	sur la cosse	14/09/1987	117 R 14
	ZY	23	1ha70a30ca	juliard	14/09/1987	117 R 14
	ZY	48	0ha23a20ca	les lousseaux	14/09/1998	1998 P 7762
	ZY	73	0ha04a52ca	les vallees de bellefois	Avant 1956	

Sur la commune de SAINT MARTIN LA PALLU (ancien territoire de la commune de CHENECHE) :

Préfixe	Section	Numéro	Contenance cadastrale	Adresse	date	effet relatif
71	**AA**	102	0ha31a77ca	5 rte de thurageau cheneche	18/12/1990	1990 P 10793

Nouveau propriétaire

L'ensemble des biens ci dessus-désigné est transféré à la commune de SAINT MARTIN LA PALLU, SIREN 200 063 444.

Régime fiscal applicable

En application de l'article 1042 A du code général des impôts, le présent dépôt ne donne lieu ni à la perception de la taxe de publicité foncière, ni à celle de la contribution de sécurité immobilière.

Certifications

La Préfète certifie :
1°) que le présent document contenu sur 19 pages est exactement conforme à l'original conservé et à l'expédition destinée à recevoir la mention de publication et approuve aucun renvoi , aucun mot nul ;
2°) que l'identité des parties dénommées dans le présent document, telle qu'elle est indiquée à la suite de leur dénomination, a été régulièrement justifiée.

Fait à Poitiers, le 13 JAN. 2017

Pour la Préfète et par délégation
Le secrétaire général

Emile SOUMBO

DRFIP

86-2017-01-13-002

Transferts biens immobiliers- commune de Jaunay-Marigny

Transferts biens immobiliers- commune de Jaunay-Marigny

cerfa
N° 11196*03
DIRECTION GÉNÉRALE
DES FINANCES PUBLIQUES
Formulaire obligatoire
Décret n° 55-1350 du 14/10/1955,
article 67-3

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 3265-SD
(08-2014)
@internet-DGFiP

FORMULAIRE À IMPRIMER RECTO/VERSO

Formule de publication

(pour l'établissement d'expéditions, copies, extraits d'actes ou décisions judiciaires à publier)

SERVICE DE LA PUBLICITÉ FONCIÉRE	DÉPÔT	DATE VOL N°
	TAXES : CSI (1) : TOTAL	

Veuillez trouver ci-joint, pour publication, l'arrêté du 19 juillet 2016 portant fusion des communes de JAUNAY-CLAN et MARIGNY-BRIZAY.

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du service de la publicité foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES COMPTES PUBLICS

N° 3265-SD
(08-2014)

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA VIENNE

Préfecture
Secrétariat Général
Direction des Relations avec les Collectivités Locales
et des Affaires Juridiques
Bureau de l'Intercommunalité et
du Contrôle de Légalité

ARRETE n° 2016 – D2/B1-18

en date du 19 JUIL. 2016

portant création de la commune nouvelle de JAUNAY-MARIGNY

La Préfète de la Vienne
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2113-1 et suivants ;

VU la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales modifiée et notamment son article 21 ;

VU la loi n°2015-292 du 16 mars 2015 relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 17 décembre 2015 portant nomination de la Préfète de la Vienne – Mme DOKHÉLAR (Marie-Christine) ;

VU les délibérations en date du 16 juin 2016 par lesquelles, de manière concordante, les conseils municipaux des communes de MARIGNY-BRIZAY et JAUNAY-CLAN ont décidé de créer une commune nouvelle en lieu et place de leurs communes qui sera dénommée JAUNAY-MARIGNY ;

CONSIDERANT qu'il appartient au préfet d'arrêter le périmètre de la commune nouvelle de JAUNAY-MARIGNY ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Vienne ;

Préfecture de la Vienne - Place Aristide Briand - CS 30589 – 86021 POITIERS
Téléphone : 05 49 55 70 00 – Télécopie : 05 49 88 25 34 – Serveur vocal : 05 49 55 70 70 – Courriel : pref-courrier@vienne.gouv.fr
Jours et horaires d'ouverture consultables sur notre site Internet : www.vienne.pref.gouv.fr

N° 3265-SD
(08-2014)

ARRETE

Article 1 : A compter du 1er janvier 2017, la commune nouvelle de JAUNAY-MARIGNY se substitue aux communes de JAUNAY-CLAN et MARIGNY-BRIZAY.

Article 2 : Les chiffres de la population totale de la commune nouvelle s'établissent à 7 445 habitants (INSEE/population légale en vigueur au 01/01/2016).

Article 3 : Le conseil municipal transitoire sera constitué, jusqu'au prochain renouvellement suivant la création de la commune nouvelle, de l'ensemble des membres des conseils municipaux des anciennes communes, soit 44 membres.

Article 4 : Sont instituées au sein de la commune nouvelle des communes déléguées reprenant le nom et les limites territoriales des anciennes communes, entraînant de plein droit pour chacune d'elle l'institution d'un maire délégué.

Article 5 : Le chef-lieu sera fixé au siège de l'ancienne commune de JAUNAY-CLAN, sis 72 ter Grand Rue, 86 130 JAUNAY-CLAN ;

Article 6 : Les budgets de la commune nouvelle comprendront :
- un budget principal,
- les budgets annexes des transports, des Opérations Immobilières, de l'Eco-Quartier, de la ZAC des Grands Champs, du CCAS, de l'EPHAD, de l'eau, de l'assainissement, de la vie économique, sous réserve du transfert de compétences au futur établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre de Grand Poitiers,
- un budget de la régie du câble de Jaunay-Clan.

S'agissant des budgets annexes gérant des activités à caractère industriel et commercial (budgets assainissement, transports, eau, service câbles), il conviendra de les ériger, a minima, sous forme de régie à autonomie financière dotée d'un compte de trésorerie (compte 515) en application des disposition de l'article L1412-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Article 7 : L'harmonisation des taux des taxes foncières sur les propriétés bâties et non-bâties sera immédiate, conformément aux dispositions du Code Général des Impôts. Il y aura une harmonisation progressive sur 12 ans des taux de la taxe d'habitation, avec application des abattements pratiqués jusqu'alors par la commune de JAUNAY-CLAN, à savoir un abattement général à la base de 15 %, un abattement pour charge de famille de 1 à 2 personnes de 10 % et un abattement pour charge de famille de 3 personnes et plus de 20 %.

Article 8 : Les biens, droits et obligations des anciennes communes sont transférés à la commune nouvelle ;

La création de la commune nouvelle entraîne sa substitution dans toutes les délibérations et dans tous les actes des anciennes communes ;
Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord des parties ;

L'ensemble des personnels des communes fusionnées est réputé relever de la commune nouvelle sous les conditions de statut et d'emploi qui sont les siennes (les agents conservant, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale). Les personnels du centre communal d'action sociale de la commune de JAUNAY-CLAN relèveront du centre communal d'action sociale de la commune nouvelle.

Article 9 : La commune nouvelle sera notamment membre des EPCI suivants :
- communauté d'agglomération résultant de la fusion de la communauté d'agglomération de Grand-Poitiers, des communautés de communes Val Vert du Clain, Vienne-et-Moulière, Pays Mélusin et des communes de Chauvigny, Jardres, la Puye et Sainte-Radegonde ;
- Syndicat Eaux de Vienne - Siveer ;
- Syndicat du Clain Aval ;
- Syndicat Mixte Vienne Services ;
- Syndicat Energies Vienne ;
- Agence Technique Départementale de la Vienne ;

Article 10 : Le centre des finances publiques compétent pour la gestion comptable et financière de la commune nouvelle de JAUNAY-MARIGNY sera désigné dans un arrêté ultérieur.

Article 11 : Un exemplaire des délibérations susvisées sera annexé au présent arrêté.

Article 12 : En cas de contestation du présent arrêté, il est possible dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- Soit de saisir d'une requête gracieuse la Préfète de la Vienne
  Place Aristide Briand - 86021 POITIERS Cedex ;
- Soit de former un recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur
  Place Beauvau - 75800 PARIS ;
- Soit de saisir d'un recours contentieux la Présidente du tribunal administratif de Poitiers
  sis 15 rue de Blossac - BP 541 - 86021 POITIERS Cedex.

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique, un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers peut être formé dans les deux mois suivant la notification du rejet.

Sans réponse au recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, il y a rejet implicite de la requête et le Tribunal Administratif peut être saisi dans les deux mois suivant l'expiration de ce premier délai.

N° 3265-SD
(08-2014)

Ces voies de recours n'ont pas un caractère suspensif.

Article 13: Le secrétaire général de la préfecture de la Vienne, le directeur départemental des finances publiques et les maires des communes mentionnées ci-dessus sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne et fera l'objet d'une mention au journal officiel de la république française.

Fait à POITIERS,

La Préfète,

Marie-Christine DOKHÉLAR

4/4

Pour les besoins de la publicité foncière,

Il y a lieu d'indiquer :

Que la COMMUNE de JAUNAY-MARIGNY, siège 72 ter Grand Rue 86130 JAUNAY-CLAN, créée le 01/01/2017, est immatriculée au SIREN sous le numéro 200 063 493,

Que conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral ci-reproduit et au vu des articles L. 2113-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, l'ensemble des biens, droits et obligations des communes de JAUNAY-CLAN et MARIGNY-BRIZAY est transféré à la commune nouvelle de JAUNAY-MARIGNY,

Qu'il résulte de ce qui précède que la COMMUNE nouvelle de JAUNAY-MARIGNY regroupe à compter du 01/01/2017 les deux communes et EPCI suivantes :

- la commune de JAUNAY-CLAN

SIREN 218 601 151, siège 72 ter Grand Rue 86130 JAUNAY-CLAN

- la commune de MARIGNY-BRIZAY

SIREN 218 601 466, siège Place Élie Fournier, 86380 Marigny-Brizay

Que l'existence juridique de ces communes a cessé le 01/01/2017,

Qu'à compter de la même date, l'ensemble des biens, droits et obligations desdites communes a été transféré à la commune nouvelle qui est substituée de plein droit aux anciennes communes dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes,

Que l'ensemble des biens ci-dessous désignés est dévolu à la commune de JAUNAY-MARIGNY, SIREN 200 063 493,

DÉSIGNATION DES BIENS

biens détenus par la commune de MARIGNY-BRIZAY

les biens immobiliers suivants appartiennent à la commune de MARIGNY-BRIZAY, SIREN 218 601 466, pour la totalité en pleine propriété à l'exception de la parcelle cadastrée 146 B 1086 détenue par des droits indivis.

Sur la commune de JAUNAY-MARIGNY (ancien territoire de la commune de MARIGNY-BRIZAY) :

Préfixe	Section	Numéro	Contenance cadastrale	Adresse	date	effet relatif
146	**B**	**188**	0ha19a65ca	beauvois	28/06/1979	Vol 7223 n°22
146	**B**	**274**	0ha67a70ca	les rappines	03/11/1982	Vol 8465 n°13
146	**B**	**275**	0ha01a10ca	les rappines	04/08/2003	2003 P 7476
146	**B**	**318**	0ha20a35ca	le bourg marigny brizay	Avant 1956	
146	**B**	**332**	0ha04a05ca	le bourg marigny brizay	Avant 1956	

146	**B**	**333**	0ha07a10ca	8 rue auguste poulin	Avant 1956	
146	**B**	**334**	0ha04a90ca	le bourg marigny brizay	Avant 1956	
146	**B**	**348**	0ha12a30ca	le bourg marigny brizay	Avant 1956	
146	**B**	**349**	0ha11a30ca	5000 pl elie fournier	Avant 1956	
146	**B**	**350**	0ha03a45ca	5022 pl elie fournier	Avant 1956	
146	**B**	**351**	0ha04a40ca	le bourg marigny brizay	Avant 1956	
146	**B**	**707**	0ha13a54ca	le bourg marigny brizay	Avant 1956	
146	**B**	**754**	0ha06a26ca	beauvois	15/02/1967	Vol 3837 n°25
146	**B**	**755**	0ha16a69ca	beauvois	17/12/1999	1999 P 11811
146	**B**	**756**	0ha06a29ca	le bourg marigny brizay	15/02/1967	Vol 3837 n°26
146	**B**	**942**	0ha20a07ca	le bourg marigny brizay	13/03/1987	Vol 9778 n°20
146	**B**	**953**	0ha02a76ca	les rappines	19/10/1988	Vol 10242 n°24
146	**B**	**955**	0ha01a04ca	les rappines	19/10/1988	Vol 10242 n°24
146	**B**	**957**	0ha04a68ca	les rappines	19/10/1988	Vol 10242 n°24
146	**B**	**969**	0ha00a31ca	les rappines	27/01/1992	1992 P 872
146	**B**	**970**	0ha00a70ca	les rappines	27/01/1992	1992 P 872
146	**B**	**990**	0ha21a68ca	le bourg marigny brizay	25/01/1991	1991 P 848
146	**B**	**1038**	0ha27a65ca	le bourg marigny brizay	25/01/1991	1991 P 848
146	**B**	**1063**	0ha04a98ca	le bourg marigny brizay	17/12/1999	1999 P 11812
146	**B**	**1064**	0ha05a01ca	le bourg marigny brizay	17/12/1999	1999 P 11811
146	**B**	**1069**	0ha06a69ca	l ecu	14/06/1999	1999 P 5555
					16/02/2000	2000 P 1422
146	**B**	**1070**	0ha00a38ca	bois de l epine	08/11/1999	1999 P 10386
146	**B**	**1086**	0ha01a45ca	l ecu	27/12/2002	2002 P 12676
146	**B**	**1087**	0ha01a76ca	l ecu	14/06/1999	1999 P 5555
					16/02/2000	2000 P 1422
146	**B**	**1104**	0ha09a48ca	le bourg marigny brizay	Avant 1956	
146	**B**	**1105**	0ha00a66ca	le bourg marigny brizay	Avant 1956	
146	**B**	**1158**	4ha90a19ca	les fonds gautiers	02/04/2008	2008 P 3522
146	**B**	**1159**	0ha03a80ca	le bourg marigny brizay	02/04/2008	2008 P 3522
146	**B**	**1162**	0ha10a97ca	5023 rue de brizay	25/03/2014	2014 P 3021
146	**B**	**1164**	0ha13a87ca	5023 rue de brizay	25/03/2014	2014 P 3021
146	**B**	**1169**	0ha00a20ca	5023 rue de brizay	25/03/2014	2014 P 3021

146	**B**	**1170**	0ha06a16ca	5023 rue de brizay	25/03/2014	2014 P 3021
146	**B**	**1204**	0ha02a63ca	les bornais	25/03/2014	2014 P 3021
146	**B**	**1243**	0ha76a47ca	5023 rue de brizay	25/03/2014	2014 P 3021
146	**B**	**1295**	0ha07a17ca	1 rue rodolphe salis	09/12/2013	2013 P 11835
146	**B**	**1296**	0ha14a74ca	1 rue rodolphe salis	09/12/2013	2013 P 11835
146	**B**	**1325**	0ha00a21ca	le bourg marigny brizay	Avant 1956	
146	**B**	**1326**	0ha11a14ca	le bourg marigny brizay	Avant 1956	
146	**B**	**1327**	0ha00a67ca	le bourg marigny brizay	Avant 1956	
146	**B**	**1328**	0ha01a69ca	le bourg marigny brizay	Avant 1956	
146	**B**	**1329**	0ha00a27ca	le bourg marigny brizay	Avant 1956	
146	**B**	**1330**	0ha18a74ca	le bourg marigny brizay	Avant 1956	
146	**B**	**1331**	0ha00a46ca	le bourg marigny brizay	Avant 1956	
146	**B**	**1332**	0ha03a34ca	le bourg marigny brizay	Avant 1956	
146	**B**	**1333**	0ha00a04ca	le bourg marigny brizay	Avant 1956	
146	**B**	**1334**	0ha00a01ca	le bourg marigny brizay	Avant 1956	
146	**B**	**1335**	0ha00a06ca	le bourg marigny brizay	Avant 1956	
146	**B**	**1336**	0ha00a08ca	le bourg marigny brizay	Avant 1956	
146	**C**	**329**	0ha03a74ca	le chatellet	27/11/2003	2003 P 11504
146	**C**	**331**	0ha00a95ca	le chatellet	27/11/2003	2003 P 11504
146	**C**	**333**	0ha00a68ca	le chatellet	27/11/2003	2003 P 11504
146	**C**	**334**	0ha01a26ca	le chatellet	27/11/2003	2003 P 11504
146	**E**	**55**	0ha05a15ca	chenagon	Avant 1956	
146	**F**	**433**	0ha38a00ca	piece de la liere	08/06/1979	Vol 7196 n°7
146	**F**	**434**	0ha15a19ca	piece de la liere	25/01/1991	1991 P 848
146	**F**	**436**	0ha35a05ca	piece de la liere	25/01/1991	1991 P 848
146	**F**	**437**	0ha12a90ca	piece de la liere	09/06/2000	2000 P 5002
146	**F**	**438**	0ha26a90ca	piece de la liere	09/06/2000	2000 P 5002
146	**F**	**439**	0ha76a90ca	piece de la liere	09/06/2000	2000 P 5002
146	**F**	**440**	0ha53a45ca	les pres marigny brizay	09/06/2000	2000 P 5002
146	**F**	**441**	0ha54a90ca	les pres marigny brizay	09/06/2000	2000 P 5002
146	**F**	**444**	0ha42a80ca	les pres marigny brizay	09/06/2000	2000 P 5002

146	**F**	**445**	0ha34a40ca	les pres marigny brizay	09/06/2000	2000 P 5002
146	**F**	**822**	0ha48a65ca	les pres marigny brizay	14/01/2004	2004 P 426
146	**F**	**829**	0ha31a54ca	clouachard	21/11/1986	Vol 9693 n°20
146	**F**	**851**	0ha15a19ca	piece de la liere	01/02/1991	1991 P 1071
146	**F**	**852**	0ha15a18ca	piece de la liere	01/02/1991	1991 P 1071
146	**F**	**853**	0ha15a19ca	piece de la liere	01/02/1991	1991 P 1071
146	**F**	**854**	0ha57a20ca	piece de la liere	01/02/1991	1991 P 1071
146	**F**	**855**	0ha19a15ca	piece de la liere	01/02/1991	1991 P 1071
146	**F**	**856**	0ha23a40ca	piece de la liere	01/02/1991	1991 P 1071
146	**F**	**857**	0ha21a60ca	piece de la liere	01/02/1991	1991 P 1071
146	**F**	**871**	0ha14a87ca	clouachard	21/11/1986	Vol 9693 n°20
146	**F**	**880**	0ha50a82ca	piece de la liere	08/06/1979	Vol 7196 n°7
146	**F**	**881**	0ha35a70ca	piece de la liere	08/06/1979	Vol 7196 n°8
146	**F**	**1014**	0ha02a38ca	clouachard	21/11/1986	Vol 9693 n°20
146	**F**	**1016**	0ha07a89ca	clouachard	21/11/1986	Vol 9693 n°20
146	**F**	**1020**	0ha06a22ca	clouachard	21/11/1986	Vol 9693 n°20
146	**F**	**1023**	0ha00a04ca	clouachard	21/11/1986	Vol 9693 n°20
146	**F**	**1042**	0ha00a45ca	le grand bois	21/11/1986	Vol 9693 n°20
146	**F**	**1191**	0ha12a78ca	piece de la liere	08/06/1979	Vol 7196 n°8
146	**F**	**1223**	1ha33a69ca	clouachard	21/05/1984	Vol 8972 n°30
146	**F**	**1248**	0ha48a67ca	les pres marigny brizay	14/01/2004	2004 P 426
146	**G**	**6**	0ha00a80ca	saint leger	25/05/2000	2000 P 4573
146	**G**	**48**	0ha07a20ca	saint leger	29/11/1963	Vol 3396 n°36
146	**G**	**284**	0ha10a05ca	saint leger	Avant 1956	
146	**G**	**285**	0ha05a88ca	saint leger	25/05/2000	2000 P 4573
146	**G**	**307**	0ha02a36ca	saint leger	25/05/2000	2000 P 4573
146	**G**	**308**	0ha05a72ca	saint leger	25/05/2000	2000 P 4573
146	**G**	**309**	0ha08a25ca	les marais	05/04/2013	2013 P 3502
146	**G**	**362**	0ha00a32ca	le renferme	23/01/2006	2006 P 916
146	**G**	**378**	0ha05a57ca	le renferme	02/05/1985	Vol 9259 n°4025
146	**G**	**399**	0ha01a33ca	la valette	20/08/2015	2015 P 7851
146	**G**	**403**	0ha03a29ca	la valette	20/08/2015	2015 P 7851
146	**G**	**408**	0ha01a00ca	la valette	20/08/2015	2015 P 7851
146	**G**	**425**	0ha45a98ca	la valette	10/11/1994	1994 P 9535
146	**G**	**438**	0ha02a45ca	la valette	20/08/2015	2015 P 7851
146	**G**	**440**	0ha00a50ca	8 rue jean moulin	20/08/2015	2015 P 7851
146	**G**	**449**	0ha00a99ca	la valette	20/08/2015	2015 P 7851
146	**G**	**455**	0ha00a84ca	la valette	20/08/2015	2015 P 7851
146	**G**	**468**	0ha00a67ca	7 rue jean zay	20/08/2015	2015 P 7851
146	**H**	**715**	0ha00a53ca	yvernay	21/03/2003	2003 P 2941
146	**ZC**	**15**	0ha04a20ca	les rivaux de bretigny	17/12/2003	2003 P 12427

146	**ZC**	**26**	0ha33a40ca	les rivaux de bretigny	17/12/2003	2003 P 12427
146	**ZC**	**31**	0ha30a90ca	les rivaux de bretigny	17/12/2003	2003 P 12427
146	**ZC**	**72**	0ha22a70ca	bas du tire bouc	17/12/2003	2003 P 12427
146	**ZC**	**78**	0ha04a30ca	les rivaux de bretigny	17/12/2003	2003 P 12427
146	**ZC**	**79**	0ha02a80ca	bas du tire bouc	17/12/2003	2003 P 12427
146	**ZC**	**80**	0ha03a00ca	les rivaux de bretigny	17/12/2003	2003 P 12427
146	**ZC**	**81**	0ha03a40ca	les rivaux de bretigny	17/12/2003	2003 P 12427
146	**ZD**	**11**	0ha27a80ca	basse taille	17/12/2003	2003 P 12427
146	**ZD**	**12**	0ha20a10ca	basse taille	17/12/2003	2003 P 12427
146	**ZD**	**18**	0ha12a20ca	les essarts	17/12/2003	2003 P 12427
146	**ZD**	**19**	0ha15a60ca	les essarts	17/12/2003	2003 P 12427
146	**ZD**	**71**	0ha26a50ca	les chaisis	17/12/2003	2003 P 12427
146	**ZD**	**72**	0ha03a60ca	basse taille	17/12/2003	2003 P 12427
146	**ZE**	**10**	0ha06a10ca	langoutin	17/12/2003	2003 P 12427
146	**ZE**	**17**	0ha02a90ca	langoutin	17/12/2003	2003 P 12427
146	**ZE**	**24**	0ha05a70ca	les fiefs	17/12/2003	2003 P 12427
146	**ZE**	**25**	0ha09a30ca	le bouchet	17/12/2003	2003 P 12427
146	**ZE**	**47**	0ha22a30ca	la petite taille	17/12/2003	2003 P 12427
146	**ZE**	**64**	0ha07a90ca	les fiefs	17/12/2003	2003 P 12427
146	**ZE**	**65**	0ha03a00ca	le bouchet	17/12/2003	2003 P 12427
146	**ZE**	**84**	0ha00a33ca	l ormeau	23/01/2006	2006 P 916
146	**ZE**	**184**	0ha00a76ca	le chillot	27/12/2002	2002 P 12649
146	**ZH**	**5**	0ha15a90ca	la liere	17/12/2003	2003 P 12427
146	**ZH**	**11**	0ha16a30ca	la liere	17/12/2003	2003 P 12427
146	**ZH**	**27**	0ha36a30ca	le renferme	17/12/2003	2003 P 12427
146	**ZH**	**40**	0ha19a60ca	le poire	17/12/2003	2003 P 12427
146	**ZH**	**53**	0ha05a40ca	les perrinches	17/12/2003	2003 P 12427
146	**ZH**	**75**	0ha25a10ca	la plaine du panier	17/12/2003	2003 P 12427
146	**ZH**	**119**	0ha03a90ca	le renferme	17/12/2003	2003 P 12427
146	**ZH**	**120**	0ha05a20ca	le poire	17/12/2003	2003 P 12427
146	**ZH**	**143**	0ha00a11ca	la liere	17/12/2003	2003 P 12427
146	**ZH**	**144**	0ha04a29ca	la liere	17/12/2003	2003 P 12427

biens détenus par la commune de JAUNAY-CLAN

les biens immobiliers suivants appartiennent à la commune de JAUNAY-CLAN, SIREN 218 601 151, pour la totalité en pleine propriété à l'exception de :

BO 191 et BO 192, détenues pour 1/2 indivis
BO 258 et BP 388, détenues par des droits indivis
BZ 263 et BZ 264, détenues par un usufruit temporaire

Sur la commune de JAUNAY-MARIGNY (ancien territoire de la commune de JAUNAY-CLAN) :

Préfixe	Section	Numéro	Contenance cadastrale	Adresse	date	effet relatif
	AD	125	0ha08a50ca	marais dyvernay	21/03/2008	2008 P 3183
	AD	126	0ha54a73ca	marais dyvernay	21/03/2008	2008 P 3183
	AD	127	0ha12a98ca	marais dyvernay	21/03/2008	2008 P 3183
	AD	128	0ha11a25ca	marais dyvernay	21/03/2008	2008 P 3183
	AD	129	0ha09a61ca	marais dyvernay	21/03/2008	2008 P 3183
	AD	133	1ha89a10ca	marais dyvernay	21/03/2008	2008 P 3183
	AD	136	0ha23a01ca	marais dyvernay	21/03/2008	2008 P 3183
	AD	137	0ha19a49ca	marais dyvernay	21/03/2008	2008 P 3183
	AD	138	0ha18a91ca	marais dyvernay	21/03/2008	2008 P 3183
	AD	139	0ha16a71ca	marais dyvernay	21/03/2008	2008 P 3183
	AD	140	0ha14a15ca	marais dyvernay	21/03/2008	2008 P 3183
	AD	355	0ha84a65ca	marais dyvernay	21/03/2008	2008 P 3183
	AD	356	0ha16a06ca	marais dyvernay	21/03/2008	2008 P 3183
	AD	357	0ha06a22ca	marais dyvernay	21/03/2008	2008 P 3183
	AD	359	0ha20a55ca	marais dyvernay	21/03/2008	2008 P 3183
	AD	597	0ha51a59ca	marais dyvernay	21/03/2008	2008 P 3183
	AH	175	0ha00a13ca	les marais de parigny	06/10/2006	2006P10792
	AH	177	0ha00a24ca	les marais de parigny	06/10/2006	2006P10792
	AH	179	0ha00a65ca	les marais de parigny	06/10/2006	2006P10792
	AH	181	0ha00a28ca	les marais de parigny	06/10/2006	2006P10792
	AH	183	0ha00a38ca	les marais de parigny	06/10/2006	2006P10968
	AH	185	0ha00a61ca	les marais de parigny	06/10/2006	2006P10970
	AH	187	0ha00a52ca	les marais de parigny	06/10/2006	2006P10970
	AK	259	0ha03a39ca	beau chapeau	Avant 1956	
	AK	260	0ha00a17ca	beau chapeau	Avant 1956	
	AL	166	0ha14a62ca	les pres	14/11/2012	2012P12053
	AL	167	0ha13a38ca	les pres	12/08/2010	2010 P 7024
	AL	168	0ha15a32ca	les pres	12/08/2010	2010 P 7024
	AL	173	0ha25a93ca	les pres	25/02/2009	2009 P 1661
	AL	174	0ha30a50ca	les pres	25/02/2009	2009 P 1661
	AL	175	0ha21a60ca	les pres	25/02/2009	2009 P 1661

	AL	**176**	0ha24a10ca	les pres	25/02/2009	2009 P 1661
	AL	**177**	0ha15a31ca	les pres	25/02/2009	2009 P 1661
	AL	**178**	0ha03a39ca	les pres	25/02/2009	2009 P 1661
	AL	**186**	1ha53a50ca	les pres	25/02/2009	2009 P 1661
	AL	**187**	1ha09a40ca	les pres	25/02/2009	2009 P 1661
	AL	**188**	1ha50a90ca	les pres	25/02/2009	2009 P 1661
	AL	**189**	0ha13a69ca	les pres	25/02/2009	2009 P 1661
	AL	**191**	0ha31a48ca	les pres	25/02/2009	2009 P 1661
	AL	**192**	0ha04a25ca	les pres	25/02/2009	2009 P 1661
	AL	**193**	0ha24a20ca	les pres	25/02/2009	2009 P 1661
	AM	**74**	0ha62a60ca	les pres communaux	25/02/2009	2009 P 1661
	AM	**75**	1ha28a60ca	les pres communaux	25/02/2009	2009 P 1661
	AM	**84**	0ha09a05ca	les pres communaux	25/02/2009	2009 P 1661
	AM	**85**	2ha19a05ca	les pres communaux	25/02/2009	2009 P 1661
	AM	**86**	0ha43a30ca	les pres communaux	25/02/2009	2009 P 1661
	AM	**87**	0ha08a12ca	les pres communaux	25/02/2009	2009 P 1661
	AM	**88**	0ha16a51ca	les pres communaux	25/02/2009	2009 P 1661
	AM	**89**	0ha06a64ca	les pres communaux	25/02/2009	2009 P 1661
	AM	**91**	0ha13a51ca	les pres communaux	25/02/2009	2009 P 1661
	AM	**114**	0ha21a30ca	les pres leveille	22/04/2014	2014 P 3905
	AM	**137**	0ha03a37ca	les pres leveille	22/10/2011	2011 P 11113
	AM	**138**	0ha03a30ca	les pres leveille	22/10/2011	2011 P 11113
	AM	**238**	2ha00a00ca	les pres communaux	25/02/2009	2009 P 1661
	AM	**239**	0ha18a30ca	les pres leveille	03/12/2007	2007P12367
	AM	**302**	0ha05a91ca	les pres communaux	25/02/2009	2009 P 1661
	AM	**397**	0ha82a92ca	les pres communaux	12/09/2007	2007 P 9232
	AY	**349**	0ha00a70ca	croix du tiers sud	19/01/2005	2005 P 629
	AY	**372**	0ha00a13ca	croix du tiers sud	19/01/2005	2005 P 620
	AY	**374**	0ha01a56ca	croix du tiers sud	19/01/2005	2005 P 620
	AY	**376**	0ha01a12ca	croix du tiers sud	19/01/2005	2005 P 620
	AY	**384**	0ha05a51ca	croix du tiers sud	19/01/2005	2005 P 634
	AY	**386**	0ha00a39ca	croix du tiers sud	19/01/2005	2005 P 634
	AY	**388**	0ha00a54ca	croix du tiers sud	19/01/2005	2005 P 634
	AY	**390**	0ha02a20ca	croix du tiers sud	19/01/2005	2005 P 634
	BC	**393**	0ha00a67ca	norigny	19/01/2005	2005 P 657
	BC	**395**	0ha00a56ca	norigny	19/01/2005	2005 P 657
	BC	**399**	0ha01a01ca	les grandes vignes nord	19/01/2005	2005P653
	BC	**413**	0ha01a05ca	norigny	19/01/2005	2005 P 651
	BE	**177**	2ha09a95ca	brin	02/03/2007	2007 P 2355
	BE	**178**	0ha04a00ca	brin	02/03/2007	2007 P 2355
	BE	**179**	0ha06a42ca	brin	02/03/2007	2007 P 2355
	BE	**180**	0ha41a50ca	brin	02/03/2007	2007 P 2355
	BE	**182**	1ha61a70ca	brin	02/03/2007	2007 P 2355

	BE	**226**	0ha06a71ca	piece de brin	02/03/2007	2007 P 2355
	BE	**227**	0ha09a10ca	piece de brin	02/03/2007	2007 P 2355
	BL	**14**	4ha15a41ca	dessous la payre	10/07/2014	2014 P 6425
	BL	**29**	0ha00a16ca	le trait	15/12/2011	2011P 3209
	BL	**30**	0ha00a25ca	le trait	15/12/2011	2011P13209
	BM	**230**	0ha00a84ca	la payre	15/12/2006	2006 P13623
	BM	**242**	0ha00a18ca	la payre	06/10/2006	2006P10988
	BM	**244**	0ha00a96ca	28 rue de la haute payre	06/10/2006	2006P10988
	BN	**77**	0ha16a81ca	che des abordages	07/01/2005	2005 P 275
	BN	**78**	0ha02a41ca	che des abordages	07/01/2005	2005 P 275
	BN	**79**	0ha00a80ca	che des abordages	07/01/2005	2005 P 275
	BN	**81**	0ha00a48ca	che des abordages	12/06/2014	2014 P 5490
	BN	**82**	0ha00a48ca	che des abordages	11/12/2013	2013P11956
	BN	**83**	0ha01a07ca	che des abordages	22/04/2014	2014P3917
	BN	**84**	0ha01a33ca	che des abordages	12/06/2014	2014P5491
	BN	**85**	0ha02a37ca	che des abordages	11/07/2013	2013P6665
	BN	**86**	0ha01a24ca	che des abordages	07/05/2013	2013P4521
	BN	**87**	0ha01a37ca	che des abordages	25/02/2013	2013P2177
	BN	**88**	0ha01a54ca	che des abordages	25/02/2013	2013P2177
	BN	**89**	0ha01a55ca	che des abordages	10/11/2010	2010P10074
	BN	**90**	0ha01a76ca	che des abordages	10/11/2010	2010P10074
	BN	**91**	0ha01a92ca	che des abordages	25/02/2013	2013P2159
	BN	**92**	0ha02a12ca	che des abordages	25/02/2013	2013P2159
	BO	**106**	0ha02a11ca	10 rue du moulin	23/02/2015	2015P2223
	BO	**140**	0ha02a16ca	rue des vinaigriers	26/10/2007	2007P10943
	BO	**165**	0ha00a09ca	3 rue des vinaigriers	07/05/2008	2008P4763
	BO	**191**	0ha00a21ca	che de l abreuvoir	23/01/2009	2009P668
	BO	**192**	0ha01a52ca	che de l abreuvoir	23/01/2009	2009P668
	BO	**200**	0ha36a42ca	28 av de bordeaux	23/01/2009	2009P668
	BO	**210**	0ha42a41ca	clan	14/04/2006	2006P4344
	BO	**212**	0ha10a54ca	che des abordages	29/03/2013	2013P3307
	BO	**224**	0ha03a47ca	che des abordages	25/02/2013	2013P2162
	BO	**225**	0ha03a76ca	che des abordages	25/02/2013	2013P2160
	BO	**258**			23/02/2015	2015P2223
	BO	**332**	0ha01a19ca	rue de plaisance	16/09/2010	2010P8007
	BO	**336**	0ha00a81ca	69 gr grand rue	16/09/2010	2010P8007
	BO	**337**	0ha14a02ca	69 gr grand rue	16/09/2010	2010P8007
	BO	**343**	0ha05a35ca	69 gr grand rue	16/09/2010	2010P8007
	BO	**344**	0ha06a53ca	rue de plaisance	16/09/2010	2010P8007
	BO	**345**	0ha00a92ca	rue de plaisance	16/09/2010	2010P8007
	BO	**346**	0ha06a33ca	rue de plaisance	16/09/2010	2010P8007
	BO	**347**	0ha00a91ca	rue de plaisance	16/09/2010	2010P8007
	BO	**352**	0ha03a41ca	sous clan	13/07/2007	2007P7195

	BO	**353**	0ha13a42ca	sous clan	13/07/2007	2007P7195
	BO	**356**	0ha01a43ca	rue de plaisance	16/09/2010	2010P8007
	BO	**357**	0ha01a64ca	rue de plaisance	16/09/2010	2010P8007
	BO	**382**	0ha04a33ca	8 rue du moulin	23/02/2007	2007P2139
	BO	**385**	0ha08a22ca	gr grand rue	13/07/2007	2007P7195
	BO	**387**	0ha20a94ca	sous clan	13/07/2007	2007P7195
	BO	**397**	0ha00a86ca	che des abordages	21/10/2013	2013P9943
	BO	**398**	0ha00a26ca	che des abordages	14/11/2013	2013P10798
	BO	**400**	0ha00a19ca	che des abordages	18/10/2013	2013P9870
	BO	**402**	0ha00a18ca	che des abordages	31/10/2013	2013P10345
	BO	**405**	0ha00a17ca	che des abordages	18/10/2013	2013P9873
	BO	**407**	0ha00a07ca	9001 che des abordages	11/10/2013	2013P9622
	BO	**413**	0ha00a25ca	che des abordages	21/03/2014	2014P2942
	BP	**133**	0ha03a37ca	imp des thermes	25/06/2010	2010P5505
	BP	**139**	0ha20a54ca	13 imp des thermes	24/02/2012	2012P2674
	BP	**240**	0ha01a71ca	60 gr grand rue	23/01/2009	2009P663
	BP	**242**	0ha01a44ca	58 gr grand rue	10/06/2009	2009P4601
	BP	**243**	0ha01a43ca	56b gr grand rue	09/02/2006	2006P1620
	BP	**246**	0ha00a23ca	1 rue de poitiers	09/02/2006	2006P1620
	BP	**273**	0ha61a84ca	le bourg	31/10/2007	2007P11135
	BP	**313**	0ha01a19ca	64 grand'rue	18/10/2002	2002P10106
	BP	**351**	0ha00a83ca	62 grand'rue	27/11/2002	2002P11542
	BP	**352**	0ha01a08ca	62 grand'rue	27/11/2002	2002P11542
	BP	**353**	0ha11a26ca	62 grand'rue	27/11/2002	2002P11542
	BP	**374**	0ha01a71ca	rue de la grand mare	27/07/2006	2006P8386
	BP	**376**	0ha01a77ca	9001 rue etienne moreau	27/07/2006	2006P8386
	BP	**388**	0ha00a16ca	26 gr grand rue	10/06/2009	2009P4603
	BP	**392**	0ha03a86ca	11 rue du chateau	11/02/2011	2011P1779
	BP	**394**	0ha07a00ca	68b gr grand rue	22/02/2011	2011P2308
	BP	**420**	0ha00a44ca	rue etienne moreau	28/12/2015	2015P12039
	BR	**16**	0ha01a68ca	rue de poitiers	22/03/2005	2005P3153
	BR	**115**	0ha11a47ca	16 rue rabelais	19/10/2007	2007P10599
	BR	**260**	0ha02a14ca	rue de l aree	22/03/2005	2005P3153
	BR	**265**	0ha05a11ca	28 rue de poitiers	07/05/2013	2013P4507
	BS	**142**	0ha01a91ca	sous la payre	02/03/2007	2007P2392
	BS	**158**	0ha02a58ca	la payre	01/12/2014	2014P10390
	BS	**165**	0ha00a42ca	la payre	01/12/2014	2014P10389
					01/12/2014	2014P10390
	BS	**169**	0ha02a81ca	la payre	01/12/2014	2014P10390
	BT	**88**	1ha04a16ca	9135f rue evariste gallois	04/07/2008	2008P6693

	BT	130	0ha33a70ca	chalembert	05/06/1989 05/06/1989 05/06/1989 10/09/1990	Vol.10437 n°30 Vol.10438 n°2 Vol.10438 n°8 1990P7646
	BT	134	0ha00a53ca	chalembert	23/06/2006	2006P6989
	BT	135	0ha00a15ca	chalembert	23/06/2006	2006P6989
	BT	156	0ha01a13ca	sous la payre	06/07/2012	2012P7528
	BT	157	0ha01a03ca	sous la payre	06/07/2012	2012P7528
	BT	159	0ha01a32ca	sous la payre	06/07/2012	2012P7528
	BV	104	0ha03a03ca	le bourg	24/11/2006	2006P12887
	BV	146	0ha07a41ca	12 rue de l ormeau	16/09/2005	2005P9942
	BV	147	0ha09a42ca	le bourg	16/09/2005	2005P9942
	BV	211	0ha01a11ca	le bourg	09/02/2007	2007P1562
	BV	214	0ha01a23ca	le bourg	09/02/2007	2007P1562
	BV	349	0ha00a10ca	rue de brin	01/06/2007	2007P5549
	BV	355	0ha00a19ca	14 rue de l ormeau	25/02/2009	2009P1667
	BV	358	0ha02a21ca	le bourg	20/04/2011	2011P4662
	BV	360	0ha00a35ca	10 rue de chalembert	20/04/2012	2012P4902
	BW	75	0ha04a51ca	la croix girard	23/02/2007	2007P2136
	BY	102	1ha20a11ca	chandollan	18/10/2005	2005P11284
	BY	103	0ha38a52ca	chandollan	16/09/2010	2010P8007
	BY	177	0ha10a62ca	bourg calin	11/10/2007	2007P10374
	BY	179	0ha11a22ca	28 rue de parigny	11/10/2007	2007P10374
	BY	200	0ha06a03ca	bourg calin	04/05/2007	2007P4530
	BY	201	0ha00a76ca	bourg calin	04/05/2007	2007P4530
	BY	204	0ha07a50ca	bourg calin	16/09/2010	2010P8007
	BY	205	0ha02a05ca	bourg calin	16/09/2010	2010P8007
	BY	207	0ha00a22ca	bourg calin	16/09/2010	2010P8007
	BY	208	0ha04a54ca	bourg calin	16/09/2010	2010P8007
	BY	211	0ha02a14ca	bourg calin	16/09/2010	2010P8007
	BY	215	0ha02a05ca	bourg calin	16/09/2010	2010P8007
	BY	218	0ha01a47ca	bourg calin	04/05/2007	2007P4530
	BY	219	0ha00a83ca	bourg calin	04/05/2007	2007P4530
	BY	237	0ha05a19ca	bourg calin	04/05/2007	2007P4530
	BY	238	0ha08a88ca	bourg calin	04/05/2007	2007P4530
	BY	240	0ha07a81ca	bourg calin	04/05/2007	2007P4530
	BY	241	0ha07a93ca	bourg calin	04/05/2007	2007P4530
	BY	242	0ha05a97ca	bourg calin	04/05/2007	2007P4530
	BY	243	0ha07a82ca	bourg calin	04/05/2007	2007P4530
	BY	245	0ha00a38ca	bourg calin	16/09/2010	2010P8007
	BY	246	0ha09a08ca	bourg calin	16/09/2010	2010P8007

	BY	**247**	0ha02a37ca	bourg calin	16/09/2010	2010P8007
	BY	**249**	0ha04a58ca	bourg calin	16/09/2010	2010P8007
	BY	**250**	0ha07a34ca	bourg calin	16/09/2010	2010P8007
	BY	**251**	0ha02a86ca	bourg calin	16/09/2010	2010P8007
	BY	**253**	0ha05a88ca	bourg calin	16/09/2010	2010P8007
	BY	**255**	0ha00a23ca	bourg calin	04/05/2007	2007P4530
	BY	**257**	0ha01a32ca	bourg calin	04/05/2007	2007P4530
	BY	**258**	0ha08a33ca	bourg calin	04/05/2007	2007P4530
	BY	**261**	0ha01a15ca	bourg calin	23/06/2006	2006P6992
	BY	**262**	0ha84a37ca	bourg calin	23/06/2006	2006P6992
	BY	**263**	0ha02a40ca	bourg calin	16/09/2010	2010P8007
	BY	**265**	0ha06a55ca	bourg calin	04/05/2007	2007P4530
	BY	**266**	0ha05a71ca	bourg calin	04/05/2007	2007P4530
	BY	**267**	0ha04a91ca	15 rue daniel raveau	16/09/2010	2010P8007
	BY	**268**	0ha02a44ca	15b ru daniel raveau	16/09/2010	2010P8007
	BY	**269**	0ha15a08ca	bourg calin	16/09/2010	2010P8007
	BY	**270**	0ha04a60ca	6b rue daniel raveau	16/09/2010	2010P8007
	BY	**271**	0ha04a72ca	6 rue daniel raveau	16/09/2010	2010P8007
	BY	**272**	0ha12a48ca	bourg calin	16/09/2010	2010P8007
	BY	**273**	0ha09a04ca	bourg calin	16/09/2010	2010P8007
	BY	**274**	0ha00a11ca	bourg calin	16/09/2010	2010P8007
	BY	**275**	0ha08a90ca	bourg calin	16/09/2010	2010P8007
	BY	**276**	0ha02a49ca	15b rue daniel raveau	16/09/2010	2010P8007
	BY	**277**	0ha17a95ca	bourg calin	16/09/2010	2010P8007
	BZ	**8**	0ha02a60ca	sous clan	06/10/2006	2006P11010
	BZ	**39**	0ha08a16ca	sous clan	25/01/2008	2008P1041
	BZ	**88**	0ha06a43ca	gr grand rue	10/01/2014	2014P357
	BZ	**90**	0ha01a94ca	gr grand rue	26/11/2010	2010P10652
	BZ	**169**	0ha15a69ca	sous clan	18/10/2005 25/11/2005 10/03/2006	2005P11292 2005P12725 2006P2822
	BZ	**170**	0ha12a85ca	sous clan	06/10/2006	2006P11010
	BZ	**175**	0ha17a95ca	sous clan	02/03/2007	2007P2387
	BZ	**177**	0ha08a55ca	sous clan	04/05/2007	2007P4560
	BZ	**205**	0ha00a19ca	sous clan	06/07/2007	2007P6934
	BZ	**206**	0ha33a22ca	sous clan	25/01/2008	2008P1041
	BZ	**241**	0ha05a78ca	sous clan	27/05/2008	2008P5392
	BZ	**184**	0ha01a39ca	sous clan	17/06/2011	2011P6619
	BZ	**186**	0ha01a42ca	sous clan	17/06/2011	2011P6619
	BZ	**188**	0ha01a39ca	sous clan	17/06/2011	2011P6619
	BZ	**190**	0ha17a49ca	24 rue etienne moreau	18/10/2005 25/11/2005	2005P11292 2005P12725

	BZ	207	0ha00a08ca	24 rue etienne moreau	10/03/2006	2006P2822
					06/10/2006	2006P11005
					06/10/2006	2006P11010
					16/02/2007	2007P1843
					02/03/2007	2007P2387
	BZ	208	0ha00a23ca	24 rue etienne moreau	04/05/2007	2007P4560
					04/05/2007	2007P4563
					06/07/2007	2007P6934
	BZ	209	0ha00a16ca	24 rue etienne moreau	03/12/2007	2007P12368
					25/01/2008	2008P1041
					27/05/2008	2008P5392
	BZ	261	0ha00a70ca	24 rue etienne moreau	20/02/2014	2014P2012
	BZ	263	0ha03a74ca	7 rue auguste rodin	21/11/2014	2014P10131
	BZ	264	0ha03a74ca	6 rue auguste rodin	21/11/2014	2014P10131
	BZ	278	0ha01a95ca	vert coteau	Avant 1956	
	BZ	279	0ha00a63ca	vert coteau	Avant 1956	
	BZ	280	0ha04a32ca	vert coteau	Avant 1956	
	BZ	281	0ha01a05ca	vert coteau	Avant 1956	
	CA	1	0ha86a73ca	la viaube	29/06/2007	2007P6607
	CA	2	1ha01a11ca	la viaube	09/02/2006	2006P1615
	CA	3	0ha53a76ca	la viaube	04/05/2007	2007P4561
	CA	5	0ha43a70ca	la viaube	21/03/2006	2006P3253
	CA	6	0ha14a93ca	la viaube	16/09/2010	2010P8007
	CA	7	0ha23a86ca	la viaube	16/09/2010	2010P8007
	CA	9	1ha23a10ca	la viaube	21/03/2006	2006P3253
	CA	10	0ha36a63ca	la viaube	04/05/2007	2007P4530
	CA	11	0ha29a98ca	la viaube	21/03/2006	2006P3253
	CA	12	0ha43a14ca	la viaube sud	27/07/2006	2006P8396
	CA	13	0ha38a50ca	la viaube	21/03/2006	2006P3253
	CA	14	0ha34a04ca	la viaube	09/02/2006	2006P1613
	CA	17	0ha24a92ca	la viaube	20/07/2007	2007P7453
	CA	18	0ha06a59ca	la viaube	20/07/2007	2007P7453
	CA	19	0ha08a36ca	la viaube	20/07/2007	2007P7453
	CA	20	0ha38a50ca	la viaube	16/09/2010	2010P8007
	CA	33	0ha60a86ca	la viaube	28/02/2006	2006P2470
	CA	35	0ha40a05ca	la viaube	28/02/2006	2006P2470
	CA	72	0ha17a45ca	la viaube sud	28/02/2006	2006P2470
	CA	136	0ha34a99ca	la viaube	21/03/2006	2006P3253
	CA	138	0ha42a93ca	la viaube	02/03/2007	2007P2391
	CA	140	0ha21a67ca	la viaube	16/02/2007	2007P1843
	CA	157	0ha27a65ca	la viaube	05/10/1990	1990P8367

	CA	158	0ha20a17ca	la viaube	05/10/1990	1990P8367
	CA	159	0ha00a67ca	la viaube	05/10/1990	1990P8367
	CA	161	0ha00a53ca	la viaube	05/10/1990	1990P8367
	CA	162	0ha03a52ca	la viaube sud	28/02/2006	2006P2470
	CA	163	0ha00a34ca	la viaube sud	28/02/2006	2006P2470
	CA	164	0ha00a30ca	la viaube sud	28/02/2006	2006P2470
	CA	165	0ha03a06ca	la viaube sud	28/02/2006	2006P2470
	CA	166	0ha00a33ca	la viaube sud	28/02/2006	2006P2470
	CA	168	0ha00a35ca	la viaube	05/10/1990	1990P8367
	CA	169	0ha00a12ca	la viaube	05/10/1990	1990P8367
	CA	170	0ha21a62ca	la viaube	05/10/1990	1990P8367
	CA	172	0ha00a06ca	la viaube	05/10/1990	1990P8367
	CA	174	0ha03a76ca	la viaube sud	28/02/2006	2006P2470
	CA	175	0ha01a48ca	la viaube	05/10/1990	1990P8367
	CA	176	0ha22a43ca	la viaube	25/11/2005	2005P12725
	CA	177	0ha68a71ca	la viaube	25/11/2005	2005P12725
	CA	178	0ha02a53ca	vert coteau	Avant 1956	
	CA	179	0ha04a23ca	vert coteau	Avant 1956	
	CA	180	0ha00a01ca	vert coteau	Avant 1956	
	CA	181	0ha07a27ca	la viaube	04/05/2007	2007P4530
	CA	182	0ha56a55ca	la viaube	04/05/2007	2007P4530
	CA	183	0ha17a12ca	la viaube	06/10/2006	2006P11010
	CA	184	0ha00a21ca	la viaube	06/10/2006	2006P11010
	CA	185	0ha40a43ca	la viaube	06/10/2006	2006P11010
	CA	186	0ha00a03ca	rue de la viaube	Avant 1956	
	CB	3	0ha92a87ca	la viaube	10/03/2006	2006P2816
	CB	4	1ha99a47ca	la viaube	08/12/2005	2005P13267
	CB	5	0ha56a18ca	la viaube	18/10/2005	2005P11294
	CB	6	0ha38a22ca	la viaube	03/12/2007	2007P12370
	CB	7	0ha15a67ca	la viaube	25/09/2008	2008P9377
	CB	10	0ha44a54ca	la viaube	09/06/2006	2006P6405
	CB	11	0ha46a45ca	la viaube	20/07/2007	2007P7453
	CB	13	1ha04a65ca	la viaube	10/03/2006	2006P2817
	CB	14	1ha58a90ca	la viaube	06/07/2007	2007P6934
	CD	240	0ha15a06ca	parigny	14/04/2005	2005P4017
	CD	251	0ha00a58ca	beaufaumont	06/10/2006	2006P10970
	CI	112	0ha00a21ca	2 rue des terres rouges	13/05/2011	2011P5404
	CN	210	0ha22a69ca	la fiche	28/02/2006	2006P2471
	CN	216	0ha00a45ca	2 all de la cendriere	23/12/2004	2004P13433
	CN	220	0ha01a36ca	la fiche	28/02/2006	2006P2471
	CN	227	0ha00a52ca	la fiche	23/12/2004	2004P13433
	CN	259	0ha00a60ca	22 rue du moulin chaperon	28/02/2006	2006P2471

	CN	266	0ha00a22ca	2 rue de la nourasse	10/08/2007	2007P8282
	CN	269	0ha00a90ca	pl du chaumiot	16/03/2004	2004P2727
	YA	9	0ha71a14ca	fourret	31/10/2007	2007P11140
	YA	10	0ha65a84ca	fourret	13/07/2007	2007P7205
	YA	11	0ha87a43ca	fourret	13/07/2007	2007P7182
	YA	12	0ha85a66ca	fourret	13/07/2007	2007P7185
	YA	13	0ha26a95ca	fourret	16/11/2007	2007P11656
	YA	14	0ha08a12ca	fourret	13/07/2007	2007P7199
	YA	18	0ha04a42ca	fourret	12/05/2006	2006R1-4
	YA	20	0ha02a35ca	fourret	12/05/2006	2006R1-4
	YA	24	0ha21a22ca	fourret	12/05/2006	2006R1-4
	YA	52	1ha41a32ca	peublanc est	12/05/2006	2006R1-4
	YA	59	0ha24a97ca	peublanc	12/05/2006	2006R1-5
	YA	85	1ha07a23ca	peublanc	12/05/2006	2006R1-4
	YA	86	0ha17a52ca	fourret	06/10/2006	2006P10994
	YA	90	0ha33a56ca	fourret	06/04/2007	2007P3575
	YA	93	0ha91a02ca	fourret	06/10/2006	2006P10994
	YA	95	0ha75a37ca	fourret	12/05/2006	2006R1-4
	YA	97	0ha17a48ca	fourret	06/10/2006	2006P11000
	YA	98	0ha67a62ca	fourret	25/04/2008	2008P4400
	YA	106	0ha02a52ca	fourret	26/04/2013	2013P4219
	YA	108	0ha02a77ca	fourret	26/04/2013	2013P4220
	YB	1	0ha55a54ca	vignes de perasses	12/05/2006	2006R1-5
	YB	7	0ha56a06ca	vignes de perasses	12/05/2006	2006R1-5
	YB	10	0ha15a71ca	vignes de perasses	12/05/2006	2006R1-4
	YB	11	0ha09a70ca	vignes de perasses	12/05/2006	2006R1-5
	YB	12	0ha71a55ca	vignes de perasses	12/05/2006	2006R1-4
	YB	21	0ha09a69ca	pieces de parigny	12/05/2006	2006R1-5
	YB	23	0ha49a08ca	pieces de parigny	12/05/2006	2006R1-4
	YB	26	0ha09a18ca	pieces de parigny	12/05/2006	2006R1-4
	YB	27	0ha41a91ca	bois des baillarges	12/05/2006	2006R1-5
	YB	28	0ha42a35ca	bois des baillarges	12/05/2006	2006R1-5
	YB	37	0ha04a90ca	bois des baillarges	12/05/2006	2006R1-5
	YB	41	0ha27a42ca	bois des baillarges	12/05/2006	2006R1-4
	YB	42	1ha65a25ca	bois des baillarges	06/10/2006	2006P10998
	YB	43	0ha45a52ca	bois des baillarges	13/07/2007	2007P7189
	YB	44	0ha52a05ca	bois des baillarges	13/07/2007	2007P7182
	YC	12	0ha17a35ca	la diette	12/05/2006	2006R1-5
	YC	50	0ha06a84ca	la diette	12/05/2006	2006R1-4
	YC	58	0ha03a29ca	les vallees	12/05/2006	2006R1-4
	YC	75	0ha02a63ca	les vallees	12/05/2006	2006R1-5
	YC	76	0ha08a91ca	les vallees	12/05/2006	2006R1-5
	YD	3	0ha26a24ca	chemin de louneuil	12/05/2006	2006R1-5
	YD	14	0ha39a08ca	petit tillet	12/05/2006	2006R1-5

	YD	48	0ha36a66ca	monte a boucha	12/05/2006	2006R1-5
	YD	50	0ha23a28ca	monte a boucha	12/05/2006	2006R1-5
	YE	24	0ha17a00ca	hautes renardieres	12/05/2006	2006R1-4
	YE	26	0ha15a05ca	hautes renardieres	14/09/2011	2011P9531
	YE	28	0ha34a55ca	hautes renardieres	12/05/2006	2006R1-4
	YE	43	0ha16a23ca	les justices	12/05/2006	2006R1-4
	YE	50	0ha00a31ca	l ecluse	12/05/2006	2006R1-4
	YE	53	0ha01a88ca	l ecluse	12/05/2006	2006R1-4
	YE	54	0ha13a16ca	l ecluse	12/05/2006	2006R1-4
	YE	57	0ha04a31ca	l ecluse	12/05/2006	2006R1-4
	YE	60	0ha06a79ca	l ecluse	12/05/2006	2006R1-4
	YE	62	0ha00a59ca	fondevaude	12/05/2006	2006R1-4
	YE	63	0ha04a48ca	fondevaude	12/05/2006	2006R1-4
	YE	67	0ha07a40ca	fondevaude	12/05/2006	2006R1-4
	YE	69	0ha22a25ca	fondevaude	12/05/2006	2006R1-4
	YE	76	0ha09a54ca	fondevaude	12/05/2006	2006R1-4
	YH	8	0ha17a79ca	le bas des tranchees	12/05/2006	2006R1-4
	YH	20	0ha71a68ca	les masses	12/05/2006	2006R1-4
	YH	21	0ha09a25ca	les masses	12/05/2006	2006R1-4
	YH	23	0ha46a01ca	basses tonnelles	12/05/2006	2006R1-4
	YH	29	0ha27a53ca	basses tonnelles	12/05/2006	2006R1-4
	YH	30	0ha26a31ca	basses tonnelles	12/05/2006	2006R1-4
	YI	5	0ha12a08ca	bois de la roche	12/05/2006	2006R1-5
	YI	10	0ha18a49ca	bois de la roche	12/05/2006	2006R1-4
	YI	12	0ha04a19ca	bois de la roche	12/05/2006	2006R1-5
	YI	13	0ha00a95ca	bois de la roche	12/05/2006	2006R1-5
	YI	14	0ha35a00ca	bois de la roche	12/05/2006	2006R1-5
	YI	29	0ha15a24ca	la bonde	12/05/2006	2006R1-5
	YI	39	0ha23a33ca	bois de la roche	12/05/2006	2006R1-5
	YI	41	0ha33a10ca	les poitevines	12/05/2006	2006R1-5
	YI	55	0ha07a53ca	la bonde	12/05/2006	2006R1-5
	YI	61	0ha31a52ca	la bonde	12/05/2006	2006R1-5
	ZD	26	0ha25a27ca	chandollan	16/09/2010	2010P8007
	ZD	27	0ha23a44ca	chandollan	10/03/2006	2006P2816
	ZD	28	0ha62a33ca	chandollan	16/09/2010	2010P8007
	ZD	29	0ha11a00ca	chandollan	18/10/2005	2005P11304
	ZD	30	0ha22a42ca	chandollan	10/03/2006	2006P2816
	ZD	31	2ha64a12ca	chandollan	16/09/2010	2010P8007
	ZD	32	7ha30a38ca	chandollan	09/02/2006	2006P1619
	ZD	33	0ha63a44ca	chandollan	02/03/2007	2007P2388
	ZD	34	0ha57a47ca	chandollan	16/09/2010	2010P8007
	ZD	35	0ha79a17ca	chandollan	08/08/2005	2005P8464
	ZD	36	0ha43a76ca	chandollan	27/05/2008	2008P5392
	ZD	89	0ha13a12ca	chandollan	18/10/2005	2005P11304

	ZD	216	0ha19a31ca	chandollan	23/06/2006	2006P6981
	ZD	220	0ha84a72ca	chandollan	23/06/2006	2006P6981
	ZD	222	0ha33a23ca	fourret	04/05/2007	2007P4530
	ZD	229	1ha95a00ca	fourret	16/09/2010	2010P8007
	ZD	231	0ha90a00ca	chandollan	16/09/2010	2010P8007
	ZD	233	0ha03a23ca	fourret	04/05/2007	2007P4530
	ZD	234	0ha24a38ca	fourret	04/05/2007	2007P4530
	ZD	235	0ha10a35ca	fourret	04/05/2007	2007P4530
	ZD	236	0ha44a79ca	fourret	04/05/2007	2007P4530
	ZD	237	0ha05a37ca	fourret	04/05/2007	2007P4530
	ZD	238	0ha52a74ca	fourret	04/05/2007	2007P4530
	ZD	239	0ha13a36ca	fourret	01/12/2014	2014P10391
	ZN	189	0ha01a51ca	le pont du grand tillet	19/01/2005	2005P634
	ZN	191	0ha02a18ca	le pont du grand tillet	19/01/2005	2005P634
	ZN	193	0ha00a86ca	le pont du grand tillet	19/01/2005	2005P624
	ZN	195	0ha01a27ca	le pont du grand tillet	19/01/2005	2005P624
	ZN	197	0ha02a02ca	fief du panier	19/01/2005	2005P624
	ZN	199	0ha00a77ca	fief du panier	19/01/2005	2005P624
	ZO	107	0ha08a68ca	les bitardieres	15/12/2011	2011P13209
	ZO	133	0ha05a29ca	le chemin frais	15/12/2011	2011P13209
	ZO	175	0ha37a96ca	le chemin frais	15/12/2011	2011P13209
	ZP	58	0ha25a95ca	les courtieres	15/12/2011	2011P13209
	ZP	138	0ha00a51ca	la geolite	19/01/2005	2005P657
	ZP	144	0ha04a10ca	les courtieres	01/12/2005	2005P12976
	ZR	137	0ha00a54ca	la chapelle	03/12/2004	2004P12646
	ZR	138	0ha00a61ca	la chapelle	14/04/2005	2005P4015
	ZR	141	0ha02a72ca	la chapelle	03/12/2004	2004P12648
	ZR	149	0ha00a41ca	la chapelle	03/12/2004	2004P12648
	ZR	151	0ha00a66ca	la chapelle	14/04/2005	2005P4014
	ZS	78	0ha20a20ca	terres de la bonne	13/01/2014	2014P424
	ZS	99	0ha20a20ca	pieces de parigny	09/12/2013	2013P11843
	ZS	112	0ha11a80ca	pieces de parigny	05/12/2013	2013P11736
	ZS	113	0ha19a40ca	pieces de parigny	13/01/2014	2014P424
	ZS	209	0ha02a69ca	pieces de parigny	12/06/2014	2014P5474
	ZS	211	0ha21a39ca	pieces de parigny	12/06/2014	2014P5492
	ZS	212	0ha30a22ca	pieces de parigny	02/08/2013	2013P7585
	ZS	213	0ha12a48ca	pieces de parigny	02/08/2013	2013P7585
	ZS	215	0ha19a08ca	pieces de parigny	12/06/2014	2014P5480
	ZS	216	0ha67a02ca	terres de la bonne	13/01/2014	2014P424
	ZS	218	0ha15a70ca	terres de la bonne	20/02/2014	2014P1986
	ZS	220	0ha26a45ca	pieces de parigny	12/06/2014	2014P5496
	ZS	222	0ha16a67ca	pieces de parigny	09/12/2013	2013P11843
	ZS	223	0ha00a13ca	pieces de parigny	09/12/2013	2013P11843
	ZS	224	0ha02a79ca	pieces de parigny	Avant 1956	

	ZZ	**1**	0ha16a12ca	les cosses de parigny	07/05/2013	2013P4498
	ZZ	**2**	0ha30a51ca	les cosses de parigny	12/05/2006	2006R1-5
	ZZ	**3**	0ha28a10ca	les cosses de parigny	07/05/2013	2013P4498
	ZZ	**14**	0ha02a34ca	les cosses de parigny	12/05/2006	2006R1-5
	ZZ	**19**	0ha45a65ca	osebue	12/05/2006	2006R1-5
	ZZ	**58**	0ha15a48ca	les cosses de parigny	12/05/2006	2006R1-5
	ZZ	**60**	0ha09a56ca	les cosses de parigny	12/05/2006	2006R1-4
	ZZ	**65**	0ha00a14ca	les cosses de parigny	26/04/2013	2013P4221
	ZZ	**67**	0ha00a10ca	les cosses de parigny	07/05/2013	2013P4503
	ZZ	**69**	0ha11a55ca	les cosses de parigny	07/05/2013	2013P4501
	ZZ	**71**	0ha01a36ca	les cosses de parigny	26/04/2013	2013P4222
	ZZ	**73**	0ha06a81ca	les cosses de parigny	26/04/2013	2013P4222

Préfixe	Section	Numéro	Contenance cadastrale	Adresse	date	effet relatif
	BO	**381 vol 1**	0ha00a24ca	106 gr grand rue	26/10/2007	2007P10943
	BW	**106 lot 5**	0ha22a28ca	percebault	15/02/2012	2012P2203

État Descriptif de Division sur l'assise BO 381 publié le 26/10/2007 volume 2007P n° 10943.
État Descriptif de Division sur l'assise BW 106 publié le 01/07/2008 volume 2008P n°6545.

biens détenus par la commune de JAUNAY-CLAN

les biens immobiliers suivants appartiennent à la commune de JAUNAY-CLAN, SIREN 218 601 151, pour la totalité en pleine propriété

Sur la commune de JAUNAY-MARIGNY (ancien territoire de la commune de MARIGNY-BRIZAY) :

Préfixe	Section	Numéro	Contenance cadastrale	Adresse	date	effet relatif
146	**G**	**364**	0ha61a20ca	les erses	17/11/2006	2006P12558
146	**G**	**366**	0ha09a76ca	les erses	17/11/2006	2006P12558

Nouveau propriétaire

L'ensemble des biens ci dessus-désigné est transféré à la commune de JAUNAY-MARIGNY, SIREN 200 063 493.

Régime fiscal applicable

En application de l'article 1042 A du code général des impôts, le présent dépôt ne donne lieu ni à la perception de la taxe de publicité foncière, ni à celle de la contribution de sécurité immobilière.

Certifications

La Préfète certifie :
1°) que le présent document contenu sur 23 pages est exactement conforme à l'original conservé et à l'expédition destinée à recevoir la mention de publication et approuve aucun renvoi , aucun mot nul ;
2°) que l'identité des parties dénommées dans le présent document, telle qu'elle est indiquée à la suite de leur dénomination, a été régulièrement justifiée.

Fait à Poitiers, le 13 JAN. 2017

Pour la Préfète et par délégation
Le secrétaire général

Emile SOUMBO

N° 3265-SD
(08-2014)

PREFECTURE de la VIENNE

86-2016-12-30-004

2016-063 30 décembre 2016 portant fin de compétence de la communauté de communes du Pays Chauvinois

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA VIENNE

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES ET DES
AFFAIRES JURIDIQUES
Bureau de l'Intercommunalité et du Contrôle de Légalité

ARRETE n° 2016-D2/B1-063

portant fin de compétence de la communauté de communes du Pays Chauvinois

La Préfète de la Vienne
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république (Loi NOTRe) et notamment son article 35 ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.5210-1-1, L.5211-25-1, L.5211-26, L.5212-33 et L.5214-28 ;

VU le décret du 6 avril 2016 du président de la République portant nomination de M. Emile SOUMBO, en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Vienne ;

VU l'arrêté préfectoral n°2016-SG-SCAADE-085 en date du 14 octobre 2016 donnant délégation de signature à M. Emile SOUMBO, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Vienne ;

VU l'arrêté préfectoral 93-D2/B1-070 en date du 27 décembre 1993 modifié autorisant la création de la Communauté de Communes du Pays Chauvinois ;

VU l'arrêté préfectoral n°2016-D2/B1-006 du 25 mars 2016 portant schéma départemental de coopération intercommunale de la Vienne ;

VU l'arrêté préfectoral n°2016-D2/B1-036 en date du 6 décembre 2016 portant création du nouvel établissement public à fiscalité propre issu de la fusion de la communauté d'agglomération Grand Poitiers avec les communautés de communes du Pays Mélusin, du Val Vert du Clain, de Vienne et Moulière et de l'extension aux communes de Chauvigny, Jardres, La Puye et Sainte Radégonde à compter du 1er janvier 2017

VU l'arrêté préfectoral n°2016-D2/B1-038 en date du 6 décembre 2016 portant création du nouvel établissement public à fiscalité propre issu de la fusion de la communauté de communes du Montmorillonnais, du Lussacois et de l'extension aux communes de La Bussière, La Chapelle-Viviers, Fleix, Lauthiers, Leignes-sur-Fontaine, Paizay-le-Sec, Saint-Pierre-de-Maillé et Valdivienne à compter du 1er janvier 2017

CONSIDERANT que les communes membres de la Communauté de Communes du Pays Chauvinois sont rattachées à compter du 1er janvier 2017 à plusieurs établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre et retirées à la même date de cette Communauté de Communes ;

CONSIDERANT que les communes de Chauvigny, Jardres, La Puye et Sainte Radégonde étaient membres de la communauté de communes du Pays Chauvinois ;

Préfecture de la Vienne - Place Aristide Briand - CS 30589 – 86021 POITIERS
Téléphone : 05 49 55 70 00 – Télécopie : 05 49 88 25 34 – Serveur vocal : 05 49 55 70 70 – Courriel : pref-courrier@vienne.gouv.fr
Jours et horaires d'ouverture consultables sur notre site Internet : www.vienne.gouv.fr

CONSIDERANT que les communes de La Chapelle-Viviers, Fleix, Lauthiers, Leignes-sur-Fontaine, Paizay-le-Sec et Valdivienne étaient membres de la communauté de communes du Pays Chauvinois ;

CONSIDERANT qu'il n'y aura plus, au 1er janvier 2017, de communes membres de la Communauté de Communes du Pays Chauvinois et qu'elle sera dissoute de plein droit ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne ;

ARRETE

Article 1 : Il est mis fin à compter du 1er janvier 2017, à l'exercice des compétences de la Communauté de Communes du Pays Chauvinois.

Article 2 : Le groupement conserve sa personnalité morale pour les seuls besoins de sa liquidation.
La liquidation de la Communauté de Communes s'effectuera conformément aux dispositions des articles L.5211-25-1 et L.5211-26 du CGCT.
Le Président rend compte au Préfet tous les trois mois de l'état d'avancement des opérations de liquidation.

Article 3 : Lorsque les conditions de liquidation seront réunies, la dissolution de la Communauté de Communes du Pays Chauvinois sera prononcée.

Article 4 : En cas de contestation du présent arrêté, il est possible dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- Soit de saisir d'une requête gracieuse la Préfète de la Vienne - Place Aristide Briand - 86021 POITIERS Cedex ;
- Soit de former un recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75800 PARIS ;
- Soit de saisir d'un recours contentieux la Présidente du Tribunal territorialement compétent

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique, un recours contentieux devant le Tribunal Administratif peut être formé dans les deux mois suivant la notification de rejet.

Sans réponse au recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, il y a rejet implicite de la requête et le Tribunal Administratif peut être saisi dans les deux mois suivant l'expiration de ce premier délai.

Ces voies de recours n'ont pas un caractère suspensif.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne, le Sous-préfet de Montmorillon, le Directeur Départemental des Finances Publiques, le Président de la Communauté de Communes du Pays Chauvinois, les Maires des communes concernées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Vienne.

Fait à POITIERS, le 30 DEC. 2016

Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Emile SOUMBO

PREFECTURE de la VIENNE

86-2016-12-30-005

2016-064 30 décembre 2016 portant fin de compétence de la Communauté de Communes des Vals de Gartempe et Creuse

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA VIENNE

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES ET DES
AFFAIRES JURIDIQUES
Bureau de l'Intercommunalité et du Contrôle de Légalité

ARRETE n° 2016-D2/B1-064

portant fin de compétence de la Communauté de Communes des Vals de Gartempe et Creuse

La Préfète de la Vienne
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république (Loi NOTRe) et notamment son article 35 ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.5210-1-1, L.5211-25-1, L.5211-26, L.5212-33 et L.5214-28 ;

VU le décret du 6 avril 2016 du président de la République portant nomination de M. Emile SOUMBO, en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Vienne ;

VU l'arrêté préfectoral n°2016-SG-SCAADE-085 en date du 14 octobre 2016 donnant délégation de signature à M. Emile SOUMBO, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Vienne ;

VU l'arrêté préfectoral n°99-D2/B1-027 en date du 7 juin 1999 modifié autorisant la création de la Communauté de Communes des Vals de Gartempe et Creuse ;

VU l'arrêté préfectoral n°2016-D2/B1-006 du 25 mars 2016 portant schéma départemental de coopération intercommunale de la Vienne ;

VU l'arrêté préfectoral n°2016-D2/B1-036 en date du 6 décembre 2016 portant modification de périmètre de la communauté d'agglomération du Pays châtelleraudais à compter du 1er janvier 2017 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2016-D2/B1-038 en date du 6 décembre 2016 portant création du nouvel établissement public à fiscalité propre issu de la fusion de la communauté de communes du Montmorillonnais, du Lussacois et de l'extension aux communes de La Bussière, La Chapelle-Viviers, Fleix, Lauthiers, Leignes-sur-Fontaine, Paizay-le-Sec, Saint-Pierre-de-Maillé et Valdivienne à compter du 1er janvier 2017

CONSIDERANT que les communes membres de la Communauté de Communes des Vals de Gartempe et Creuse sont rattachées à compter du 1er janvier 2017 à plusieurs établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre et retirées à la même date de cette Communauté de Communes ;

CONSIDERANT que les communes de La Bussière et Saint-Pierre-de-Maillé étaient membres de la communauté de communes des Vals de Gartempe et Creuse ;

Préfecture de la Vienne - Place Aristide Briand - CS 30589 – 86021 POITIERS
Téléphone : 05 49 55 70 00 – Télécopie : 05 49 88 25 34 – Serveur vocal : 05 49 55 70 70 – Courriel : pref-courrier@vienne.gouv.fr
Jours et horaires d'ouverture consultables sur notre site Internet : www.vienne.gouv.fr

CONSIDERANT qu'il n'y aura plus, au 1er janvier 2017, de communes membres de la Communauté de Communes des Vals de Gartempe et Creuse et qu'elle sera dissoute de plein droit ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne ;

ARRETE

Article 1 : Il est mis fin à compter du 1er janvier 2017, à l'exercice des compétences de la Communauté de Communes des Vals de Gartempe et Creuse.

Article 2 : Le groupement conserve sa personnalité morale pour les seuls besoins de sa liquidation.
La liquidation de la Communauté de Communes s'effectuera conformément aux dispositions des articles L.5211-25-1 et L.5211-26 du CGCT.
Le Président rend compte au Préfet tous les trois mois de l'état d'avancement des opérations de liquidation.

Article 3 : Lorsque les conditions de liquidation seront réunies, la dissolution de la Communauté de Communes des Vals de Gartempe et Creuse sera prononcée.

Article 4 : En cas de contestation du présent arrêté, il est possible dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- Soit de saisir d'une requête gracieuse la Préfète de la Vienne - Place Aristide Briand - 86021 POITIERS Cedex ;
- Soit de former un recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75800 PARIS ;
- Soit de saisir d'un recours contentieux la Présidente du Tribunal territorialement compétent

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique, un recours contentieux devant le Tribunal Administratif peut être formé dans les deux mois suivant la notification de rejet.

Sans réponse au recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, il y a rejet implicite de la requête et le Tribunal Administratif peut être saisi dans les deux mois suivant l'expiration de ce premier délai.

Ces voies de recours n'ont pas un caractère suspensif.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne, les Sous-préfet de Châtellarault et Montmorillon, le Directeur Départemental des Finances Publiques, le Président de la Communauté de Communes des Vals de Gartempe et Creuse, les Maires des communes concernées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Vienne.

Fait à POITIERS, le 30 DEC. 2016

Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Emile SOUMBO

Préfecture de la Vienne

86-2017-01-13-006

Arrêté préfectoral n°2016-SIDPC-102 relatif aux mesures de police applicables sur l'aéroport de Poitiers-Biard

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA VIENNE

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

RELATIF AUX MESURES DE POLICE

APPLICABLES SUR L'AÉROPORT

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA VIENNE

Arrêté n°2016-SIDPC-102

Arrêté relatif aux mesures de police applicables sur l'aéroport de Poitiers-Biard

La Préfète de la Vienne

Chevalier de la Légion d'honneur

Vu le règlement (CE) n°300/2008 du parlement européen et du conseil du 11 mars 2008 relatif à l'instauration de règles communes dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile et abrogeant le règlement (CE) n°2320/2002, modifié,

Vu le règlement (CE) n°272/2009 de la commission du 2 avril 2009 complétant les normes de base communes en matière de sûreté de l'aviation civile figurant à l'annexe du règlement (CE) n°300/2008 du Parlement européen et du Conseil, modifié,

Vu le règlement (UE) n°1254/2009 de la Commission du 18 décembre 2009 fixant les critères permettant aux États membres de déroger aux normes de base communes en matière de sûreté de l'aviation civile et d'adopter d'autres mesures de sûreté,

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 923/2012 de la Commission du 26 septembre 2012 établissant les règles de l'air communes et des dispositions opérationnelles relatives aux services et procédures de navigation aérienne et modifiant le règlement d'exécution (UE) n° 1035/2011, ainsi que les règlements (CE) n° 1265/2007, (CE) n° 1794/2006, (CE) n° 730/2006, (CE) n° 1033/2006 et (UE) n° 255/2010,

Vu le règlement (UE) n°376/2014 du 3 avril 2014 concernant les comptes rendus, l'analyse et le suivi d'évènements dans l'aviation civile,

Vu le règlement d'exécution (UE) N°2015/1998 de la Commission du 5 novembre 2015 fixant les mesures détaillées pour la mise en œuvre des normes de base communes dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, modifié,

Vu la décision C (2015) de la Commission Européenne du 16 novembre 2015 fixant des mesures détaillées pour la mise en œuvre des règles communes dans le domaine de la sûreté de l'aviation contenant des informations visées à l'article 18, point a) du règlement (CE) n° 300/2008,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code des communes,

Vu le code pénal,

Vu le code de l'urbanisme,

Vu le code de la construction et de l'habilitation,

Vu le code de l'aviation civile, notamment en son livre II les articles R213-1, R213-3, R217-1 et R217-3,

Vu le code des transports, notamment les articles L.6332-2, L.6342-2, L.6372-1 et L.6342-4

Vu le code de la route,

Vu le code du travail,

Vu le code de la santé publique,

Vu le code des douanes, notamment ses articles 78 à 82 et 195,

Vu la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n°89-467 du 10 juillet 1989 tendant à renforcer la sécurité des aérodromes et du transport aérien et modifiant diverses dispositions du code de l'aviation civile, modifiée par la loi n°2001-616 du 11 juillet 2001,

Vu le décret n°73-1007 du 31 octobre 1973 relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, codifié sous les numéros R123-1 à R123-55 du code de la construction et de l'habitation,

Vu le décret 74-78 du 1er février 1974 relatif aux attributions des préfets en matière de maintien de l'ordre sur certains aérodromes,

Vu le décret n°2001-26 du 9 Janvier 2001 relatif aux normes techniques applicables au service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aérodromes,

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif au pouvoir des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

Vu le décret n° 2006-1386 du 15 novembre 2006 fixant les conditions d'application de l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à l'usage collectif et dans tous les lieux publics,

Vu le décret n° 2008-1299 du 11 décembre 2008 créant la direction de la sécurité de l'aviation civile

Vu le décret n° 2012-832 du 29 juin 2012 relatif à la sûreté de l'aviation civile,

Vu le décret n° 2012-833 du 29 juin 2012 relatif aux obligations en matière de recrutement et de formation pour la sûreté de l'aviation civile,

Vu le décret du 17 décembre 2015 portant nomination de Madame Marie-Christine DOKHÉLAR, préfète de la Vienne,

Vu l'arrêté du 06 février 1947 ouvrant à la circulation aérienne publique l'aérodrome de Poitiers-Biard,

Vu l'arrêté du 23 novembre 1962 modifié relatif au classement des aérodromes suivant leur usage aéronautique et les conditions de leur utilisation,

Vu l'arrêté du 23 janvier 1980 modifié relatif aux précautions à prendre pour l'avitaillement des aéronefs en carburant sur les aérodromes,

Vu l'arrêté du 7 janvier 2000 relatif à la répartition des missions de sécurité et de paix publiques entre la police nationale et la gendarmerie nationale sur l'emprise des aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique,

Vu l'arrêté du 28 août 2003 modifié relatif aux conditions d'homologation et aux procédures d'exploitation des aérodromes,

Vu l'arrêté du 01 septembre 2003 relatif aux infrastructures, équipements et formations en matière de sûreté du transport aérien ainsi qu'à certaines modalités d'exercice des agréments en qualité d'agent habilité, de chargeur connu, d'établissement connu et d'organisme technique,

Vu l'arrêté du 18 janvier 2007 relatif aux normes techniques applicables au service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aérodromes,

Vu l'arrêté du 31 juillet 2009 modifiant l'arrêté du 19 décembre 2008 portant organisation de la direction de la sécurité de l'aviation civile,

Vu l'arrêté du 10 avril 2007 modifié relatif à la prévention du péril animalier sur les aérodromes,

Vu l'arrêté du 6 mars 2008 modifié relatif aux inspections de l'aire de mouvement d'un aérodrome,

Vu l'arrêté du 19 avril 2011 modifié relatif à la mise en place d'un système de gestion de la sécurité par les exploitants d'aérodrome,

Vu l'arrêté interministériel du 11 septembre 2013 modifié relatif aux mesures de sûreté de l'aviation civile,

Vu l'arrêté interministériel du 11 septembre 2013 modifié relatif aux mesures de sûreté sensibles de l'aviation civile,

Vu l'arrêté préfectoral n°94-D2/B3-081 du 22 juin 1994 autorisant la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Vienne à créer et exploiter sous certaines conditions sur l'aéroport de Poitiers-Biard un dépôt de carburant pour l'aviation et ses installations de distribution, activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement

Vu l'arrêté préfectoral de police relatif aux conditions de circulations et de stationnements en zone publique (côté ville) d'aérodrome en date du 27/02/2007,

Vu l'arrêté préfectoral n°2014/CAB/58 du 24 janvier 2014 relatif à l'organisation de la surveillance de l'aérodrome de Poitiers-Biard,

Vu l'arrêté préfectoral n°2016-DDT-1093 du 25 août 2016 portant autorisation de prélèvement ou de destruction d'animaux d'espèces sauvages dont la chasse est autorisée, dans le cadre de la lutte contre le péril animalier, sur l'aéroport de Poitiers-Biard,

Vu la circulaire n° 051626 du 15 novembre 2005 relative à la mise en place de parties critiques dans les zones de sûreté à accès réglementé des aérodromes,

Vu la circulaire du 14 mai 2010 relative à la délivrance des titres de circulation des personnes dans la zone réservée des aérodromes,

Vu la circulaire du 5 août 2010 relative aux modalités de formation à la circulation des véhicules et engins sur les aérodromes,

Vu la note en date du 04 août 2014 de Mme la Préfète de la Vienne relative aux mesures de sûreté dérogatoires, définies sur la base d'une évaluation nationale et locale des risques, exigibles sur la zone délimitée de l'aérodrome de Poitiers-Biard,

Vu l'avis du Directeur de l'aéroport de Poitiers-Biard,

Vu l'avis du Directeur Régional des douanes et droits indirects,

Vu l'avis du Directeur Départemental des Territoires de la Vienne,

Vu l'avis du Commandant de la Compagnie du Groupement de Gendarmerie des Transports Aériens Sud-Ouest,

Vu l'avis du Directeur Départemental de la Sécurité Publique de la Vienne

Vu l'avis du Chef de la Circulation Aérienne du service de contrôle d'approche de Poitiers,

Vu l'avis de M. le Maire de Poitiers,

Vu l'avis de M. le Maire de Biard,

Sur proposition du Directeur de la Sécurité de l'Aviation Civile Sud-ouest,

ARRÊTE :

Contenu

Titre 1er 10

DELIMITATIONS DES ZONES 10

ARTICLE 1er – ZONES CONSTITUANT L'AERODROME 10

ARTICLE 2 – COTE VILLE 11

ARTICLE 3 – COTE PISTE 11

TITRE II 14

CIRCULATION DES PERSONNES 14

ARTICLE 4 – CIRCULATION COTE VILLE 14

ARTICLE 5 – ACCES ET CIRCULATION COTE PISTE 14

ARTICLE 6 – CIRCULATION SUR L'AIRE DE MANŒUVRE 18

TITRE III 19

CIRCULATION ET STATIONNEMENT DES VEHICULES 19

Chapitre 1er – DISPOSITIONS GENERALES 19

ARTICLE 7 – CONDITIONS DE CIRCULATION 19

ARTICLE 8 -CONDITIONS DE STATIONNEMENT ET D'ARRET 19

ARTICLE 9 – CONDITIONS D'ACCES COTE PISTE 20

ARTICLE 10 – REGLES SPECIALES DE CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT COTE PISTE 21

CHAPITRE II 22

DISPOSITIONS SPECIALES RELATIVES A LA CIRCULATION ET AU STATIONNEMENT SUR L'AIRE DE MANŒUVRE 22

ARTICLE 11 –ACCES DES VEHICULES 22

ARTICLE 12 - CIRCULATION ET STATIONNEMENT 22

ARTICLE 13 – AUTORISATION DE CONDUIRE 22

ARTICLE 14 – CONTROLE DE LA CIRCULATION 23

ARTICLE 15 – MANŒUVRE DES AERONEFS 23

CHAPITRE III 23

DISPOSITIONS SPECIALES RELATIVES A LA CIRCULATION ET AU STATIONNEMENT SUR LES AIRES DE TRAFIC ET LA ROUTE DE SERVICE EN FRONT DES INSTALLATIONS 23

Article 16 – ACCES, CIRCULATION ET STATIONNEMENT 23

Article 17 - AUTORISATION DE CONDUIRE 24

TITRE IV 25

MESURES DE PROTECTION CONTRE L'INCENDIE 25
CHAPITRE 1er – DISPOSITIONS GENERALES 25
ARTICLE 18 – INTERDICTION DE FUMER, FLAMMES NUES ET DISPOSITIFS ELECTRONIQUES 25
ARTICLE 19 – PROTECTIONS DES BATIMENTS ET INSTALLATIONS 25
ARTICLE 20 – DEGAGEMENT DES ACCES 26
ARTICLE 21- CHAUFFAGE 26
ARTICLE 22- CONDUITS DE FUMEE 26
ARTICLE 23- STOCKAGE DES PRODUITS INFLAMMABLES 27
ARTICLE 24- PERMIS DE FEU 27
ARTICLE 25- DEVERSEMENTS ACCIDENTELS 27
Chapitre II – PRECAUTIONS A PRENDRE A L'EGARD DES AERONEFS ET DES VEHICULES 27
ARTICLE 26 – CONSOMMATION D'ALCOOL ET DES SUBSTANCES PSYCHOTROPES 27
ARTICLE 27 – DEGIVRAGE DES AERONEFS 28
ARTICLE 28 – AVITAILLEMENT DES AERONEFS EN CARBURANT 28
TITRE V 28
PRESCRIPTIONS SANITAIRES 28
ARTICLE 29- DEPOT ET ENLEVEMENT DES DECHETS 28
ARTICLE 30- NETTOYAGE DES TOILETTES D'AVIONS 28
ARTICLE 31- REJET DANS LES EAUX USEES 28
ARTICLE 32 – SUBSTANCES ET DECHETS RADIOACTIFS 29
TITRE VI 29
CONDITIONS D'EXPLOITATION COMMERCIALE 29
ARTICLE 33- AUTORISATION D'ACTIVITE 29
TITRE VII 29
POLICE ADMINISTRATIVE GENERALE 29
ARTICLE 34- INTERDICTIONS DIVERSES 29
ARTICLE 35- CONSERVATION DU DOMAINE DE L'AERODROME 30
ARTICLE 36- EXERCICE DE CHASSE 30
ARTICLE 37- STOCKAGE DE MATERIAUX ET IMPLANTATION DE BATIMENTS 30
ARTICLE 38- CONDITIONS D'USAGE DES INSTALLATIONS 31
ARTICLE 39- MODIFICATION TEMPORAIRE DES DISPOSITIONS DU PRESENT ARRETE 31
TITRE VIII 31

SANCTIONS PENALES ET ADMINISTRATIVES 31
ARTICLE 40- MANQUEMENTS ET INFRACTIONS 31
TITRE IX 32
DISPOSITIONS SPECIALES 32
ARTICLE 41- APPLICATION DE L'ARRETE 32
ARTICLE 42- ABROGATION DE L'ARRETE PRECEDENT 32
ARTICLE 43- PUBLICATION DU NOUVEL ARRETE 32

DISPOSITIONS GENERALES

Objet du présent arrêté

L'objet du présent arrêté est de réglementer, sur l'emprise de l'aérodrome de Poitiers-Biard tout ce qui concerne le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité.

En vertu du code des transports, notamment l'article L.6332-2, la police des aérodromes et des installations aéronautiques est assurée par le préfet qui exerce, à cet effet, dans leur emprise les pouvoirs impartis au maire.

Les entreprises de transport aérien, les entreprises qui leur sont liées par contrat, l'exploitant de la zone civile de l'aérodrome et les autres personnes autorisées à occuper ou utiliser le «côté piste» sont tenus de respecter les réglementations en vigueur, notamment en matière de sûreté, de sécurité, d'environnement, d'urbanisme et de santé publique.

L'exploitant de l'aérodrome, les entreprises qui lui sont liées par contrat et les autres personnes autorisées à occuper ou utiliser le «côté piste» sont tenus d'établir, de mettre à jour et d'appliquer un programme de sûreté décrivant les modalités de mise en œuvre des mesures de sûreté qui leur incombent.

En fonction de la menace nationale ou locale, le préfet ou son représentant peut respectivement faire appliquer ou édicter des mesures spéciales concernant les personnes, les véhicules, ainsi que les aéronefs.

Certaines modalités d'application peuvent être prises par Mesures Particulières d'Applications (MPA) signées par le Directeur de la Sécurité de l'Aviation Civile Sud-Ouest. Elles font l'objet d'une diffusion restreinte aux personnes ayant besoin d'en connaitre.

La direction départementale de la sécurité publique de la Vienne est le service compétent de l'Etat (SCE), en charge du contrôle de la mise en œuvre des dispositions prévues par la réglementation en vigueur dans la zone côté ville et dans la zone côté piste de l'aéroport.

Définitions et acronymes

Au sens du présent arrêté, on désigne par :

Accès commun : point de passage des personnes, des véhicules, du fret et des biens vers le côté piste ou une zone de sûreté à accès réglementé d'un aérodrome, dès lors que ce point de passage est utilisable par les usagers de l'aérodrome en dehors de toute disposition particulière limitant cette utilisation à un usager ou à plusieurs usagers identifiés.

Accès privatif : point de passage vers le côté piste ou vers une zone de sûreté à accès réglementé autre qu'un accès commun.

Aire de manœuvre : partie de l'aérodrome utilisée pour les décollages, les atterrissages et la circulation des aéronefs à la surface, à l'exclusion des aires de trafic.

Aire de mouvement : partie d'un aérodrome utilisée pour les décollages, les atterrissages et la circulation des aéronefs à la surface et qui comprend l'aire de manœuvre et les aires de trafic.

Aires de trafic : aires aménagées destinées aux aéronefs pendant l'embarquement ou le débarquement des voyageurs, le chargement ou déchargement de la poste ou du fret, l'avitaillement ou la reprise de carburant, le stationnement ou l'entretien.

Contrôle des accès : la mise en œuvre des moyens permettant de prévenir l'entrée de personnes et de véhicules non autorisés.

Côté piste : l'aire de mouvement et la totalité ou une partie des terrains et des bâtiments adjacents d'un aéroport, dont l'accès est réglementé.

Côté ville : les parties d'un aéroport, y compris la totalité ou une partie des terrains et des bâtiments adjacents, qui ne se trouvent pas du côté piste.

DSAC SO : Direction de la sécurité de l'aviation civile sud-ouest.

Issues de secours : accès destinés à l'évacuation des personnes en cas d'empêchement majeur. Ces issues doivent répondre aux obligations de sûreté et de sécurité.

DDSP : Direction départemental de la sécurité publique

GTA : Gendarmerie des transports aériens.

Inspection filtrage : la mise en œuvre de moyens techniques ou humains visant à identifier et/ou détecter des articles prohibés.

MPA : Mesures particulières d'application. Il s'agit d'un ensemble de mesures prises à des fins de préciser les modalités d'application, notamment, de certains points sensibles ou susceptibles de modifications fréquentes. Ainsi les règles générales du présent arrêté, en référence à l'article R.213-1-6 du code de l'aviation civile, sont complétées par des mesures

particulières destinées à les préciser. Elles sont signées par le directeur de la sécurité de l'aviation civile sud-ouest.
Ces MPA sont détaillées dans deux documents distincts :

- Les MPA relatives à la sûreté de l'aviation civile,
- Les MPA relatives à la sécurité de l'aviation civile.

Le directeur de la sécurité de l'aviation civile sud-ouest est en charge de la diffusion de ces documents aux personnes ayant besoin d'en connaitre.

PAF : Police aux frontières

PARIF : Poste d'accès routier avec inspection filtrage.

Parties critiques de la zone de sûreté à accès réglementé (PCZSAR) : elles comprennent au moins les éléments suivants : toutes les parties d'un aéroport auxquelles ont accès les passagers en partance ayant subi une inspection filtrage ; toutes les parties d'un aéroport dans lesquelles des bagages de soute en partance ayant subi une inspection filtrage peuvent passer ou être gardés, sauf s'il s'agit de bagages sécurisés.

Personne morale autorisée à occuper le côté piste : personne morale autorisée par l'exploitant d'aérodrome à occuper le côté piste ou les zones le constituant à des fins professionnelles et pouvant éventuellement exploiter un accès privatif à ces zones.

Personne morale autorisée à utiliser le côté piste : personne morale autorisée par l'exploitant d'aérodrome à utiliser le côté piste ou les zones le constituant à des fins professionnelles.

PIF : Poste d'inspection filtrage

SSLIA : Service de sauvetage et de lutte contre les incendies d'aéronef.

Zone délimitée (ZD) : zone située côté piste qui est séparée, au moyen d'un contrôle d'accès, des zones de sûreté à accès réglementé ou, si la zone est elle-même une zone de sûreté à accès réglementé, des autres zones de sûreté à accès réglementé d'un aéroport.

Zone d'Evolution Contrôlée (ZEC) : zone de périmètre de sécurité qui marque la limite du poste de stationnement vis-à-vis des matériels et véhicules de piste. Elle est matérialisée sur les aires de stationnement par une ligne de couleur rouge située à au moins 7,50 m de tout point de l'avion le plus exigeant en stationnement. Pour éviter toute confusion, cette ligne peut être bordée par deux liserés blancs.

Titre 1er

DELIMITATIONS DES ZONES

ARTICLE 1er – ZONES CONSTITUANT L'AERODROME

L'ensemble des terrains constituant l'aérodrome de Poitiers-Biard est divisé en deux zones :

- Une zone « côté ville » dont l'accès à certaines parties peut être réglementé ;

- Une zone « côté piste » non accessible au public, dont l'accès est soumis à des consignes particulières et à la possession de titres spéciaux.

La limite entre le « côté ville » et le « côté piste » est matérialisée sur toute la périphérie par une clôture, par des bâtiments ou un cloisonnement à l'intérieur de ces bâtiments. Elle est identifiable par une signalisation appropriée.

La construction de bâtiments, la transformation des bâtiments existants qui sont en limite entre le côté ville et le côté piste, les aménagements éventuels des accès ou des clôtures ainsi que toute modification, même momentanée de ceux-ci, sont soumis à l'accord préalable du préfet, après avis des services concernés.

L'exploitant de l'aérodrome contrôle régulièrement l'intégrité de la clôture et prend immédiatement les mesures nécessaires pour remédier aux défauts constatés.

Les limites de ces zones figurent sur le plan en annexe 1.

ARTICLE 2 – COTE VILLE

La zone « côté ville » comprend toute la partie de l'aérodrome accessible au public selon certaines modalités. Elle est constituée notamment par :

- les locaux de l'aérogare accessibles au public (hall, restaurant,...) ;
- les locaux d'accueil ouverts au public des compagnies aériennes, des aéroclubs et des sociétés de location de véhicules ;
- la salle arrivée et la zone de livraison bagages (non librement accessible au public) ;
- les locaux administratifs de l'exploitant d'aérodrome, les locaux de l'aviation civile ;
- les locaux administratifs de la Société PGA MOTORS ;
- le hangar de la société DASSAULT ;
- les routes, voies d'accès et parcs de stationnement.

ARTICLE 3 – COTE PISTE

La zone « côté piste » s'étend sur la partie de l'aérodrome non librement accessible au public pour des raisons de sûreté et de sécurité. Cette zone, comprenant les installations concourant à l'exploitation technique, opérationnelle et commerciale de l'aéroport, nécessite une protection particulière. Elle comprend notamment :

- l'aire de manœuvre comprenant les pistes d'envol et voies de circulation des aéronefs ;
- l'aire de trafic comprenant les postes de stationnement des aéronefs ;
- les routes, voies d'accès et parcs de stationnement ;
- les bâtiments du service sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs ;
- les bâtiments et installations techniques liés à l'exploitation des aéronefs ;
- le hangar de la société PGA MOTORS ;
- le hangar de la société AERO MAINTENANCE POITOU

L'accès à la zone côté piste est réglementé de manière à empêcher l'accès des personnes et des véhicules non autorisés. Les conditions d'accès à cette zone sont fixées dans le présent arrêté.

3.1 - Organisation du côté piste

Le côté piste comprend :

- une partie critique de la zone de sûreté à accès réglementé (PCZSAR), activée temporairement ;
- une zone délimitée de côté piste (ZD/CP) ;
- et une zone ayant le statut de côté piste simple.

3.1.1 - Partie critique de la zone de sûreté à accès réglementé (PCZSAR)
Pour tout départ/arrivée d'un aéronef commercial, une partie du côté piste est classée en partie critique. La partie critique est activée pendant le traitement de ces vols commerciaux. Elle est donc dynamique dans le temps et à géométrie variable suivant le nombre de vols à traiter. Elle a pour fonction de maintenir l'intégrité des passagers, de leurs bagages, des équipages et des personnes ayant fait préalablement l'objet d'une inspection filtrage.

L'emprise de la PCZSAR inclut une partie du secteur de trafic (TRA) et les secteurs de sûreté « A » (Avion), « B » (bagages de soute), « P » (passagers) définis au point 3.2.1 de cet arrêté.

L'activation temporaire de la PCZSAR peut être réalisée par étape selon le schéma suivant :

- Le secteur « B » doit être activé au plus tard à l'ouverture de l'enregistrement,
- le secteur « P » doit être activé au plus tard à l'ouverture du poste d'inspection filtrage (PIF) et de la salle d'embarquement,
- le secteur « A » doit être activé au plus tard une demi-heure avant le début de la visite de sûreté de l'appareil par l'équipage, pour les aéronefs déjà stationnés sur l'aérodrome, ou avant l'arrivée de l'aéronef, et ce jusqu'au départ effectif du vol considéré.

L'activation de la PCZSAR est subordonnée à une fouille préalable de sûreté de la totalité de la zone concernée. L'exploitant d'aérodrome doit s'assurer de l'absence d'articles prohibés dans l'emprise de la zone classée en partie critique, que les lieux se situent à l'intérieur ou à l'extérieur des bâtiments. Les personnes présentes dans ces lieux doivent se rendre dans le côté ville pendant la durée de cette opération et doivent être systématiquement soumises à une inspection filtrage avant de regagner la PCZSAR. Toute personne et tout véhicule devant par la suite accéder à celle-ci doit être inspectée filtrée.
A l'exception des cas d'exemptions évoqués à l'article 5 ci-après, les personnes, les véhicules accédant en partie critique ainsi que les biens et véhicules qui y sont acheminés doivent faire l'objet de mesures de contrôle d'accès et d'inspection filtrage systématique.
Le dispositif ne peut être levé avant le départ effectif de l'appareil à l'origine de l'activation de la partie critique de la zone de sûreté à accès réglementé.

La PCZSAR est définie selon le plan joint en annexe au présent arrêté.

3.1.2 - Zone délimitée de côté piste (ZD/CP)
La ZD correspond au secteur fonctionnel TRA :

- dans sa totalité, hors activation de la PCZSAR,
- hors partie critique, lors de l'activation de celle-ci.

Conformément à l'évaluation nationale du risque concernant les terrains où des mesures adaptées peuvent être mises en place, les types de vols suivants, prévus par le règlement (UE) n°1254/2009, peuvent être traités en ZD de côté piste de l'aérodrome :

1- aéronefs de moins de 15000 kilogrammes de poids maximum au décollage :

2-hélicoptères :
3- vols des forces de l'ordre :
4- vols des services de lutte contre l'incendie ;
5- vols des services médicaux ; des services de secours ou d'urgence ;
6- vols de recherches et développement ;
7- vols de travail aérien ;
8- vols d'aide humanitaire ;
9- vols exploités par des compagnies aériennes, des constructeurs aéronautiques ou des sociétés de maintenance qui ne transportent ni passagers, ni bagages, ni fret, ni courrier ;
10- vols effectués par des aéronefs de moins de 455000 kilogrammes de poids maximum au décollage pour le transport du personnel et des passagers non payants ou de marchandises dans le cadre des activités commerciales d'une entreprise :

La ZD de côté piste est définie selon le plan figurant en annexe du présent arrêté.

3.1.3 – Zone de côté piste
La zone de l'aéroport de Poitiers-Biard, hors ZD et PCZSAR, comprenant notamment l'ensemble des pistes et taxiways utilisés par les aéronefs a le statut de zone « côté piste ».

3.2 – Secteurs de sûreté et secteurs fonctionnels
Afin de limiter l'accès aux différentes parties du côté piste aux seules personnes autorisées du fait de leur activité professionnelle, des secteurs considérés comme sensibles au regard de la sûreté ainsi que des secteurs fonctionnels sont également identifiés.

3.2.1 – Secteurs de sûreté
- *Secteur* « ***Avion*** » (A)
Le secteur A comprend l'intérieur d'un aéronef commercial et la zone d'évolution contrôlée (ZEC) de ce dernier.

Lorsque l'aéronef est au contact de l'aérogare via une passerelle télescopique (celle-ci étant incluse dans le secteur P), la tête de passerelle, côté aéronef, est placée en secteur A.

- *Secteur* « ***Passagers*** » (P)
Le secteur P correspond aux zones de circulation ou d'attente des passagers :
- au départ, entre les postes d'inspection filtrage des passagers et des bagages de cabine et de l'aéronef,
- à l'arrivée, depuis l'aéronef jusqu'aux dispositifs anti-remontée de flux.

Les circuits d'acheminement des passagers pendant l'embarquement ou le débarquement, y compris les cheminements à pied ou en bus, sont inclus dans ce secteur P.

- *Secteur* « ***Bagages*** » (B)
Le secteur B comprend les salles ou zones de tri, de stockage et de contrôle des bagages à l'arrivée, au départ ou en correspondance. Les chariots ou tout autre moyen de transport utilisé font partie du secteur B lors de l'acheminement des bagages d'une salle à l'autre et de ces salles à l'aéronef.

3.2.2 – Secteurs fonctionnels
- **Secteur MAN (Manœuvre)** :
Il est composé des pistes, voies de circulation et des routes de service coupant tout ou partie des pistes et voies de circulation.

- **Secteur TRA (Trafic)** :
Il comprend les aires de trafic utilisées pour les opérations d'embarquement, de débarquement des voyageurs, le chargement ou le déchargement des bagages de soute, l'avitaillement en carburant, le stationnement ou l'entretien des aéronefs.

- **Secteur TEC (Bâtiments et installations techniques)**
Il comprend :
- Le bâtiment abritant le service de sécurité et de lutte contre l'incendie des aéronefs (SSLIA) et de lutte animalière.
- Les installations destinées à l'avitaillement des aéronefs en carburant,
- Les installations concourant à l'exploitation technique ou commerciale de l'aéroport et nécessitant une protection particulière.

Les secteurs fonctionnels sont définis sur le plan joint en annexe au présent arrêté.

TITRE II

CIRCULATION DES PERSONNES

ARTICLE 4 – CIRCULATION COTE VILLE

L'accès à certains bâtiments, locaux ou installations se trouvant côté ville ainsi qu'à leurs voies de desserte, peut être réglementé pour des raisons relatives à la douane, à la sécurité ou à l'exploitation, par l'autorité préfectorale sur proposition du chef du service des douanes, du directeur départemental de la sécurité publique, du directeur de la sécurité de l'aviation civile sud-ouest ou de l'exploitant d'aérodrome.

L'exploitant d'aérodrome peut, si les circonstances l'exigent, interdire totalement ou partiellement l'accès côté ville au public et aux véhicules quels qu'ils soient, ou limiter l'accès de certains locaux aux personnes dont la présence se justifie par une obligation professionnelle, après avis du service chargé de la police côté ville ainsi que le cas échéant, du service des douanes.
Il devra en aviser également le directeur de la sécurité de l'aviation civile sud-ouest.

L'exploitant d'aérodrome peut également subordonner l'accès ou l'utilisation de certaines parties du côté ville au paiement de redevances appropriées au service rendu.

ARTICLE 5 – ACCES ET CIRCULATION COTE PISTE

5.1 – Dispositions générales

L'accès au côté piste et dans les différents secteurs qui le composent ne peut s'effectuer que par les points de passage autorisés à cette fin et dans le respect des procédures et modalités d'exploitation respectivement fixées par chacun d'eux.

Deux types d'accès au côté piste sont recensés sur l'aérodrome de Poitiers Biard :
- Les accès communs ;

- Les accès privatifs ;

Ces points de passage ainsi que les règles d'utilisation qui y sont associées sont décrites dans les mesures d'application du présent arrêté.

- Toute personne morale exploitant un accès au côté piste ou à un des secteurs qui le composent doit :

- mettre en œuvre les procédures et les moyens appropriés propres à limiter l'utilisation de ces accès aux seules personnes titulaires de titres ou de documents requis ;
- assurer le contrôle d'accès et l'inspection filtrage des personnes et des véhicules si cet accès donne en partie critique de la zone de sûreté à accès réglementé ;
- ne pas faciliter l'entrée côté piste par ces accès à des personnes dépourvues des autorisations nécessaires.

Aucun accès entre le côté ville et le côté piste ne peut être créé, tant à l'intérieur des bâtiments que dans les clôtures, sans l'autorisation de l'exploitant d'aérodrome et du directeur de la sécurité de l'aviation civile sud-ouest.

5.2 – Accès au côté piste (hors PCZSAR)

5.2.1 – Zone côté piste et Zone délimitée

5.2.1.1 – Personnes autorisées

Toute personne accédant au côté piste simple et/ou en zone délimitée de côté piste doit pouvoir faire la preuve d'une autorisation d'accès individuelle.

Conformément à l'article R213-3-2 du code de l'aviation civile, tout accès en côté piste ou en zone délimitée de côté piste est soumis à une activité en côté piste.

Sont autorisées à accéder au côté piste et/ou à la zone délimitée les personnes suivantes :

1. les personnes titulaires d'un titre de circulation national, régional, local, accompagné ou temporaire ;
2. les personnels navigants des entreprises de transport aérien, titulaires d'un certificat de membre d'équipage ;
3. les pilotes privés titulaires d'une licence de pilote ;
4. les élèves pilotes détenteurs d'un document justifiant leur entrée en formation ;
5. les personnes accompagnées par le commandant de bord, lorsqu'elles ne voyagent pas dans le cadre d'un contrat de transport,
6. les personnes détentrices d'une autorisation d'accès (ZD ou CP) dont les modalités de délivrance sont définies dans les mesures particulières d'application du présent arrêté.

Pour les catégories 1 et 6, les demandes de titre de circulation et les autorisations d'accès sont formulées selon les modalités fixées dans les MPA relatives à la sûreté de l'aviation civile du présent arrêté.
Pour les catégories 2 à 5, l'autorisation n'est valable que pour se rendre, et pour les besoins du vol uniquement, depuis le côté ville à l'aéronef et inversement.

5.2.1.2 Maîtrise des accès à la zone côté piste et à la zone délimitée

Les personnes morales exploitant des accès privatifs entre le côté ville et la zone délimitée ou entre le côté ville et la zone côté piste sont chargées de vérifier que l'usage de ces accès est réservé aux seules personnes autorisées et doivent notamment, à cette fin, doter les accès de l'un des dispositifs suivants :

- Système de lecteur de badges/cartes automatisé ;
- Clés non reproductibles ou programmables électroniquement ;
- Digicode avec changement du code à minima une fois tous les six mois

L'exploitant d'aérodrome ainsi que les occupants du côté piste exploitant un ou des accès privatifs doivent mettre en place un système de maîtrise des accès répondant à l'un des moyens prévus dans les mesures particulières d'application du présent arrêté.

Chaque entité décrit dans son programme de sûreté les moyens de protection des accès utilisés et la procédure de gestion des clefs lorsque ce moyen est adopté.

5.3 – Accès à la partie critique de la zone de sûreté à accès réglementée

5.3.1 – Personnes autorisées

Sont autorisées à accéder à la partie critique de la zone de sûreté à accès réglementé les personnes suivantes :

1. les personnes titulaires d'un titre de circulation national, régional, local, accompagné ou temporaire ;
2. les personnels navigants des entreprises de transport aérien, titulaires d'un certificat de membre d'équipage ;
3. les passagers de vols commerciaux, munis d'un document de transport, d'un billet collectif ou d'un manifeste passagers ;
4. les pilotes privés titulaires d'une licence de pilote ;
5. les élèves pilotes détenteurs d'un document justifiant leur entrée en formation ;
6. les personnes accompagnées par le commandant de bord, lorsqu'ils ne voyagent pas dans le cadre d'un contrat de transport.

Les modalités de délivrance des titres de circulation sont précisées dans les MPA relatives à la sûreté de l'aviation civile du présent arrêté, fixées par le directeur de la sécurité de l'aviation civile sud-ouest.

5.3.2 – Contrôle d'accès à la PCZSAR

Les entités exploitant un accès à la PCZSAR doivent :

- Vérifier que les personnes utilisant cet accès détiennent le titre requis pour l'accès considéré ;
- Pour les personnes autres que les passagers, s'assurer que la personne présentant le titre en est bien le titulaire grâce à un rapprochement avec un document attestant de son identité ;
- Conserver la liste des personnes autres que les passagers ayant emprunté l'accès au cours des 30 derniers jours.

Les personnes accédant en PCZSAR ne doivent pas :

- Entraver ou neutraliser le fonctionnement normal des dispositifs de contrôle d'accès ;
- Faciliter l'accès à des personnes dépourvues des autorisations requises.

Les personnes autres que les passagers accédant à la PCZSAR sont tenues de pouvoir présenter un document attestant de leur identité. Sont acceptés à cette fin les documents suivants :

- Carte nationale d'identité
- Passeport
- Carte de séjour
- Permis de conduire
- Pour les personnels titulaires d'un titre de circulation aéroportuaire uniquement, une carte professionnelle. Les cartes professionnelles délivrées par les services de police, de gendarmerie, de l'aviation civile ainsi que les commissions d'emploi délivrées par le service des douanes, les cartes professionnelles des entreprises utilisant ou occupant le côté piste sont tolérées en tant que justificatif d'identité pour l'accès et la circulation côté piste. Doivent obligatoirement figurer sur les cartes professionnelles les mentions suivantes : nom, prénom, photo du titulaire et nom de l'employeur.

En lieu et place de la présentation d'un document attestant leur identité ou d'une authentification biométrique, les personnels navigants titulaires d'un certificat de membre d'équipage peuvent se soumettre à une vérification de leur inscription sur une liste de personnels navigants en fonction pour un vol déterminé. Cette liste devra avoir été communiquée préalablement à l'exploitant d'aérodrome.

5.3.3 – Obligations spécifiques attachées aux titres de circulation aéroportuaire

Le titulaire d'un titre de circulation est tenu de :

- Le porter de façon apparente tout le temps de sa présence côté piste ;
- Le présenter à toute réquisition des agents des services chargés de la police de l'aérodrome et des agents de sûreté en charge de la surveillance de l'aérodrome ;
- Signaler sans délai la perte ou le vol de son titre à la DDSP et/ou à l'entité qui le lui a délivré ;
- Restituer immédiatement son titre, dès cessation de son activité en PCZSAR ou de son expiration, à l'entité qui le lui a délivré ;
- Ne pas prêter à un tiers pour quelque motif que ce soit ;
- N'accéder qu'aux secteurs autorisés et uniquement pour les besoins de son activité professionnelle sur l'aéroport.

La personne morale à l'origine de la demande d'un titre de circulation :

- Déclare sans délai à l'exploitant d'aérodrome les évolutions intervenues dans les activités des personnes agissant pour son compte, lorsque ces évolutions impliquent la fin de validité d'un titre de circulation ;
- Assure la collecte des titres de circulation périmés et les restitue sans délai à l'exploitant d'aérodrome

5.3.4 – Mesures d'inspection filtrage à l'entrée de la PCZSAR

Les personnes et les objets qu'elles transportent, les véhicules, les approvisionnements de bord, les fournitures d'aéroport sont soumises à une inspection filtrage systématique aux points d'accès à la PCZSAR.

Les dispositions spécifiques afférentes à l'inspection filtrage sont précisées dans les MPA relatives à la sûreté de l'aviation civile du présent arrêté fixées par le directeur de la sécurité de l'aviation civile sud-ouest.

5.3.5 – Exemptions

Sont exemptés du contrôle d'accès à l'entrée de la PCZSAR :

- les personnes et les véhicules identifiés à l'article DR 1.2.2.1 de l'annexe à l'arrêté du 11 septembre 2013 modifié relatif aux mesures de sûreté sensibles de l'aviation civile ;
- les personnes autres que les passagers qui reviennent en PCZSAR après l'avoir quittée temporairement pour autant qu'elles soient restées sous la surveillance constante d'agents de sûreté, ainsi que les objets qu'elles transportent.

Sont exemptés d'inspection filtrage à l'entrée de la PCZSAR :

- les personnes autres que les passagers qui reviennent en PCZSAR après l'avoir quittée temporairement pour autant qu'elles soient restées sous la surveillance constante d'agents de sûreté, ainsi que les objets qu'elles transportent ;
- les personnes relevant des catégories identifiées aux articles DR 1.3.2 et DR 1.3.7 de l'annexe à l'arrêté du 11 septembre 2013 modifié relatif aux mesures de sûreté sensibles de l'aviation civile ainsi que les objets qu'elles transportent ;
- les véhicules relevant des catégories identifiées aux articles DR 1.4.1 et DR 1.4.2 de l'annexe à l'arrêté du 11 septembre 2013 modifié relatif aux mesures de sûreté sensibles de l'aviation civile ;
- les passagers identifiés à l'article DR 4.1.1 de l'annexe à l'arrêté du 11 septembre 2013 modifié relatif aux mesures de sûreté sensibles de l'aviation civile et leurs bagages de cabine.

ARTICLE 6 – CIRCULATION SUR L'AIRE DE MANŒUVRE

L'accès à l'aire de manœuvre est strictement réservé aux personnels spécialement habilités à cet effet par le responsable local du service de la navigation aérienne. Le contact radio bilatéral avec l'organisme de circulation aérienne est obligatoire.

En cas d'accident ou d'incident et plus particulièrement lorsqu'un aéronef est immobilisé sur la piste ou une voie de circulation, les personnels de dépannage sont autorisés à circuler sur l'aire de mouvement après accord du service chargé de la circulation aérienne.

Les agents des douanes, de la gendarmerie et de la police peuvent accéder à l'aire de manœuvre dans la mesure requise par l'exercice de leur fonction, sous accompagnement d'un agent de l'exploitant habilité à circuler sur l'aire de manœuvre.

TITRE III

CIRCULATION ET STATIONNEMENT DES VEHICULES

Chapitre 1er – DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 7 – CONDITIONS DE CIRCULATION

1. L'accès et la circulation des véhicules et engins côté piste de l'aéroport font l'objet des mesures énoncées aux chapitres II et III du présent titre, concernant respectivement l'aire de manœuvre et les aires de trafic. Les conducteurs doivent obligatoirement avoir suivi une formation à la circulation sur l'aire de trafic et/ou sur l'aire de manœuvre, dispensée par leur employeur et validée par l'exploitant. Le programme de cette formation est établi par l'exploitant de l'aérodrome et comprend notamment les thèmes listés dans la circulaire du 5 août 2010. La partie de ce programme concernant la circulation sur l'aire de manœuvre devra avoir reçu l'accord du prestataire des services de la navigation aérienne.

2. Les conducteurs de tout véhicule circulant ou stationnant sur l'emprise de l'aérodrome sont tenus d'observer les règles générales de circulation édictées par le code de la route et matérialisées par la signalisation existante. Les limitations de vitesse sont définies dans les MPA relatives à la sécurité de l'aviation civile.

3. Ils doivent également obtempérer aux injonctions que peuvent leur donner les fonctionnaires de la DDSP de la Vienne et les agents de l'exploitant habilités à cet effet.

4. Les modifications momentanées ou permanentes de la voirie côté piste doivent être préalablement soumises à l'avis du directeur de la sécurité de l'aviation civile Sud-ouest et des services chargés de la surveillance et de la circulation des véhicules. Elles feront l'objet de déclarations de travaux dont la procédure est décrite dans les MPA relatives à la sécurité de l'aviation civile.

5. Les véhicules accédant à la PCZSAR sont soumis au contrôle d'accès et à l'inspection filtrage suivant les dispositions fixées par le directeur de la sécurité de l'aviation civile Sud-ouest dans les MPA relatives à la sûreté de l'aviation civile du présent arrêté.

ARTICLE 8 -CONDITIONS DE STATIONNEMENT ET D'ARRET

- 8.1 – Principes généraux

Les véhicules ne doivent stationner qu'aux emplacements réservés à cet effet, tant côté ville que côté piste. Tout stationnement est interdit en dehors de ces emplacements.

La durée de stationnement sur l'aérodrome est strictement limitée à la durée de la présence sur l'aérodrome de la personne qui utilise un véhicule ou, s'il s'agit de véhicules appartenant à des passagers aériens, à la période comprise entre leur départ et leur retour.

Le stationnement peut, selon les emplacements, être limité à une durée particulière, annoncée par une signalisation appropriée.

Sont fixés sur proposition de l'exploitant d'aérodrome :

- Les limites des parcs de stationnement publics ;
- Les emplacements affectés aux véhicules de louage ;
- Les emplacements affectés aux véhicules de service ;
- Les emplacements affectés aux véhicules du personnel travaillant sur l'aérodrome ;
- Les emplacements spécifiques affectés aux taxis et aux véhicules de transport collectif de personnes ;
- Les emplacements affectés aux véhicules de transport et de retrait de fond, aux véhicules en cortèges officiels et aux véhicules de première urgence.

8.2 – Conditions de stationnement ou d'arrêt

L'usage des parcs de stationnement des véhicules privés et des emplacements réservés aux taxis, aux voitures de louage, aux voitures de remise et aux véhicules de transport en commun peut être subordonné au paiement d'une redevance. Il fait l'objet d'un règlement particulier établi par l'exploitant d'aérodrome.

Sur les routes, voies de desserte et parcs de stationnement à accès réglementé, un officier de police judiciaire peut faire procéder à l'enlèvement des véhicules en stationnement irrégulier aux frais et risques de leur propriétaire. Ces véhicules seront mis en fourrière et rendus à leur propriétaire après remboursement des frais exposés pour leur enlèvement et paiement d'une redevance pour l'emplacement occupé.

L'utilisation des aires de stationnements pour véhicules situés côté ville devant les installations de la DGAC et identifiés « DGAC » est réservée au personnel et aux visiteurs de la DGAC.

ARTICLE 9 – CONDITIONS D'ACCES COTE PISTE

9.1 – Véhicules autorisés

Ils font l'objet d'une autorisation d'accès délivrée par l'exploitant. Ces autorisations sont matérialisées par des laissez-passer délivrés par l'exploitant d'aérodrome. Les modalités de délivrance de ces laissez-passer sont définies dans les MPA relatives à la sûreté de l'aviation civile du présent arrêté.

Sont seuls autorisés à accéder et à circuler, dans tout ou partie du côté piste dans les conditions définies aux chapitres II et III du présent titre :

9.1.1- Véhicules disposant d'une autorisation permanente :

- Les véhicules de service de l'Etat dans le cadre de leurs missions spécifiques ;
- Les véhicules du SSLIA de l'aérodrome,
- Les véhicules de maintenance,
- Les engins spéciaux des services chargés de l'entretien de la plateforme,
- Les engins spéciaux agréés des entreprises de transport aérien, des sociétés d'assistance, escale, des sociétés de distribution de carburant pour l'aviation,
- Les engins spéciaux utilisés dans le cadre d'activités industrielles.

9.1.2- Véhicules disposant d'une autorisation temporaire :

Il s'agit de véhicules utilisés de manière épisodique pour les besoins de l'exploitation, de contrôle ou de maintenance.

9.1.3- Véhicules et engins dispensés de laissez-passer:

- Les véhicules et engins spéciaux, dès lors qu'ils sont escortés par les services de police ;
- Les ambulances intervenant dans le cadre d'une urgence médicale ou d'un transfert d'organes ;
- Les véhicules et engins captifs utilisés uniquement côté piste et non immatriculés, sous réserve qu'ils portent une inscription extérieure indiquant qu'il s'agit de véhicules opérationnels utilisés sur cet aérodrome.

9.2 – Accès des véhicules

L'exploitant et les entités exploitant un accès côté piste doivent vérifier que les véhicules utilisant cet accès sont autorisés à cette fin et présentent l'autorisation d'accès requise.

Les conditions des accès côté piste et en zone délimitée doivent être décrites dans les programmes de sûreté des organismes qui en sont responsables.

Les conditions des accès en PCZSAR doivent être décrites dans le programme de sûreté de l'exploitant de l'aérodrome.

Les modalités de mise en œuvre des contrôles à effectuer avant tout accès côté piste sont décrites dans les MPA relatives à la sûreté de l'aviation civile du présent arrêté.

Les obligations liées à l'utilisation de véhicules côté piste, les modalités de délivrance, d'utilisation et de restitution des laissez-passer sont définies dans les MPA relatives à la sûreté de l'aviation civile du présent arrêté.

ARTICLE 10 – REGLES SPECIALES DE CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT COTE PISTE

10.1 – Circulation

Les conducteurs doivent faire preuve de toute la prudence rendue nécessaire par les risques particuliers inhérents à l'exploitation de l'aérodrome et respecter la signalisation relative à la circulation sur la voirie.

Les conducteurs sont tenus de laisser, en toutes circonstances, la priorité aux aéronefs en mouvement, aux passagers, ainsi qu'aux véhicules en cours d'intervention de secours ou de sauvetage sans préjudice, en ce qui concerne ces derniers des dispositions particulières concernant leur priorité vis-à-vis des aéronefs. Ils sont tenus d'obéir aux injonctions données à cet effet par les agents des services de la navigation aérienne.

10.2 – Stationnement

Les véhicules et les matériels des prestataires d'assistance en escale ne peuvent stationner que sur les places matérialisées qui leur ont été spécifiquement affectés par les services de l'exploitant d'aérodrome.

La durée du stationnement est strictement limitée à la durée de la présence sur l'aérodrome de la personne qui utilise le véhicule. Cette disposition ne concerne pas les véhicules de service lorsqu'ils stationnent aux emplacements prévus à cet effet, ni aux véhicules stationnant dans des parcs ou installations privatives.

CHAPITRE II

DISPOSITIONS SPECIALES RELATIVES A LA CIRCULATION ET AU STATIONNEMENT SUR L'AIRE DE MANŒUVRE

Les dispositions des articles 11 à 15 ci-dessous seront détaillées dans les MPA relatives à la sécurité de l'aviation civile.

ARTICLE 11 –ACCES DES VEHICULES

Sont autorisés à circuler sur l'aire de manœuvre et ses zones de servitude :

- les véhicules du SSLIA,

- les véhicules des services de la navigation aérienne,

- les véhicules des services chargés de l'entretien de la plateforme y compris les engins spéciaux,

- les véhicules des services de police, douanes ou gendarmerie escortés par un agent de l'exploitant possédant la qualification radio dans un véhicule équipé de radio.

ARTICLE 12 - CIRCULATION ET STATIONNEMENT

La circulation et le stationnement sur l'aire de manœuvre et ses dégagements sont subordonnés à une autorisation du service de la navigation aérienne.

La liaison radio avec le service de la circulation aérienne doit être maintenue pendant toute la durée du déplacement sur l'aire de manœuvre ou sur les routes de service associées.

Aucun véhicule ne doit être laissé en stationnement sans surveillance sur l'aire de manœuvre ou dans ses zones de servitude.

ARTICLE 13 – AUTORISATION DE CONDUIRE

La conduite d'un véhicule, engin ou matériel sur l'aire de manœuvre ou sur les routes de service associées à celle-ci est subordonnée à la possession d'une attestation d'aptitude à la conduite délivrée par l'exploitant d'aérodrome au vu de l'attestation de formation établie par le formateur. Celle-ci est délivrée à l'intéressé à l'issue d'une formation appropriée et mise en œuvre par l'exploitant, comportant la réalisation d'un test radio validé par le service de la navigation aérienne.

L'attestation d'aptitude à la conduite est matérialisée par une attestation nominative qui doit pouvoir être présentée lors de tout contrôle, sauf si le conducteur est en cours de formation, le formateur étant présent dans le véhicule.

ARTICLE 14 – CONTROLE DE LA CIRCULATION

Le contrôle de la circulation sur l'aire de manœuvre et dans ses zones de servitude est assuré par le service de la navigation aérienne.

ARTICLE 15 – MANŒUVRE DES AERONEFS

Le déplacement des aéronefs, tractés ou non, sur l'aire de manœuvre, est subordonné à une autorisation préalable des services de la circulation aérienne.

La liaison radio avec les services de la circulation aérienne doit être maintenue pendant toute la durée du déplacement.

Aucun tractage d'aéronef sur l'aire de manœuvre ne sera effectué, de jour comme de nuit, sans qu'un agent qualifié n'ait pris place aux commandes :

- Du tracteur ;
- Et de l'aéronef sauf en cas d'utilisation de dispositif garantissant qu'il ne peut y avoir de rupture accidentelle d'attelage entre l'avion et le tracteur et que ce dernier soit toujours en mesure d'immobiliser à lui seul l'aéronef.

Le conducteur du tracteur est responsable d'établir le contact radio bilatéral avec le service de la circulation aérienne. Si ce contact est réalisé par un agent qui se trouve dans l'avion, alors une liaison bilatérale de communication entre le tracteur et l'avion est obligatoire.

Dans le cas où ni l'aéronef, ni le tracteur ne sont en liaison avec les services de la circulation aérienne, l'attelage est convoyé par un véhicule pouvant assurer cette liaison radio.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS SPECIALES RELATIVES A LA CIRCULATION ET AU STATIONNEMENT SUR LES AIRES DE TRAFIC ET LA ROUTE DE SERVICE EN FRONT DES INSTALLATIONS

Les dispositions des articles 16 et 17 ci-dessous seront détaillées dans les MPA relatives à la sécurité de l'aviation civile.

Article 16 – ACCES, CIRCULATION ET STATIONNEMENT

Seuls sont autorisés à accéder aux aires de trafic et à la route de service en front des installations :

- les véhicules munis d'une signalisation spéciale, autorisés par le directeur de l'aviation civile sud-ouest

- les véhicules des services de l'état dans le cadre de leurs missions spécifiques

- les véhicules du SSLIA,

- les véhicules de l'exploitant, des sociétés chargées de l'assistance en escale, de l'entretien de la plateforme, des exploitants aériens et des sociétés de distribution de carburants pour l'aviation y compris les engins spéciaux autorisés,

- les véhicules escortés ou autorisés ponctuellement par l'exploitant.

Les conducteurs sont tenus de laisser, en toutes circonstances, la priorité aux aéronefs et aux passagers et d'obéir, à cet effet, aux injonctions pouvant être données par les agents de la police.

Les conducteurs sont tenus, en outre, de se conformer :

- Aux règles spéciales de circulation et de stationnement concernant notamment les emplacements que les véhicules doivent occuper avant l'arrivée des avions, pendant les opérations d'escale et la durée du stationnement ainsi que les mesures de sécurité à respecter au cours des différentes manœuvres ;
- Aux consignes d'utilisation des véhicules et engins spéciaux fixées par l'exploitant d'aérodrome pour les opérations d'escale afin que celles-ci puissent être assurées dans les meilleures conditions de sécurité, d'efficacité et d'économie.
- Aux cheminements spécifiques matérialisés au sol sur les aires de trafic, lorsqu'ils existent.

Aucun véhicule, engin ou matériel ne peut être laissé en stationnement sans surveillance sur les aires de trafic à l'exception de ceux qui sont rangés sur les emplacements de garage ou d'attente prévus à cet effet.

Tout véhicule, engin ou matériel abandonné en dehors de ces emplacements, pourra être enlevé d'office, aux risques et périls de son propriétaire, dans les conditions prévues à l'article 8.

En aucun cas, l'exploitant d'aérodrome ne pourra être tenu pour responsable des accidents ou dommages que pourraient provoquer ou subir des véhicules, engins ou matériels abandonnés par les tiers.

Sur les aires de trafic, la surveillance de la circulation et du stationnement des véhicules et engins spéciaux ainsi que des agents autorisés à les conduire est assurée par la police et/ou l'exploitant d'aérodrome.

Article 17 - AUTORISATION DE CONDUIRE

La conduite d'un véhicule, engin ou matériel sur les aires de trafic et les routes de service est subordonnée à une autorisation préalable délivrée par les services de l'exploitant d'aérodrome, ou par des formateurs désignés, qui fournissent la formation nécessaire à la connaissance des règles de circulation et de stationnement sur les aires de trafic et routes de service associées, selon un programme approuvé par le directeur de la sécurité de l'aviation civile sud-ouest.

TITRE IV

MESURES DE PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

CHAPITRE 1er – DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 18 – INTERDICTION DE FUMER, FLAMMES NUES ET DISPOSITIFS ELECTRONIQUES

Il est formellement interdit de fumer dans l'ensemble des secteurs côté piste, y compris les aires opérationnelles associées et les lieux de stockage de carburant ou de matières inflammables, à l'exception des emplacements dédiés à cet effet.

Il est formellement interdit d'allumer des feux ou d'entreprendre une activité qui créerait un risque incendie dans :

- Les lieux de stockage de carburant ou de matières inflammables,
- L'aire de mouvement et les aires opérationnelles, sauf autorisation reçue de l'exploitant d'aérodrome.

Il est également formellement interdit de fumer ou de faire usage de briquets ou d'allumettes côté piste sur l'aire de mouvement, dans les hangars recevant des aéronefs, dans les ateliers où sont manipulées des matières inflammables, à moins de 15 mètres des camions citernes, des soutes à carburant, des camions citernes stationnés ou en mouvement sur la plateforme et en général en dehors des bâtiments à l'exception des cas prévus dans l'article 24 (Permis Feu).

Il est interdit de jeter des cigarettes, allumettes ou débris enflammés côté piste.

ARTICLE 19 – PROTECTIONS DES BATIMENTS ET INSTALLATIONS

Chaque hangar, bâtiment ou local mis à la disposition de tiers doit être équipé, par l'occupant, de dispositifs de protection contre l'incendie : moyens de secours, extincteurs, robinets d'incendie armés (RIA) dont la qualité, les types et les capacités doivent être en rapport avec l'importance et la destination des locaux.

Le contrôle périodique de ces dispositifs et leur remise en état incombent à l'occupant des lieux.

Lorsque les locaux sont équipés, par l'exploitant de l'aérodrome, d'équipements de sécurité, les occupants doivent laisser l'accès au service du poste de premier secours (SPPS) ainsi qu'aux sociétés missionnées par l'exploitant d'aérodrome pour assurer le contrôle et la remise en état de ces équipements (extincteurs, robinets d'incendie armés (RIA), éclairage de sécurité, système de sécurité incendie (SSI).....).

Tout occupant doit s'assurer que son personnel connait le maniement des moyens de secours tel que le déclenchement de l'alarme et l'utilisation des extincteurs ainsi que le numéro d'appel des pompiers de l'aéroport.

Les installations électriques devront être réalisées selon les normes et réglementations en vigueur. Elles doivent être contrôlées périodiquement par un organisme agréé. Il est interdit d'apporter des modifications aux installations électriques et aux fusibles.

Les matériaux combustibles inutilisés, tels que les emballages vides ou les chiffons souillés doivent être évacués dans les meilleurs délais. Aucun stockage de matériaux combustibles n'est autorisé dans les établissements recevant le public (ERP).

Il est interdit d'apporter des modifications aux installations sans autorisation préalable du service compétent de l'aérodrome.

ARTICLE 20 – DEGAGEMENT DES ACCES

Toutes les voies d'accès aux différents bâtiments, portails et installations doivent être dégagées de façon à permettre l'intervention rapide du service de sécurité contre l'incendie.

Les poteaux d'incendie et leurs abords, ainsi que les différents regards de visite, quelle que soit leur nature, doivent être dégagés et accessibles en permanence.

Dans les bâtiments et hangars, les accès aux robinets d'incendie armés (RIA), aux colonnes sèches, aux organes de commande des exutoires et, en général, à tous les moyens d'extinction doivent rester dégagés en permanence.

Les marchandises et objets divers entreposés à l'intérieur ou à l'extérieur des bâtiments, ateliers, hangars, etc... doivent être rangés avec soin, de telle sorte qu'ils n'entravent pas la circulation et ne constituent pas un obstacle à la reconnaissance et à l'attaque éventuelle d'un foyer d'incendie.

Les palettes vides et déchets divers devront être amenés le plus rapidement possible au « point vert » pour limiter le risque d'entrave à la circulation et d'incendie.

ARTICLE 21- CHAUFFAGE

L'utilisation des poêles à combustibles liquides ou gazeux est subordonnée à l'information préalable du SSLIA dans les hangars situés côté piste et doit être conforme aux normes et réglementations en vigueur.

Dans les autres bâtiments, l'usage de tout chauffage d'appoint est formellement interdit.

Les utilisateurs doivent veiller, avant de quitter les lieux, à s'assurer qu'aucun risque d'incendie n'est à craindre en particulier avec les radiateurs d'appoint ou matériels électriques.

ARTICLE 22- CONDUITS DE FUMEE

Les occupants sont tenus de procéder au moins une fois par semestre au ramonage de leurs installations. Les cheminées des fourneaux des restaurants et des cantines doivent être ramonées mensuellement.

Les filtres à graisse installés sur l'extraction des cuisines doivent être nettoyés au moins une fois par semaine.

ARTICLE 23- STOCKAGE DES PRODUITS INFLAMMABLES

Le stockage des carburants et tout autre produit inflammable ou volatile doit s'effectuer conformément à la réglementation (rétention appropriée, armoire sécurité, cuves enterrées ou aériennes,...).

Une identification claire de tous les produits par des étiquettes précisant leur nature et leur dangerosité doit être apposée sur chaque contenant. Il est formellement interdit de créer des dépôts sauvages ou anarchiques de produits inflammables.

L'entité responsable du stockage met en place des dispositifs appropriés de nettoyage, dépollution et, si nécessaire, d'obturation des réseaux. Leur localisation est clairement identifiée à l'intention des services de secours et d'intervention.

ARTICLE 24- PERMIS DE FEU

Il est interdit d'allumer des feux ou de faire réaliser des travaux par point chaud (production de chaleur, étincelle ou flamme nue), d'incinérer des détritus, de procéder à des émissions de fumée, sans l'accord préalable du SSLIA, pour l'emprise aéroportuaire.
L'exploitant délivre, le cas échéant après avis du service de la navigation aérienne, un permis de feu fixant les instructions de sécurité appropriées. Ce permis de feu fixant les instructions de sécurité appropriées est rédigé par le SSLIA sur le lieu des travaux : sa validité ne peut excéder 24 heures.

L'emploi d'appareils à flamme nue, tels que les lampes à souder, chalumeaux, etc... est interdit dans les locaux et ateliers où se trouvent des produits dangereux, volatils et inflammables ou explosifs ainsi que sur les aires de stationnement à proximité immédiate des aéronefs ou des citernes de carburant.

ARTICLE 25- DEVERSEMENTS ACCIDENTELS

Chaque entreprise doit avoir à sa disposition les moyens de contenir, de traiter et de faire éliminer toutes pollutions liées à des déversements accidentels. En cas de pollution des réseaux d'eaux pluviales, la responsabilité de l'entreprise est engagée.

Chapitre II – PRECAUTIONS A PRENDRE A L'EGARD DES AERONEFS ET DES VEHICULES

ARTICLE 26 – CONSOMMATION D'ALCOOL ET DES SUBSTANCES PSYCHOTROPES

Les personnels travaillant sur l'aire de mouvement ou sur d'autres aires opérationnelles de l'aérodrome, ne doivent pas consommer d'alcool durant leur période de service et ne doivent pas effectuer leur tâche sous l'influence de l'alcool, de toute substance psychoactive ou de médicaments qui pourraient avoir un effet sur leurs capacités d'une façon contraire à la sécurité.

ARTICLE 27 – DEGIVRAGE DES AERONEFS

Le dégivrage s'effectuera avec des produits autorisés et conformément aux réglementations en vigueur.

ARTICLE 28 – AVITAILLEMENT DES AERONEFS EN CARBURANT

Les sociétés distributrices de carburant, les exploitants d'aéronefs, les prestataires d'assistance en escale et les autres usagers aéronautiques sont tenus de se conformer strictement aux textes et réglementations en vigueur.

TITRE V

PRESCRIPTIONS SANITAIRES

ARTICLE 29- DEPOT ET ENLEVEMENT DES DECHETS

Tout dépôt d'ordures ou de matière de décharge est interdit aux abords de l'aérogare, des hangars et d'une manière générale aux abords de tous les bâtiments, à l'exception des emplacements spéciaux désignés à cet effet par l'exploitant.

Les ordures doivent obligatoirement être traitées selon les normes environnementales en vigueur. La récupération ou le tri des matières déposées dans les conteneurs est interdit.

Les décharges des déchets industriels destinés à la récupération donnent lieu à une autorisation préalable de l'exploitant qui fixe notamment les conditions de stockage et de récupération.

Les matières présentant un danger particulier doivent être séparées des ordures et déchets industriels et faire l'objet d'un traitement particulier selon les instructions données par l'exploitant.

ARTICLE 30- NETTOYAGE DES TOILETTES D'AVIONS

Le nettoyage des toilettes d'avions ne peut être effectué que par un organisme agréé, à l'aide de véhicules spécialement aménagés à cet effet et dans les conditions exigées par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 31- REJET DANS LES EAUX USEES

La qualité des rejets de tous les usagers dans le réseau des eaux usées doit être conforme au règlement su service d'assainissement de la communauté urbaine de Poitiers.

ARTICLE 32 – SUBSTANCES ET DECHETS RADIOACTIFS

La manutention des substances et déchets radioactifs doit s'effectuer conformément aux textes et réglementations fixant les normes de protection des travailleurs contre les dangers de la radioactivité.

L'évacuation dans le milieu naturel ou la mise en décharge des déchets radioactifs avec d'autres types de déchets est interdite. Leur enlèvement est du ressort de l'Agence Nationale pour la gestion de Déchets Radioactifs (ANDRA).

TITRE VI

CONDITIONS D'EXPLOITATION COMMERCIALE

ARTICLE 33- AUTORISATION D'ACTIVITE

Aucune activité industrielle, commerciale ou artisanale ne peut être exercée à l'intérieur de l'aérodrome, sans une autorisation spéciale délivrée par l'exploitant d'aérodrome, pouvant donner lieu au paiement d'une redevance.

Les personnes morales titulaires d'une autorisation d'activité devront obligatoirement déclarer à l'exploitant d'aérodrome leurs fournisseurs et prestataires intervenant sur le site et se charger de la gestion de leurs titres de circulation.

En tout état de cause, les personnes titulaires d'une autorisation d'activité sont responsables vis-à-vis de l'exploitant d'aérodrome et des tiers de leurs fournisseurs et prestataires.

TITRE VII

POLICE ADMINISTRATIVE GENERALE

ARTICLE 34- INTERDICTIONS DIVERSES

Il est interdit :

- de procéder à des occupations abusives ou prolongées des aérogares, accompagnées ou non de sollicitations, de quêtes à l'égard des usagers et employés, de porter atteinte à la tranquillité publique et à la salubrité des lieux,
- de troubler l'ordre ou d'entraver la circulation ou l'exploitation par des bruits, des cris, des rixes, des attroupements,
- de faire pénétrer des animaux sur l'aérodrome même s'ils ne sont pas en liberté ou d'y favoriser, de quelque manière que ce soit, le développement ou l'implantation d'animaux : toutefois, cette interdiction ne s'applique pas aux animaux transportés dans les aéronefs, à condition qu'ils soient accompagnés et tenus en laisse, en cage ou en sac, ni aux équipes cynotechniques des services de l'Etat,
- de procéder à des expositions, offres de service, ventes, distributions d'objets quelconques ou prospectus sauf autorisation spécifique délivrée par l'exploitant d'aérodrome et après avis, selon le cas de la DDSP de la Vienne,

- de procéder à des prises de vues commerciales techniques ou de propagande sauf autorisation spécifique délivrée par l'exploitant d'aérodrome et après avis, selon le cas de la DDSP de la Vienne.

ARTICLE 35- CONSERVATION DU DOMAINE DE L'AERODROME

Il est interdit d'effectuer des dégradations quelconques aux meubles ou immeubles du domaine de l'aérodrome, de mutiler les arbres, de marcher sur les gazons et massifs de fleurs, d'abandonner ou de jeter des papiers ou détritus ailleurs que dans les corbeilles réservées à cet effet.

Il est interdit de gêner, d'entraver ou de neutraliser, même momentanément, de quelque manière que ce soit, les procédures et moyens matériels destinés à assurer la sûreté du trafic aérien et des installations aéroportuaires.

Le présent arrêté ne fait pas obstacle, le cas échéant, à l'application de l'article L.6371-4 du code des transports, ni à l'article 10 de la loi du 22 juillet 1989, en cas d'atteinte à l'intégrité du domaine public, ou à sa conservation.

Il est interdit de laisser sans surveillance bagages et colis en zone aéroportuaire. Cette interdiction s'applique au côté ville et au côté piste.

ARTICLE 36- EXERCICE DE CHASSE

L'exercice de la chasse dans l'enceinte de l'aérodrome est strictement interdit sauf lorsque la présence d'animaux constitue un danger pour la sécurité de la navigation aérienne.

Le tir sélectif des oiseaux dangereux pour la sécurité de la navigation aérienne appartenant aux espèces protégées ou chassables peut être autorisé dans l'enceinte de l'aérodrome conformément aux textes en vigueur. Un bilan détaillé des destructions réalisées et des méthodes utilisées pour pratiquer cette chasse est adressé chaque année au Préfet (Direction Départementale des Territoires).

L'autorisation de prélèvement ou de destruction d'animaux d'espèces sauvages dont la chasse est autorisée, dans le cadre de la lutte contre le péril animalier sur l'aéroport de Poitiers-Biard, est définie par un arrêté pris par la préfecture de la Vienne.

ARTICLE 37- STOCKAGE DE MATERIAUX ET IMPLANTATION DE BATIMENTS

Les stockages volumineux de matériaux et objets divers, les implantations de baraques ou abris sont interdits, sauf autorisation écrite de l'exploitant d'aérodrome

Si l'autorisation est retirée ou dès que sa durée a pris fin, le bénéficiaire doit procéder à l'enlèvement des matériaux, objets, baraques ou abris, selon les prescriptions et dans les délais qui lui ont été impartis. A défaut d'exécution, l'exploitant d'aérodrome ou ses représentants peuvent procéder d'office à leur enlèvement aux frais et risques de l'intéressé.

ARTICLE 38- CONDITIONS D'USAGE DES INSTALLATIONS

L'exploitant d'aérodrome doit publier les conditions d'usage des installations et notamment rappeler aux usagers les règles gouvernant sa responsabilité tant par les affiches apposées dans les lieux appropriés que par des dispositions insérées dans les contrats d'occupation ou sur les tickets remis aux occupants.

Les dommages causés aux usagers à l'occasion de la circulation et du stationnement des personnes, des véhicules, des engins, des matériels et des marchandises peuvent ouvrir droit à réparation selon le régime de responsabilité dont ils relèvent.

ARTICLE 39- MODIFICATION TEMPORAIRE DES DISPOSITIONS DU PRESENT ARRETE

Toute demande de modification des dispositions fixées par le présent arrêté concernant le statut des zones composant le côté piste ou des conditions d'accès à ces zones, qu'elle s'inscrive dans le cadre d'un projet d'événement particulier ou d'un chantier, devra être formulée avec un préavis minimal de 2 mois par l'entité à l'origine de l'opération.

Cette demande devra être formalisée auprès de la préfecture de la Vienne, de la direction de la sécurité de l'aviation civile sud-ouest et de l'exploitant d'aérodrome, si toutefois il n'en est pas lui-même à l'origine.

Elle devra être accompagnée d'un dossier précisant la nature et la durée de l'opération et décrivant les moyens mis en œuvre et les procédures déployées pour garantir la prévention des accès non autorisés au côté piste.

TITRE VIII

SANCTIONS PENALES ET ADMINISTRATIVES

ARTICLE 40- MANQUEMENTS ET INFRACTIONS

Les manquements et infractions aux dispositions du présent arrêté ainsi qu'aux mesures particulières d'application fixées par le directeur de la sécurité de l'aviation civile sud-ouest peuvent être constatés par les militaires de la gendarmerie, les fonctionnaires de la police nationale, les agents des douanes ainsi que les fonctionnaires et agents habilités et assermentés à cet effet.

Les manquements aux dispositions du présent arrêté et à ses mesures particulières d'application sont instruits et sanctionnés, conformément aux dispositions des articles R.217.3, R.217.1 à R.217.3-5 du code de l'aviation civile.

Les infractions aux dispositions du présent arrêté et à ses mesures particulières d'application sont sanctionnées conformément aux dispositions des articles R.282.2 et R.282.3 du code de l'aviation civile et du code de la route.

TITRE IX

DISPOSITIONS SPECIALES

ARTICLE 41- APPLICATION DE L'ARRETE

Le présent arrêté fera l'objet de mesures particulières d'application fixées par décision du directeur de la sécurité de l'aviation civile sud-ouest.

Les conditions particulières de circulation et de stationnement des véhicules, applicables dans le cadre de travaux réalisés côté ville ou côté piste, pourront faire l'objet d'un arrêté spécifique.

ARTICLE 42- ABROGATION DE L'ARRETE PRECEDENT

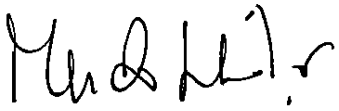
L'arrêté préfectoral du 16 avril 2012 fixant les mesures de police applicables sur l'aérodrome de Poitiers-Biard est abrogé.

ARTICLE 43- PUBLICATION DU NOUVEL ARRETE

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne et affiché sur l'aérodrome, à l'initiative de l'exploitant d'aérodrome, aux emplacements réservés à cet effet ainsi que sur les communes de Poitiers et Biard.

A Poitiers, le 13 JAN. 2017

La Préfète,



Marie-Christine DOKHÉLAR

Tribunal administratif 86

86-2017-01-02-004

délégation de pouvoirs aux premiers conseillers

TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE POITIERS

TA86 n° 2017-001

Le président du tribunal administratif de Poitiers,

Vu le code de justice administrative,

DÉCIDE

Les magistrats affectés au tribunal administratif de Poitiers dont les noms suivent sont désignés pour statuer sur les litiges mentionnés aux articles R. 222-13, L. 774-1, R. 778-3 et R. 779-1 du code de justice administrative :

- M. Didier ARTUS, président,

- M. Damien LEMOINE, président,

- M. Philippe LACAÏLE, premier conseiller,

- M. Bernard BONNELLE, premier conseiller,

- M. Denis LACASSAGNE, premier conseiller,

- M. Olivier GUIARD, premier conseiller,

- M. François-Joseph REVEL, premier conseiller,

- Mme Fanny MALINGUE, premier conseiller.

Poitiers, le 2 janvier 2017

Le président,

François LAMONTAGNE

Tribunal administratif 86

86-2017-01-02-005

Délégation de pouvoirs aux premiers conseillers

TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE POITIERS

TA86 n° 2017-002

Le président du tribunal administratif de Poitiers,

Vu le code de justice administrative,

DÉCIDE

Les magistrats affectés au tribunal administratif de Poitiers dont les noms suivent sont désignés pour statuer par ordonnances dans les conditions fixées à l'article R. 222-1 du code de justice administrative :

- M. Philippe LACAÏLE, premier conseiller,

- M. Bernard BONNELLE, premier conseiller,

- Mme Fanny MALINGUE, premier conseiller.

Poitiers, le 2 janvier 2017

Le président,

François LAMONTAGNE